

Analyse de la Sécurité Alimentaire d'urgence au Burundi Mai 2016



REPUBLIQUE DU BURUNDI

Analyse de la Sécurité Alimentaire d'urgence (EFSA - Emergency Food Security Assessment), mai 2016

Données collectées en avril 2016.

© Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM),

Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie.

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont sur www.wfp.org/food-security ou wfp.vaminfo@wfp.org

© Photo de couverture : Jérôme Shwigiri/PAM Burundi

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

PAM Burundi

Jacques ROY, Directeur du bureau, jacques.roy@wfp.org

Claude KAKULE, Chef de Programmes, claud.kakule@wfp.org

Jean MAHWANE, unité VAM, jean.mahwane@wfp.org

Anne-Michèle PARIDAENS, consultante unité VAM, annemichele.paridaens@wfp.org

PAM Bureau Régional OMN (Nairobi)

Sergio REGI, Analyste de la Sécurité Alimentaire-VAM unit, sergio.regi@wfp.org

David MUDILO, Analyste de la Sécurité Alimentaire-VAM unit david.mudilo@wfp.org

Elliot Vhurumuku, Conseiller régional principal Analyse de la sécurité alimentaire, elliott.vhurumuku@wfp.org

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: wfp.publications@wfp.org

TABLE DES MATIERES

EXECUTIVE SUMMARY	7
<i>Background</i>	7
<i>Food Security situation in April 2016.....</i>	7
<i>Food Security trends.....</i>	8
<i>Key drivers of food insecurity.....</i>	8
<i>Key interventions recommended</i>	10
I. INTRODUCTION ET CONTEXTE.....	11
<i>Contexte démographique.....</i>	11
<i>Contexte socio-économique.....</i>	11
<i>Contexte récent : Les effets de l'instabilité socio-politique & le phénomène El Niño</i>	11
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	13
III. METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE	14
1. <i>Plan de sondage et échantillonnage</i>	14
2. <i>Organisation de l'enquête.....</i>	16
IV. LIMITES DE L'ETUDE.....	17
V. RESULTATS	18
1. <i>Situation de l'insécurité alimentaire</i>	18
<i>Insécurité alimentaire au niveau des zones de moyens d'existence/agro-écologiques</i>	19
2. <i>Tendances de l'insécurité alimentaire.....</i>	21
<i>Qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire ?.....</i>	26
3. <i>Consommation alimentaire.....</i>	30
3.1. <i>Score de consommation alimentaire.....</i>	31
3.2. <i>Diversité alimentaire</i>	34
3.3. <i>Source d'alimentation</i>	37
3.4. <i>Nombre de repas</i>	39
4. <i>Source de revenu</i>	40
5. <i>Migration et déplacement.....</i>	41
6. <i>Chocs.....</i>	44
7. <i>Stratégies d'adaptation.....</i>	45
7.1. <i>Stratégies d'adaptation alimentaires</i>	45
7.2. <i>Stratégies d'adaptation non alimentaires.....</i>	47
8. <i>Dépenses.....</i>	49

9.	<i>Analyse des marchés</i>	51
9.1	Accès physique aux marchés.....	52
9.2	Prix sur les marchés.....	54
9.3	Disponibilité des denrées alimentaires de base sur le marché	56
10.	<i>Agriculture</i>	58
10.1.	Production agricole.....	58
10.2.	Stocks alimentaires	59
10.3.	Facteurs limitant la production agricole	60
10.4	Main d'œuvre agricole.....	61
10.5	Stratégies d'adaptation agricole.....	61
11.	<i>Elevage</i>	62
11.1.	Contraintes pour la pratique de l'élevage	62
11.2.	Elevage, consommation alimentaire, insécurité alimentaire	63
12.	<i>Tendance de la malnutrition aigüe globale et santé</i>	64
12.1.	Malnutrition aigüe globale	64
12.2.	Santé.....	65
13.	<i>Eau et assainissement</i>	66
13.1.	Approvisionnement en eau potable	66
13.2.	Utilisation des latrines améliorées.....	66
14.	<i>Accès aux combustibles</i>	67
15.	<i>Assistance alimentaire</i>	67
VI.	La crise socio-politique affecte-t-elle la sécurité alimentaire des ménages ?	68
VII.	CONCLUSIONS	70
VIII.	RECOMMANDATIONS GENERALES	71
IX.	RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES	72
X.	BIBLIOGRAPHIE	77
XI.	ANNEXES	78

TABLE DES FIGURES

Liste des graphes

Graphe 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire	19
Graphe 2: Estimation de la variation de la production des cultures vivrières de la saison 2016A à celle de 2015A par province (source : Evaluation des récoltes 2016A, MINAGRIE).....	25
Graphe 3: Insécurité alimentaire selon la source de revenu principale.....	29
Graphe 4 : Evolution de la consommation alimentaire	31
Graphe 5: Consommation alimentaire pauvre, limite ou acceptable par province	33
Graphe 6: Evolution de la consommation alimentaire pauvre entre février 2014 et avril 2016	34
Graphe 7: Diversité alimentaire par groupe de consommation alimentaire (2014/2016).....	34
Graphe 8: Fréquence de consommation des groupes d'aliments selon les zones de moyens d'existence	35
Graphe 9: Fréquence de consommation hebdomadaire des groupes d'aliments pour les ménages avec une consommation alimentaire pauvre - Avril 2016	36
Graphe 10: Source d'approvisionnement par type d'aliments.....	38
Graphe 11 : Evolution des sources d'approvisionnement en aliments	38
Graphe 12: Source d'approvisionnement selon les groupes de consommation alimentaire	39
Graphes 13: Nombre de repas quotidien consommés par les enfants de 6-59 mois et les adultes	39
Graphe 14: Nombre de source de revenu des ménages	40
Graphe 15: Source de revenu des ménages selon leur statut	41
Graphe 16: Statut de résidence des ménages selon les provinces	42
Graphe 17: Principales raisons du déplacement	42
Graphe 18: Pays d'origine des populations retournées.....	42
Graphe 19: Pourcentage de ménages dont un membre a quitté le foyer au cours des 6 derniers mois	43
Graphe 20: Principaux chocs	44
Graphe 21: Evolution du CSI réduit entre CFSVA 2014 et EFSA 2016 par province	47
Graphe 22: Proportion des ménages ayant utilisé au moins une fois les mécanismes de survie de stress, crise et d'urgence au cours des 30 derniers jours	48
Graphe 23: Variation de la proportion de ménages utilisant des stratégies de survie sévères (crise/urgence) entre 2016 (EFSA) et 2014 (CFSVA).....	49
Graphe 24 : Répartition des dépenses mensuelles des ménages	50
Graphe 25: Part des dépenses alimentaire dans les dépenses totales des ménages	51
Graphe 26: Co-mouvement du prix du haricot sur les marchés.....	52
Graphe 27: Temps pour accéder au marché le plus proche.....	53
Graphe 28: Evolution du taux d'inflation de 1987-2016	54
Graphe 29: Revenu de la main d'œuvre agricole journalier vs prix du haricot par province	54
Graphe 30: Variation des prix par rapport à avril 2015.....	55
Graphe 31: Variation des prix des principales denrées sur les marchés (Source: FAO)	55
Graphe 32: Disponibilité des céréales sur les marchés.....	56
Graphe 33 : Disponibilité des légumineuses sur les marchés	56
Graphe 34 : Disponibilité des tubercules sur les marchés.....	57
Graphe 35: Appréciation de l'évolution des importations alimentaires au niveau du marché local par les groupes de discussion	57
Graphe 36: Production vivrière totale par habitant pour la saison 2016A (source MINAGRIE/FAO)	59
Graphe 37: Durée des stocks alimentaires (en semaines)	59
Graphe 38: Taux de ménages ayant pour principale contrainte la disponibilité et accès des intrants agricoles	61
Graphe 39: Changements dans les pratiques agricoles	61

Graphe 40: Taux de pratique de l'élevage	62
Graphe 41: Variation du nombre d'animaux entre avril 2015/2016.....	62
Graphe 42: Pratique de l'élevage, consommation et sécurité alimentaire des ménages	63
Graphe 43: Enfant ayant dormi sous une moustiquaire imprégnée	65
Graphe 44: Sources d'approvisionnement en eau potable selon la consommation alimentaire	66
Graphe 45: Type de latrines utilisées selon la consommation alimentaire	66
Graphe 46: Types de combustibles selon la consommation alimentaire	67
Graphe 47: Type d'assistance des partenaires souhaitée	67
Graphe 48: Type d'assistance du PAM souhaitée	67
Graphe 49: Arbre causal de l'insécurité alimentaire au Burundi.....	68
Graphe 50 : Diagramme d'intervention selon l'insécurité alimentaire et la malnutrition	71

Liste des tableaux

Tableau 1 : Taille de l'échantillon de ménages planifié.....	15
Tableau 2 : Console CARI complétée	18
Tableau 3 : Tendances insécurité alimentaire entre décembre 2015 et avril 2016	23
Tableau 4: Insécurité alimentaire par statut de résidence des ménages	27
Tableau 5: profil des ménages en insécurité alimentaire	28
Tableau 6: Consommation alimentaire et sécurité alimentaire	30
Tableau 7: Comparaison entre 2014 et 2016 de la fréquence de consommation des groupes d'aliments pour les ménages avec une consommation alimentaire pauvre – en nombre de jour/semaine.	37
Tableau 8: Impact de l'insécurité sur les ménages.....	45
Tableau 9: Proportion (%) de ménages déclarant avoir adopté au moins une fois une stratégie de consommation alimentaire au cours des 7 jours précédant l'enquête	46
Tableau 10 : Dépenses alimentaires et dépenses totales mensuelles des ménages.....	50
Tableau 11: Corrélation entre les marchés	52
Tableau 12: Principale contrainte agricole pour la saison 2016B selon les ZME	60
Tableau 13: Principale contrainte pour la pratique de l'élevage - Avril 2016	63
Tableau 14: Cas de malnutrition aigüe sévère et modérée détectés chez les enfants de moins de 5 ans	64
Tableau 15: Population selon la console CARI	79

Liste des cartes

Carte 1 : Carte des Strates de l'EFSA avril 2016.....	15
Carte 2 : Zones d'échantillonnage de l'EFSA avril 2016	15
Carte 3 : Insécurité alimentaire par zone agro-Ecologiques et de moyens d'existence.....	21
Carte 4: Insécurité alimentaire par zone agro-Ecologiques et de moyens d'existence à l'intérieur de chaque province (valeur indicative).....	21
Carte 5: Insécurité alimentaire par province (février 2014)	22
Carte 6: Insécurité alimentaire par province (avril 2016).....	22
Cartes 7 : Répartition des ménages avec une consommation alimentaire pauvre – CFSVA février 2014 et EFSA Avril 2016.....	32
Cartes 8 : Superficie de légumineuses (à gauche), céréales (au centre), tubercules et racines (à droite) (ENAB 2015).....	58
Carte 9: Carte de la dégradation des sols – PAM 2011.....	61
Carte 10 : Strates selon les zones de moyens d'existence.....	78
Carte 11: Prévalence de la malnutrition chronique pour les moins de 5 ans (CFSVA-SMART 2014)....	81

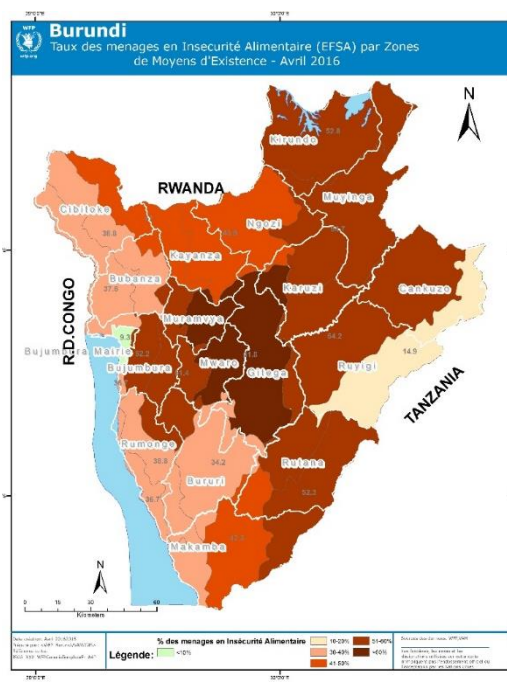
EXECUTIVE SUMMARY

Background

Since April 2015, Burundi has been hit by a social and political crisis affecting security, livelihoods, food security and nutrition of a large proportion of the population both in urban and rural contexts. The current instability had resulted into the displacement of more than 260,000 Burundians¹ seeking asylum in the neighboring countries and around 25.300 IDPs only in the three most affected provinces (Makamba, Rutana and Kirundo)². The instability has triggered the deterioration of livelihoods due to the sale of productive assets, standing crops, drastic reduction in economic activities and job opportunities and the increasing adoption of coping mechanisms by rural and urban people over the last 6 months.

The macro-economic downturn of socio-political instability, in some areas associated to production losses due to El Nino, continue to affect economic and physical access of people to food. In particular, in March 2016 the mean annual inflation rate of food and beverages items was +8.3% compared to 2015 against +4.7% of non-food items. Moreover, the devaluation of the local currency against the US\$ by 30% between June and December 2015 further limited the already fragile purchasing power of households in a context of increasing dependency on markets due to progressively lower own production due to structural constraints like poor fertility of soils, access to land and agro-inputs.

Food Security situation in April 2016



- Almost one in two households (46%) in Burundi is food insecure, of which 5.9% severely³ and 40.1% moderately⁴ food insecure. This equates to about 4.6 million food insecure people (including more than 590.000 severely food insecure people).
- On average, 48.3% of rural households are food insecure against 9.3% of those in Bujumbura Mairie. The provinces with the highest rates of food insecurity are Mwaro (61%), Gitega (60%), Cankuzo (57%) and Muyinga (54%). Cankuzo (21%) and Kirundo (14%) have also the highest rates of severe food insecurity.
- Food insecurity is higher in livelihood zones and provinces more recurrently exposed over the last 6 years to food insecurity;

¹ UNHCR, April 2016

² IOM-Red Cross Displacement Tracking Matrix, March 2016

³ Which means that the household has extreme food consumption gaps and/or has extreme loss of livelihood assets that will lead to food consumption gaps

⁴ Which means the household has significant food consumption gaps and/or is able to meet minimum food needs but by using irreversible coping strategies

- These zones suffer from the combination of **structural factors** – i.e. poverty; low diversification of rural economy; limited access to land; high population density, decreasing fertility of soils– and specific **aggravating factors** related to current instability such as rising prices of key staples in the markets, limited own productions mainly due to limited availability and poor economic access to agriculture inputs (fertilizers, tools, seeds and casual labor).
- The Communes having the highest number of IDPs in Makamba and Rutana province have a higher level of food insecurity (around 50%) than the national average which is mainly due to the inadequate food consumption among almost two thirds of IDPs’ households in these areas.

Food Security trends

- Compared to the February 2014 CFSVA, there is a significant increase of food insecurity (+ 11%) of which +7% in moderate food insecurity and +4% in severe food insecurity⁵.
- A major increase in food insecurity was observed in the province of Cankuzo (+47%), Mwaro (+26%), Makamba (+17%) and Muyinga (+16%), while it remained steady in Bujumbura mairie (+1.7%) and decreased significantly in Ruyigi (-23%) and Muramvya (-18%).
- Since November-December 2015 (EFSA-FSMS) food insecurity increased in 15 of the 18 provinces in Burundi, with dramatic spikes in Kirundo (+33%), Makamba (+25%), Cankuzo (+24%), Rutana and Bujumbura rural (+23%).

Key drivers of food insecurity

Instability aggravated an already fragile socio-economic context in Burundi. Monetary poverty affects over 65% of households in Muyinga, Gitega, Cankuzo and Kirundo which have among the highest levels of food insecurity (ISTEEBU, 2014). A positive correlation was found between poverty and dependence on subsistence farming of households. Since February 2014, the number of people in Burundi relying mainly on farming for their survival decreased from 54% to 38% while the ones depending on markets almost doubled up to 66%. The reduction of consistence farming is more related to problems in accessing sufficient land and other agro-inputs to meet family consumption needs, than to deliberate shifts to more lucrative income sources. As a result of these livelihoods patterns, a clear deterioration of food consumption patterns was observed over the past two years (+10% with unacceptable (poor) food consumption compared to Feb 2014). The deterioration of economic access was only partially compensated by an increasing level of adoption of livelihood coping strategies (40% of household resorted to them, +8% since Feb 2016).

Structural Drivers of Food Insecurity:

- High population density (mainly in central provinces of Gitega, Mwaro, Bujumbura rural, Ngozi)
- Limited diversification of livelihoods (all provinces)

⁵ Please note that this comparative analysis was conducted with using same methodology than the one used for the CFSVA. The EFSA findings were calculated using additional parameters and indicators (ie share of food expenditure) for the CARI classification that could not be collected in 2014. This explains the fact that the overall number of severe food insecure in actual terms decreased (using the CARI standard methodology) as opposed to the 4% increase using the same methodology as in 2014.

- Limited availability and fertility of land (especially in central provinces (of Gitega, Mwaro, Bujumbura rural))
- Low availability/high prices of agricultural inputs
- Monetary and non-monetary poverty

The specific drivers of food insecurity are listed below:

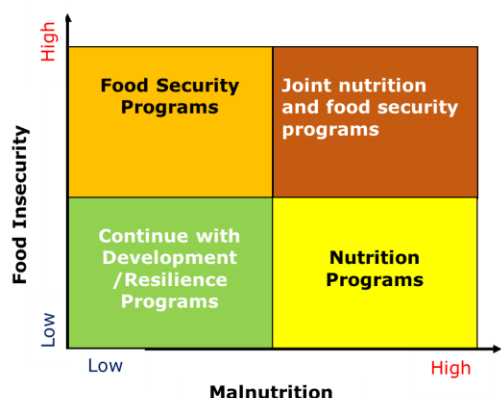
- A high proportion inadequate food consumption (52%)
- Massive adoption of severe (crisis or emergency) livelihood coping strategies by a big portion of the population (40%) such as reduction of expenditures on agricultural inputs, begging, sale of plot or house.
- Increasing poverty levels, assessed through the proxy indicator 'share of food expenditure from the household's monthly budget': 67% of households' expenditures are dedicated to food purchasing. Poverty increased due to current socio-political unrest: job losses (especially in urban areas); reduced income opportunities; reduced purchasing power due to depreciation of *Franc Burundais* (-30% value lost against US\$ between July and December 2015).
- Negative impact of the 2015-2016 climatic change: Landslides, flooding, crop diseases, etc. Reduction in agricultural productions: The overall productions decreased by 13% since the previous Saison 2015 A. The duration of stocks decreased significantly (from 11 to 7 weeks between Saison A 2015 and Saison A 2016 weeks in agricultural productions (-13% in Feb 2016 as opposed to Feb 2015 – Saison A) mainly linked to:
 - Limited availability and high cost of agricultural inputs: 34.5% of households reduced expenditures on agricultural inputs, especially in Cankuzo (72%), Mwaro (54%) and Gitega (40.5%).
 - Reduction of cultivated lands (-7% on average per household from 0.64 Ha to 0.59 Ha)
 - Increasing immediate sale of productions to pay school fees/debts etc.
 - In general, lower agricultural production of main commodities – notably beans (see Graph 1 below), which affect mainly the provinces with the highest levels of food insecurity Cankuzo, Muyinga, Gitega, Mwaro.
 - Impact of El Nino on flooding, landslides and displacement of population limiting latest production Saison 2016 A and seeds of Saison 2015 B.
- Reduced food availability in markets due to combined low internal availability and reduction of imports from Tanzania, this latter due to insecurity and depreciation of local currency.
- Increasing dependence on markets (36 to 66% between 2014 and 2016) in a regime of increasing prices of main staples hence limiting economic access to food of vulnerable households.
- Increasing food prices: +23% average cost of main staples between May 2015 and April 2016; +34% of beans main (often the only) source of proteins.

Profile of most vulnerable households

- IDP/Returnees/HH hosting IDPs (67% are food insecure)
- Female-headed households (49% are food insecure); with peaks in Bujumbura mairie (63%), Cankuzo (72%) and Bubanza (71%).

- Monoparental households (58% are food insecure) or households composed of 2-3 members (47%)
- Households with a head orphan and minor (100% are food insecure)
- Households with a widow head (53% are food insecure).

Key recommended interventions



The interventions should be guided by the linkage between severely food insecurity and malnutrition rate (as the diagram):

Current crisis as aggravating of an already fragile situation:

Advocate towards relevant partners to restore livelihood opportunity of those who experienced crisis and emergency strategies (such as consuming seed stocks for the next season, selling immature crops, selling productive assets, selling one's land etc. directly reduce future productivity and are more difficult to reverse or more dramatic in nature)

- Assist the most vulnerable population targeting by this study as the most affected by the combined socio-economic crisis and natural disasters in Mwaro, Muyinga, Gitega, Cankuzo et Kirundo by short-term global food distributions, farm inputs for shorter season crops and/or cash transfer;
- Consider livelihoods and income sources diversification for vulnerable households especially in the regions with high population density/ excess of agriculture labour;
- Develop integrated and inclusive programmes to strengthen the resilience of communities and poor households to shocks with a focus on Gitega, Kirundo, Karusi, Kayanza, Muyinga and Ngozi provinces;
- Explore the opportunity to integrate long-term planning and FFA aimed at creating community-assets in wider infrastructural development policies;
- Continue to monitor the impact of the ongoing socio-political context on the food security and national situation;
- Promote initiatives and programmes to strengthen resilience and enhance sustainability of small farm producers, especially women and young people, and allow them to be actors in the improvement of food security and nutrition in Burundi;
- Assess the post-harvest losses and identify where they mainly occur in the food value chains. Propose simple and practical strategies to drastically reduces the post-harvest losses;
- Strengthen or expand social protection programmes for the most vulnerable households, including safety nets, to allow them to cope with shocks but in facilitating long-term investment opportunities;

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Contexte démographique

La population du Burundi est estimée à 10.2 millions d'habitants en 2016 avec un taux moyen d'accroissement annuel de 3% par an ces sept dernières années. Avec plus de 300 habitants au km², le Burundi est classé parmi les pays africains les plus densément peuplés⁶. Les provinces du moyen Ouest (Kanyanza et Bujumbura rural) sont les plus peuplées avec plus de 500 habitants au km².

Moins de 10% des habitants vivent en milieu urbain et presque 46% des habitants sont âgés de moins de 15 ans, tandis qu'environ 56% ont moins de 20 ans (ISTEEBU, mai 2015).

Contexte socio-économique

Le rapport de développement humain du PNUD de 2015 a classé le Burundi 184^e sur 188 pays. Cela est principalement dû aux hauts taux de pauvreté qui touchent 2 personnes sur 3 (ISTEEBU, mai 2015) avec plus de 90% de la population vivant avec moins de 2 US\$ par jour. La pauvreté semblerait avoir une corrélation directe et significative avec l'accès à l'eau potable des ménages, la morbidité/malnutrition des enfants, le taux de scolarisation (ISTEEBU, mai 2015).

Le PNB est le plus faible du monde avec 285,95 USD par habitant (FMI). Le FMI prévoit que la décroissance économique pourrait atteindre 7,2% cette année (OCHA, 2016). De plus, le Burundi a l'indice de la faim le plus élevé de toute l'Afrique sub-saharienne (IFPRI, 2015).

Le taux de chômage est très élevé avec un pourcentage d'inactifs en milieu urbain de 34,1% contre 18,6 % en milieu rural (ISTEEBU, mai 2015). Ce pourcentage a probablement augmenté depuis mi-2015 suite à l'instabilité socio-économique qui a affecté le pays au cours des 12 derniers mois.

Bien que l'agriculture contribue à seulement 35% du PIB, la production agricole de subsistance reste pour une grande partie des ménages ruraux burundais la seule source d'alimentation et de revenus. Avec une superficie agricole moyenne de 0,5 ha par ménage, l'accès aux terres cultivables est limité par la forte densité de population. Les communautés les plus vulnérables n'ont souvent accès qu'à des terres marginales. De plus, ces communautés manquent souvent de capacité de résilience pour faire face aux effets dévastateurs des aléas climatiques tels que les inondations et les sécheresses qui endommagent drastiquement leurs moyens d'existence (WFP, 2016 et MINAGRIE, 2016).

Contexte récent : Les effets de l'instabilité socio-politique & les phénomènes climatiques

Depuis le mois d'avril 2015, le Burundi fait face à des conditions d'instabilité socio-politique dont les conséquences croissantes ne cessent de porter préjudice à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence des ménages. L'instabilité affecte davantage les populations urbaines et rurales les plus vulnérables, qui vivent dans des zones exposées de façon récurrente à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

⁶ Recensement général de la population 2008.

La crise a d'abord pris naissance à Bujumbura et s'est ensuite rapidement étendue à certaines localités rurales du pays, notamment les provinces de Makamba et Kirundo, et ensuite celles plus proches de la capitale telles que Bujumbura rurale, Cibitoke et Rumonge. Par conséquent, un niveau de déplacement important de la population a été observé depuis avril 2015. Plus de 260.000 burundais ont fui vers les pays voisins (UNHCR, avril 2016). 25.294 PDI ont été identifiés en mars 2016 dans les 3 provinces de Makamba, Rutana et Kirundo par l'enquête DTM de OIM et la Croix Rouge. Ce qui laisse présager que le nombre de PDI internes sur l'ensemble du territoire est bien plus important. Plus de 50% des déplacés internes dans les provinces de Kirundo, Makamba et Rutana sont des mineurs, 79% ont fui à cause de la situation socio-politique et 15% à cause des catastrophes naturelles. Presque la moitié des déplacés internes sont originaires de Bujumbura Rural et Bujumbura Mairie.

La crise a aussi créé des cas de dilapidation/ bradage des actifs productifs et non productifs dans la foulée des déplacements (élevage, plantations, outils et matériel de travail etc.), ainsi que des cas de vente sur pied des récoltes avant leur maturité ou un abandon tout court de celles-ci par les personnes déplacées ;

Sur le plan macro-économique, l'instabilité socio-politique récente a réduit drastiquement les sources de revenus principalement à Bujumbura et dans les centres urbains secondaires avec une diminution de -41% pour la production/vente de bières, -34% pour le travail temporaire (main d'œuvre), -25% sur les cultures de rente, -28% sur les dons et transfert d'argent (WFP/FSMS décembre 2015).

Le Franc burundais a dévalué de 30% par rapport au US\$ entre juin et décembre 2015 (EFSA, 2015⁷). Le taux d'inflation annuel s'établit à 6,2% au mois de mars 2016 avec des variations moyennes annuelles de +8,3% pour les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (ISTEEBU, mars 2016). L'augmentation des prix des denrées agricoles (prix du haricot a doublé dans la même période) ne se reflète pas dans l'augmentation du salaire agricole journalier, qui est resté stable et autour des 1700 BIF/Jour en moyenne au cours des douze derniers mois (FAO 2016 ; WFP 2016)

D'importants aléas climatiques ont touché le pays depuis novembre 2015, se traduisant par une pluviométrie excessive provoquant des cas d'inondations et de glissements de terrain dans 15 des 18 provinces, avec plus de 30,000 hectares de champs cultivés détruits (Gouvernement, Atelier interministériel sur l'impact des inondations, 15 avril 2016). Environ 50 personnes ont été tuées et plus de 15,000 ménages ont été directement touchés par l'endommagement ou la destruction de leurs maisons. Les régions du sud-ouest et le centre du pays ont été les plus affectées par ces aléas climatiques (WFP, FSMS décembre 2015 ; MINAGRIE/FAO 2016).

Par ailleurs, la production agricole de la saison culturale A a diminué de 10% par rapport à la moyenne des années précédentes et principalement dans les provinces de Bururi, Cibitoke, Kirundo, Muyinga, Makamba, Mwaro et Rumonge (WFP, décembre 2015)⁸. De plus, cette diminution était également due à un accès limité aux terres à cause de l'instabilité ou des rumeurs, à la faible disponibilité des semences – dont la plupart ont été vendues ou consommées comme stratégie de survie – ou à la faible disponibilité de la main d'œuvre journalière due à l'insécurité et au manque de liquidité auprès des ménages.

Les premières initiatives d'évaluations conjointes multisectorielles (Gouvernement et Taskforce humanitaire) menées aux mois de mai et juin ainsi que les dispositifs d'alerte précoce sur le terrain ont montré que certaines provinces étaient plus affectées que d'autres (Bujumbura Mairie, Bujumbura

⁷ Se référant aux informations des bureaux de change de Bujumbura.

⁸ Confirmé par le rapport préliminaire d'évaluation des récoltes de la saison A (MINAGRIE/FAO, 2016)

rural, Cibitoke, Rumonge, Makamba et Kirundo). Les cinq provinces rurales ont donc fait l'objet en novembre 2015 d'une enquête d'urgence sur la sécurité alimentaire (*Emergency Food Security Assessment* – EFSA). L'EFSA a été suivi par une enquête *Food Security Monitoring System* (FSMS) conduite en décembre 2015 dans le reste du pays. Les deux enquêtes ont mis en exergue une augmentation non saisonnière de l'insécurité alimentaire, par rapport à l'enquête de référence CFSVA de 2014, dans la grande partie des régions et notamment dans celles chroniquement exposées à l'insécurité alimentaire⁹. Encore plus graves étaient les projections d'insécurité alimentaire liées à l'adoption massive de stratégies d'adaptation ayant un impact sur les biens du ménage (vente d'intrants agricoles et animaux, consommation de semences, etc). La présente enquête EFSA 2016 se propose donc de vérifier s'il y a eu une détérioration ultérieure de l'insécurité alimentaire dans le pays, en milieu urbain ainsi qu'en milieu rural, par rapport à la situation de référence de 2014¹⁰. L'EFSA a été réalisée par le PAM dans le cadre du Groupe Sectoriel Sécurité alimentaire coordonné par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

La dernière situation de référence de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et de la vulnérabilité date de 2014 avec l'étude CFSVA-SMART réalisée par le PAM et les partenaires.

De façon générale, l'enquête EFSA vise à mettre à jour sur le plan national les informations sur la situation de la sécurité alimentaire en couvrant les questions de disponibilité, d'accès et d'utilisation des aliments ainsi que des marchés, des moyens de subsistance, des stratégies d'adaptation et de la santé. Elle vise à déterminer le niveau d'insécurité alimentaire et de la tendance nutritionnelle de la population ainsi que leurs causes, notamment en lien avec la situation socio-politique que traverse le pays.

En particulier, l'enquête EFSA a pour objet de produire une analyse comparée entre février 2014, octobre 2015 et avril 2016, de l'insécurité alimentaire et de malnutrition, ainsi que de l'évolution des facteurs causaux et des déterminants-clés, et particulièrement auprès des populations les plus affectées par l'instabilité socio-politique actuelle. Une analyse comparée avec d'autres études (FSMS) conduites en novembre 2014, juin 2015 et décembre 2015 est également effectuée pour trianguler les résultats et ainsi avoir une vision plus détaillée des tendances plus récentes.

Le plan d'échantillonnage de l'EFSA se réfère aux limites administratives (18 provinces) ainsi qu'aux zones de moyens d'existence utilisées dans le cadre de l'*Integrated food security Phase Classification* (IPC) au Burundi.

Pour donner un détail géographique ultérieur et permettre un ciblage en profondeur des programmes du PAM et des autres acteurs humanitaires au Burundi, l'analyse est désagrégée également au niveau de zones agro-écologiques. Cela permettra de mettre davantage en exergue l'impact de l'instabilité socio-politique sur les activités productives de référence et ses conséquences sur l'insécurité alimentaire de la population rurale et urbaine burundaise, ainsi que sur l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans dans chaque zone.

⁹ L'analyse intégrée du contexte a identifié les zones des Plateaux secs de l'Est, les Hautes Altitudes, la Dépression du Nord, les Plateaux Humides comme étant en insécurité alimentaire chronique de 2009 à 2014.

¹⁰ World Food Programme, Ministry of Agriculture, UNICEF, FAO (2014). *Comprehensive Food and Nutrition Security, and Vulnerability Analysis* - CFSVA.

III. METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'approche méthodologique de l'enquête EFSA s'appuie sur une association des techniques qualitatives et quantitatives d'une part, et d'une revue documentaire et des comparaisons aux études précédentes relatives à la vulnérabilité, la sécurité alimentaire et la nutrition d'autre part, dont notamment l'enquête CFSVA-SMART et les plus récentes enquêtes EFSA et FSMS conduites en novembre et décembre 2015.

A cet effet, deux enquêtes ont été effectuées en parallèle :

Une enquête auprès des ménages, basée sur un entretien avec le chef de ménage ou son conjoint et une enquête communautaire aux niveaux collinaire et provincial sous forme de groupes de discussion, pour recueillir des informations qualitatives sur les perceptions des populations sur les questions de sécurité alimentaire des ménages, de la nutrition des enfants de moins de 5 ans et de l'évolution des prix de biens de consommation sur les marchés.

Une section du questionnaire « ménage » est dédiée à la consommation alimentaire et à la santé des enfants de 6 à 59 mois qui représentent la couche la plus vulnérable de la population. Dans chaque ménage sélectionné, tous les enfants de 6 à 59 mois ont été éligibles pour la prise des mesures anthropométriques (périmètre brachial) qui renseignent sur leur état nutritionnel. Sur ce dernier volet, les critères d'exclusion suivants ont été pris en compte :

- Enfant de plus de 5 ans ;
- Enfant dont aucune information sur son âge n'a été obtenue
- Refus du chef de ménage, de la femme en charge de l'enfant ou de l'enfant lui-même.

1. Plan de sondage et échantillonnage

L'enquête EFSA est réalisée auprès de **3565** ménages répartis dans la totalité du pays, incluant les 18 provinces, 8 zones de moyens d'existence, 16 zones agro-écologiques (cfr. Carte 10 des strates en annexe). De plus, deux strates additionnelles ont été ajoutées pour mieux couvrir les communes ayant une haute concentration de déplacés internes selon la dernière étude DTM dans les provinces de Makamba et Rutana, ainsi que dans les communes de la région du Mugamba qui ont particulièrement affectées par des cas d'incidents sécuritaires au cours des derniers mois.

Le plan de sondage de l'enquête EFSA se base sur celui de l'enquête CFSVA-SMART 2014 qui vise une représentativité selon les zones agro-écologiques et de moyens d'existence (agro-ZME) ainsi qu'au niveau des provinces. Il s'agit donc d'un plan de sondage aléatoire en grappes, stratifié à deux degrés, basé sur la prévalence de malnutrition de moins de 5 ans¹¹ et proportionnel à la taille de la population dans chaque zone agro-écologique et de moyens d'existence.

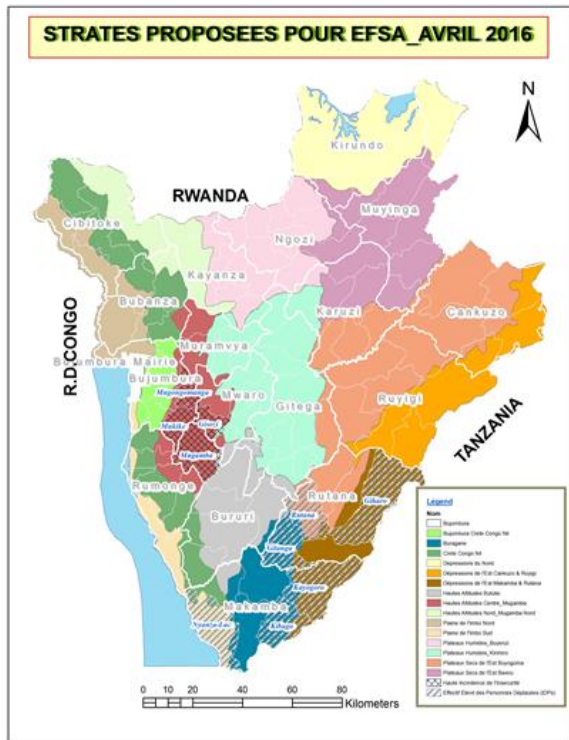
- Au premier degré, 342 unités primaires (collines dans l'ensemble du pays ou quartiers à Bujumbura Mairie) ont été tirées à probabilités inégales de 20 UP dans chacune des 18 Strates.
- Au deuxième degré, 8 à 19 unités secondaires (ménages) sont sélectionnés aléatoirement dans chacune des UP. Le nombre de ménage par UP est défini proportionnellement à la taille de la population des agro-ZME.

¹¹ Prévalence issue de l'enquête de référence CFSVA de 2014 et de l'enquête EFSA de 2015

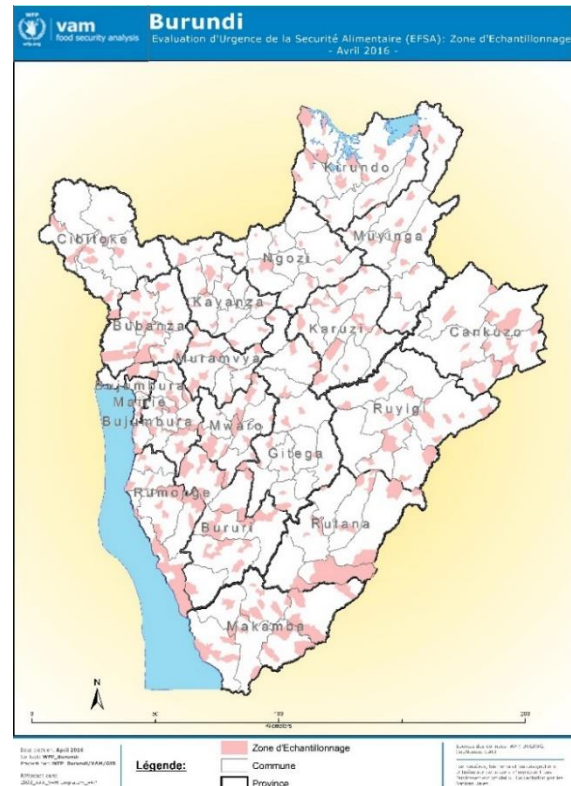
Tableau 1 : Taille de l'échantillon de ménages planifié

	STRATES	UNITES PRIMAIRES	UNITES SECONDAIRES	
	AGRO-Zone de Moyens d'Existence	Collines/quartiers	Ménages/collines	Ménages/ZME
1	Bujumbura Mairie	20	16	320
2	Bujumbura Crete congo Nil	22	14	312
3	Buragane	16	8	128
4	Crete congo Nil	20	8	160
5	Depression du nord	20	12	240
6	Depression de l'est-Cancuko et Ruyigi	21	8	168
7	Depression de l'est-Makamba& Rutana	10	10	100
8	Haute altitudes Sud-Bututsi	20	9	180
9	Haute altitudes Centre-Mugamba sud	20	9	180
10	Mugamba Centre	20	13	260
11	Hautes altitudes nord-Mugamba nord	13	8	104
12	Plaine de Imbo Nord	21	10	210
13	Pleine de Imbo sud - Tanganika	15	8	120
14	Plateaux humides nord - Buyenzi	20	8	160
15	Plateaux humides sud - Kirimiro	21	8	168
16	Plateaux secs de l'est-Buyogoma	22	8	176
17	Plateaux secs de l'est-Bweru	21	8	168
18	Zone Haute concentration PDIs	20	19	380
		342		3534

Carte 1 : Carte des Strates de l'EFSA avril 2016



Carte 2 : Zones d'échantillonnage de l'EFSA avril 2016



Le tirage des 342 unités primaires (collines ou quartiers) a été réalisé aléatoirement sur la base du recensement général de la population (RGPH 2008) et de la prévalence de malnutrition des enfants¹². Le nombre d'unités secondaires (ménages) par unité primaire a été défini proportionnellement à la taille de la population des zones agro-écologiques. La sélection des unités secondaires (ménages) fut réalisée aléatoirement sur terrain par les enquêteurs selon la méthodologie suivante.

A partir du centre de la colline ou du quartier, les enquêteurs choisissent au hasard (technique du stylo) deux directions et y répartissent le nombre de ménages à enquêter dans cette colline. Pour chaque direction, un pas de sondage est défini. Il correspond au nombre de ménages estimés dans cette direction¹³ divisé par le nombre de ménages à enquêter. Le premier ménage à enquêter est choisi en tirant au hasard un chiffre inférieur ou égal au pas de sondage.

2. Organisation de l'enquête

L'enquête EFSA a été réalisée par le PAM en partenariat avec le CERDA sous la coordination du Ministère de l'Agriculture. La PAM a produit les documents techniques de l'enquête (plan de sondage, outils de formation et de collecte) qui ont été validés le groupe sectoriel sécurité alimentaire. L'organisation de la collecte des données, la coordination et la supervision des activités de collecte sur le terrain ont été effectuées par le CERDA. La formation des enquêteurs et des superviseurs ainsi que l'encadrement technique ont été assurés par le PAM. Le PAM remercie également la FAO pour son appui technique dans la validation des résultats.

Les enquêteurs ont été identifiés par le CERDA. Les principaux critères de présélection étaient : avoir déjà participé à l'enquête EFSA d'octobre 2015 ou d'une enquête similaire, le niveau de scolarité au moins égal à celui de la fin des études secondaires, le sexe féminin devant représenter au moins 50% des effectifs. Un effectif de 93 agents a reçu une formation à l'issue de laquelle 72 enquêteurs et 16 superviseurs furent retenus ainsi que 3 enquêteurs réservistes.

La formation des enquêteurs s'est déroulée du 11 au 13 avril 2016. Elle s'est déroulée en séance plénière à Bujumbura. Les sessions ont porté sur les objectifs de l'enquête, l'identification des zones de dénombrement, des ménages et des sujets à enquêter, les techniques d'interview, le remplissage du questionnaire sur tablette et la prise des mesures anthropométriques (Âge-Sexe-Périmètre Brachial-Recherche des œdèmes bilatéraux). L'accent a été mis sur la compréhension et l'administration du questionnaire « ménage » ayant pour but de collecter les informations sur la composition du ménage, ses conditions de vie, ses moyens d'existence, sa consommation alimentaire, ses risques et chocs et ses stratégies de survies. Une demi-journée a été allouée à la prise des mesures anthropométriques.

La collecte des données s'est déroulée du 11 au 13 avril 2016. Elle a été effectuée par 11 équipes composées chacune de 3 à 8 enquêteurs et d'un superviseur. Chaque équipe couvrait entre 1 et 2 provinces.

Les enquêteurs étaient responsables de l'administration du questionnaire « Ménage », de la saisie des données sur tablettes et de la prise du périmètre brachial. Les superviseurs étaient responsables de l'administration du questionnaire qualitatif (focus group), des questions logistiques, de l'itinéraire des

¹² Basé sur les mesures anthropométriques de l'enquête CFSVA 2014 ou EFSA 2015

¹³ Renseignements obtenus avec l'aide du guide local.

équipes, de la vérification des données saisies par les enquêteurs et de l'envoi des questionnaires finalisés sur le serveur du PAM adéquat.

Dans chaque ménage sélectionné, tous les enfants de moins de 5 ans y résidant étaient éligibles pour la prise des données anthropométriques. Chaque sujet éligible pour l'enquête a été examiné. Si lors du passage de l'équipe un ménage ou un sujet était absent, il était considéré comme "absent" mais, il n'était en aucun cas remplacé.

Après l'apurement de la base de données, le traitement et l'analyse statistique ont été effectués par le logiciel statistique SPSS pour le calcul des différents indicateurs de sécurité alimentaire des ménages et par le logiciel ENA pour les indicateurs de nutrition des enfants.

Des coefficients de pondération ont été appliqués par strate avant l'agrégation des résultats au niveau national.

IV. LIMITES DE L'ETUDE

La base de l'échantillonnage est la zone agro-écologique et de moyens d'existence. Ainsi cette étude a tenté de couvrir toutes les strates homogènes du pays. Cependant certaines communes dont Butaganzwa et Bweru dans la province de Ruyigi et Mabayi dans la province de Cibitoke n'ont pas été couvertes en tant qu'entité autonome dans l'échantillon. Ceci pourrait quelque peu biaiser les résultats. Par ailleurs, une colline de la commune Mugamba initialement tirée dans l'échantillon n'était pas accessible au moment de l'enquête en raison des incidents sécuritaires et a été remplacée.

Les limitations budgétaires et logistiques n'ont permis de mesurer qu'un échantillon réduit d'enfants de moins de 5 ans (3244) sur tout le territoire. Les mesures anthropométriques ont été limitées au périmètre brachial et à la détection des œdèmes bilatéraux. Les valeurs de malnutrition ainsi obtenues donnent une estimation de la tendance de la malnutrition aigüe des enfants au niveau national et des zones de moyens d'existence. Ces valeurs ne sont qu'indicatives dans le cas des provinces. Elles permettent néanmoins d'avoir un aperçu général et de cibler à l'avenir des zones plus précises dans le cadre d'études nutritionnelles approfondies.

L'enquête n'a pas procédé au dénombrement spécifique des ménages avant le tirage et a dû recourir à la technique du tanssect pour le choix des ménages à enquêter dans la colline ou quartier.

V. RESULTATS

1. Situation de l'insécurité alimentaire

L'enquête EFSA 2016 utilise l'approche CARI (*Consolidated Food Security Indicator Approach*) pour appréhender la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions. Cette approche permet de combiner les indicateurs de sécurité alimentaire de façon systématique et transparente dans le but d'établir une classification explicite des ménages. Sur la base de CARI, chaque ménage enquêté est classé suivant un indice composite de sécurité alimentaire (*Indice de Sécurité Alimentaire*) en sécurité alimentaire (SA), en sécurité alimentaire limitée (SAL), en insécurité alimentaire modérée (IAM) ou en insécurité alimentaire sévère (IAS). L'algorithme de classification tient compte de la consommation alimentaire actuelle du ménage (score de consommation) et de sa potentialité à soutenir sa consommation dans le futur (capacité d'adaptation et niveau de dépenses consacrées à l'alimentation).

Tableau 2 : Console CARI complétée

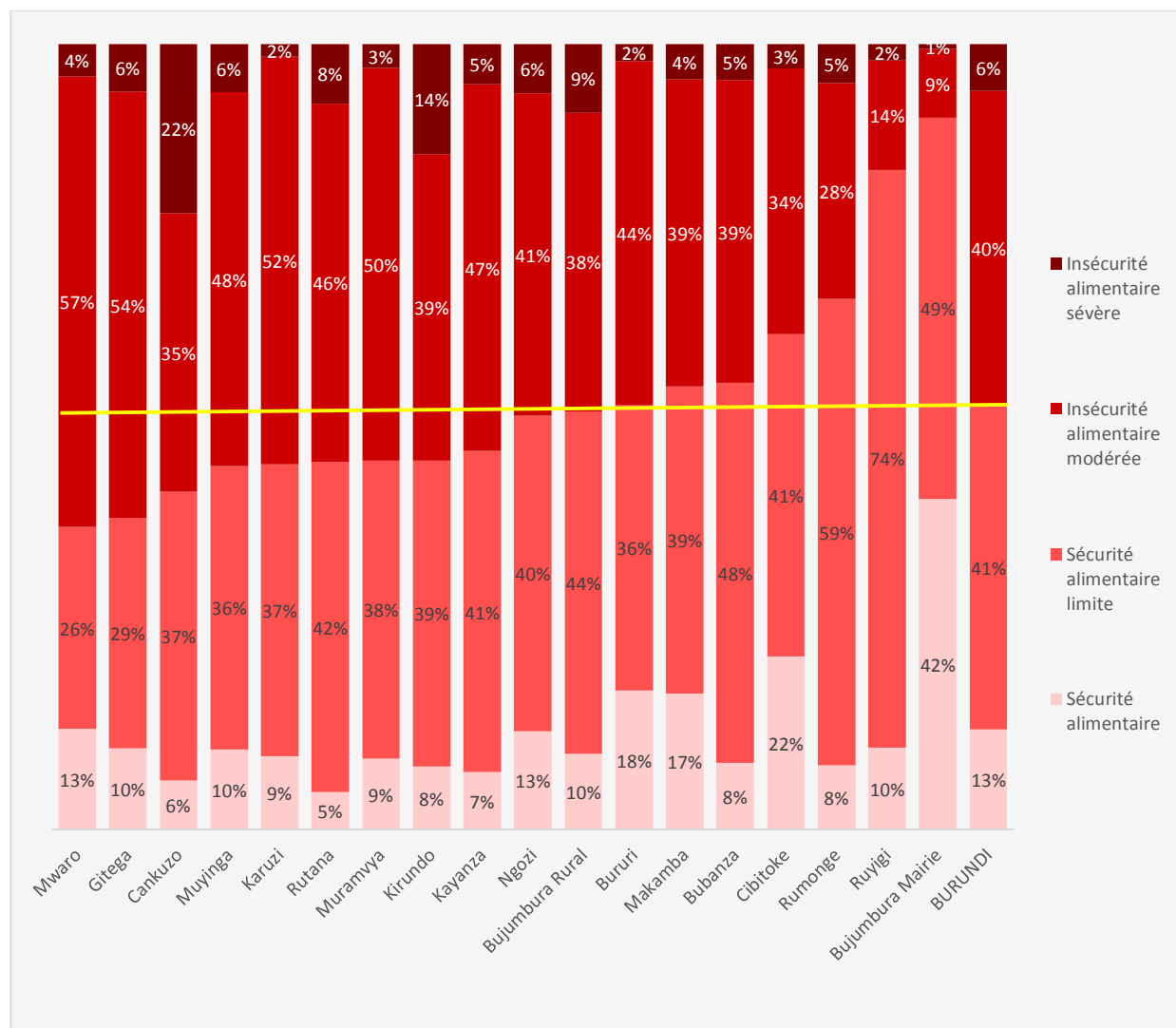
Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limitée (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire (SCA)	Consommation alimentaire acceptable		Consommation alimentaire limitée	Consommation alimentaire pauvre
			48%		38.1%	13.9%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part dépenses alimentaires	<50%	50%-65%	65-75%	>65
			16.6%	25.4	20.6%	37.4%
	Epuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune	Stratégies de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence
			41.7%	18.3%	30.8%	9.3%
Indice de Sécurité Alimentaire (ISA)			12.7%	41.3%	40.1%	5.9%
Population*			1,270,360	4,131,180	4,011,150	590,170

* Projection 2016 de la population basée sur les données actualisées du recensement 2008 (ISTEEBU). La population exclut 260,000 demandeurs d'asile et réfugiés burundais qui ont quitté le pays depuis 2015.

En avril 2016, **presque un ménage sur deux (46%) est en insécurité alimentaire** dont 5.9% en insécurité alimentaire sévère et 40.1% en insécurité alimentaire modérée. Cela équivaut à environ 4.7 millions de personnes en insécurité alimentaire, soit environ 123 500 ménages en insécurité alimentaire sévère, et 839 000 en insécurité alimentaire modérée. La plupart des ménages (environ 4.1 millions de personnes) vivent dans des conditions de sécurité alimentaire limitée et risquent au moindre choc de basculer en insécurité alimentaire. Presque 1.3 millions sont en sécurité alimentaire.

Dans les provinces rurales, en moyenne 48.3% des ménages sont en insécurité alimentaire contre seulement 9.3% à Bujumbura mairie¹⁴. Les taux les plus élevés sont observés dans la province de Mwaro (61%), Gitega (60%), Cankuzo (57%) et Muyinga (54%). Cankuzo (21%) et Kirundo (14%) enregistrent les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire sévère. Bujumbura mairie (42%), Cibitoke (22%) et Bururi (18%) sont les provinces avec les plus hauts taux de population en sécurité alimentaire. Une table d'estimation de la population en insécurité alimentaire par province est reprise en annexe.

Graphe 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire



Insécurité alimentaire au niveau des zones de moyens d'existence/agro-écologiques

Une analyse de l'insécurité alimentaire avait été conduite dans le CFSVA 2014 au niveau des zones dérivant de la superposition des zones de moyens d'existence et des zones agro-écologiques. Cette enquête avait permis une désagrégation jusqu'à 16 différents strates (ZME/agro-écologiques), dont la totalité des 16 strates sont couvertes par l'actuelle analyse EFSA: i) Bujumbura ville; ii) Bujumbura

¹⁴ Pour Bujumbura Mairie cela représente environ 55.700 personnes.

Crête Congo Nil ; iii) Buragane ; iv) Hautes Altitudes Sud ; v) Crête Congo Nil ;vi) Dépression sud Makamba & Rutana ; vii) Hautes Altitudes nord ; viii) Dépression du nord; ix) Plaine de l'Imbo Nord ; x) Hautes altitudes Mugamba sud ; xi) Plaine de l'Imbo sud - Tanganyika xii) *Plateaux humides Kirimiro* xiii) *Plateaux secs de l'est* – zone *Bweru* et zone *Buyogoma* xiv) Dépression de l'est Ruyigi Cankuzo xv) *Hautes Altitudes Mugamba* centre xvi) Plateaux humides-Buyenzi

L'insécurité alimentaire touche principalement les zones agro-écologiques et de moyens d'existence plus fréquemment exposées à l'insécurité alimentaire chronique telles que *Plateaux humides Kirimiro* (62%), *Plateaux secs de l'est* – zone *Bweru* et zone *Buyogoma* (55%), *Dépression du Nord* (53%) et *Dépression de l'est Makamba et Rutana* (52%). La plupart de ces zones, notamment la *Dépression de l'est Makamba et Rutana*, *Buyogoma* et *Bweru* enregistrent également la plus haute concentration de déplacés et retournés.

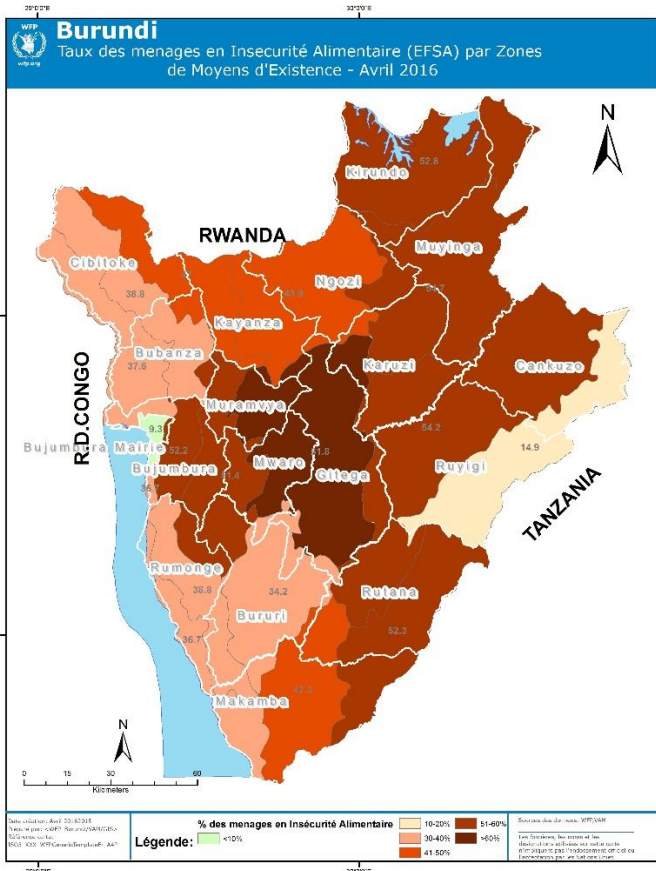
Les zones agro-écologiques et de moyens d'existence autour de la capitale, notamment *Crête Congo Nil Bujumbura* et *Hautes Altitudes Mugamba* centre, enregistrent également un niveau d'insécurité alimentaire (52%) bien supérieur à la moyenne nationale. Comme déjà identifié par l'EFSA de novembre 2015, cela se justifie par l'impact direct et indirect de l'instabilité socio-politique dans la capitale et dans certaines communes limitrophes de Bujumbura rural. Les épisodes d'insécurité/violence et l'augmentation des prix des denrées de première nécessité justifieraient l'haute proportion de ménages en insécurité alimentaire. Par ailleurs, les fortes pluies et les inondations de la fin d'année 2015, bien que localisées peuvent également avoir eu un impact sur la sécurité alimentaire de certains ménages.

Enfin, dans plusieurs cas on observe des différences importantes en termes d'insécurité alimentaire parmi les zones agro-écologiques et de moyens d'existence à l'intérieur d'une même province. C'est le cas de Cankuzo et Ruyigi, où les populations du côté *Buyogoma* ont un taux d'insécurité alimentaire bien plus élevé (61% et 26% respectivement) que celles dans la *Dépression de l'Est* (31% et 13%).

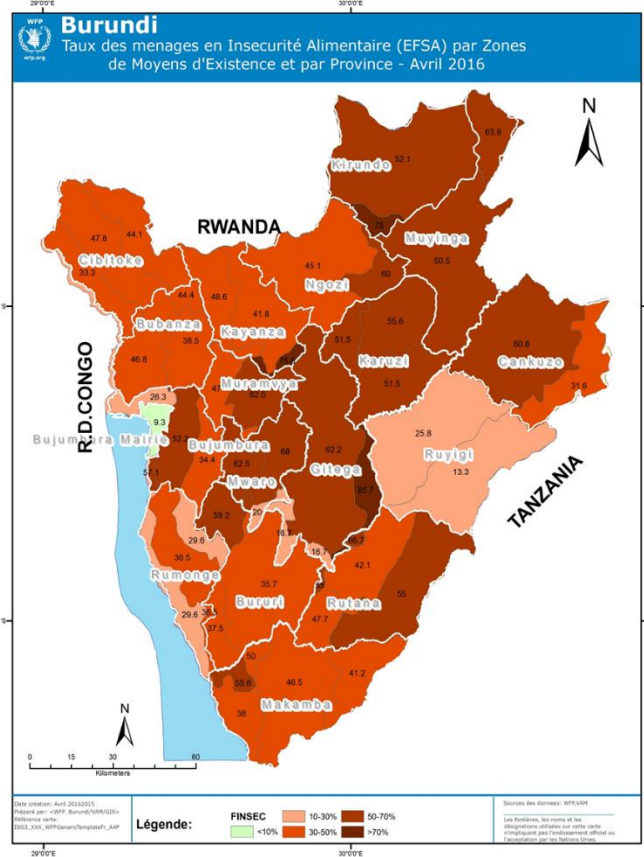
Egalement à Gitega, les collines de la zone *Haute altitude Bututsi* ont une prévalence d'insécurité alimentaire de 17% contre 86% de la population dans les *Plateaux secs de l'est* et 61% de *Plateaux humides Kirimiro*. Une distribution similaire est observée à Mwaro, avec taux d'insécurité alimentaire beaucoup plus importants dans la zone *Kirimiro* (68%) par rapport à *Bututsi* (20%).

Enfin, la zone de l'Imbo Nord dans la province de Bujumbura rural a une proportion de ménage en insécurité alimentaire beaucoup plus basse (26%) par rapport à ceux qui habitent au sud de la capitale (Imbo sud – 57%) et à l'est (Crête Congo Nil Bujumbura – 52%). Comme déjà expliqué dans l'EFSA de novembre 2015, les producteurs et commerçants de la Plaine de l'Imbo nord ont plus d'accès aux périmètres irrigués avec plus de productions de céréales, plus d'élevage et plus d'opportunité de diversifier les flux d'échanges commerciaux vers le Congo, notamment dans les marchés d'Uvira, dans une période de faible demande et d'insécurité dans la capitale.

Carte 3 : Insécurité alimentaire par zone agro-Ecologiques et de moyens d'existence



Carte 4: Insécurité alimentaire par zone agro-Ecologiques et de moyens d'existence à l'intérieur de chaque province (valeur indicative)



Il est enfin important de mentionner que les communes ayant une haute concentration de déplacés dans les provinces de Makamba et Rutana¹⁵ ont un niveau d'insécurité alimentaire (49%) légèrement plus élevé que la moyenne nationale. Presque deux ménages de PDIs¹⁶ sur 3 ont une consommation alimentaire inadéquate. De plus, 74% des déplacés accèdent à la nourriture à travers le marché alors que leurs dépenses alimentaires est inférieure à la moyenne des autres catégories. Cela montre que les quantité, diversité et qualité des produits achetés ne sont pas optimales. Enfin, 52% des déplacés ont adopté une stratégie soit de crise soit d'urgence, soit 13% de plus que la moyenne de l'échantillon au niveau national.

2. Tendances de l'insécurité alimentaire

Afin de conduire une analyse comparée des tendances de l'insécurité alimentaire entre octobre 2015 (EFSA) et février 2014 (CFSVA) il s'est rendu nécessaire de recalculer le taux d'insécurité alimentaire dans les six provinces en octobre 2015 en utilisant le même algorithme utilisé dans l'analyse du CFSVA. En février 2014, l'insécurité alimentaire avait été calculée sur base des deux seuls indicateurs clefs *Score de Consommation Alimentaire* et *Stratégies d'adaptation non alimentaires*. Le troisième indicateur utilisé

¹⁶ PDIs = Personnes déplacées internes

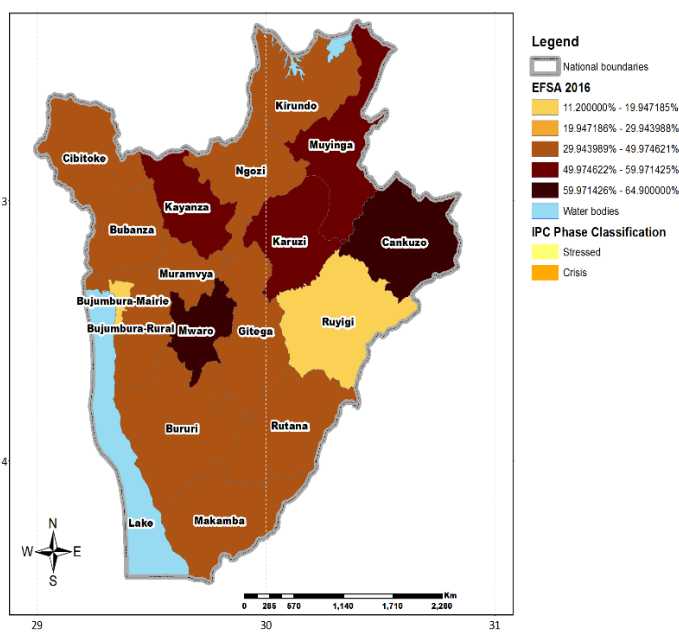
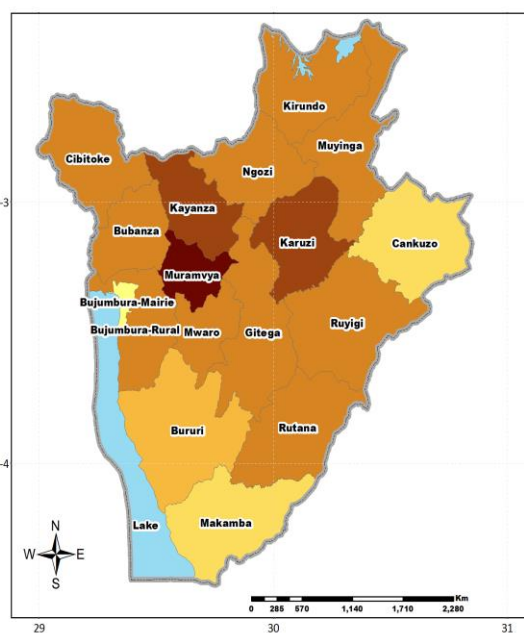
dans la console CARI standard (proportion de dépenses alimentaires), y inclus dans la section précédente, n'avait pas pu être prise en compte suite à des contraintes techniques. Afin d'évaluer la tendance de l'insécurité alimentaire depuis février 2014 dans la présente section il a donc été nécessaire de recalculer le CARI pour l'enquête en cours en considérant seulement les deux indicateurs. Il n'est donc pas surprenant que les prévalences d'insécurité alimentaire dans cette section – calculés seulement pour avoir une comparaison temporelle objective - présentent des variations au niveau des provinces ainsi qu'au niveau global par rapport à la section précédente.

Par rapport à février 2014, on observe une augmentation importante de l'insécurité alimentaire (+11%) dont 7% modérée et 4% sévère. Cependant, il faut tenir compte du fait que l'enquête CFSVA s'est déroulée pendant la récolte 2014A tandis que la collecte des données du présent EFSA était conduite en avril, période de soudure. Plus importants seraient les effets de l'instabilité socio-politique sur l'accès physique et économique des ménages, ainsi que sur les moyens d'existence des populations enquêtées.

En particulier, une augmentation substantielle de l'insécurité alimentaire a été observée dans les provinces de Cankuzo (+47%), Mwaro (+26), Makamba (+17%) et Muyinga (+16%). Le taux d'insécurité alimentaire est resté globalement stable à Bujumbura mairie (+1.7%) et a baissé dans les provinces de Ruyigi (-23%) et Muramvya (-18%). A noter que la situation à Ruyigi serait biaisée par l'échantillonnage. Les cartes ci-dessous montrent en détail les tendances de l'insécurité alimentaire par province entre février 2014 (enquête CFSVA) et avril 2016 (EFSA).

Carte 5: Insécurité alimentaire par province (février 2014)

Carte 6: Insécurité alimentaire par province (avril 2016)¹⁷



Egalement, au cours des derniers six mois (depuis l'analyse EFSA et FSMS de novembre et décembre 2015) on a assisté à une augmentation importante de l'insécurité alimentaire dans la plupart des

¹⁷ Les données pour la province de Ruyigi sont biaisées par l'effet d'échantillonnage.

provinces dont notamment à Kirundo (+32%), Makamba (+25%), Cankuzo (+24%), Bujumbura rural et Rutana (+24%).

Les tendances négatives observées par rapport à 2014 et 2015 se justifient par une situation conjoncturelle liées aux effets de l'instabilité socio-politique, notamment en termes de réduction du pouvoir d'achat moyen pour les denrées et biens de première nécessité suite à la flambée des prix et à une réduction des productions propres, qui *de facto* resserre une situation d'insécurité alimentaire chronique déjà grave. Les facteurs macro-économiques tels que la dévaluation du FBU limitent le pouvoir d'achat et rendent le régime alimentaire des ménages vulnérables moins diversifié et inadéquat. Enfin, l'adoption massive de stratégies de survie, signalée surtout dans les provinces avec une augmentation remarquable d'insécurité alimentaire, a limité le potentiel productif agricole et a augmenté davantage la dépendance des marchés en période de soudure.

La province de **Cankuzo** enregistre une augmentation considérable de l'insécurité alimentaire (+24%) depuis décembre 2015. Cette tendance serait liée d'une part à la présence de nombreux déplacés qui s'y sont récemment installés et qui ont subi une dégradation de leurs moyens d'existence suite aux effets de la récente instabilité socio-politique, ainsi qu'à leur impact sur la communauté hôte. D'autre part, l'isolement de cette province en termes d'accessibilité y limite probablement les interventions d'assistance. Egalement, l'augmentation des prix des denrées alimentaire limite fortement l'accès économique à la nourriture. Entre avril 2015 et avril 2016 le haricot, comme principale source de protéine chez la majorité des ménages a en moyenne augmenté de 34% et davantage encore dans les provinces de Makamba, Mwaro, Cankuzo, Muramvya, Cibitoke et Rutana.

Tableau 3 : Tendances insécurité alimentaire entre décembre 2015 et avril 2016

Province	EFSA-FSMS NOV-DEC 2015	EFSA AVRIL 2016	DIFFERENCE
Mwaro	46.5%	61.5%	15.0%
Gitega	46.3%	60.3%	14.0%
Cankuzo	32.6%	57%	24.3%
Muyinga	41.1%	53.7%	12.6%
Karuzi	41.3%	53.5%	12.2%
Rutana	30.1%	53.2%	23.1%
Muramvya	46.5%	53.0%	6.5%
Kirundo	20.5%	53.0%	32.5%
Kayanza	46.5%	51.8%	5.3%
Ngozi	45.5%	47.3%	1.8%
Bujumbura rural	23.3%	46.7%	23.4%
Bururi	47.2%	46.0%	-1.2%
Makamba	18.4%	43.6%	25.2%
Bubanza	44.2%	43.1%	-1.1%
Cibitoke	24.4%	36.9%	12.5%
Rumonge	25.8%	32.5%	6.7%
Ruyigi	30.5%	16.0%	-14.5%
Bujumbura M.	8.5%	9.3%	0.8%

A Cankuzo, plus de 54% de la population n'a pas accès à une consommation alimentaire adéquate. De plus, presque 9 ménages sur 10 ont adopté des stratégies de survie qui ont limité le potentiel productif agricole, notamment la réduction des dépenses sur les intrants (71%) et la vente d'autres biens productifs (20%). Par conséquent, la durée de stocks des produits alimentaires a baissé de 17 semaines (saison 2015A) à 11 semaines (Saison 2016A).

Les populations de **Gitega** et **Mwaro**, dans la zone agro-écologique de Kirimiro, ont des problèmes structurels liés à la forte densité démographique exerçant une pression excessive sur les ressources naturelles disponibles (notamment

sol et eau). Cette contrainte a été ultérieurement aggravée par les effets de l'instabilité socio-politique (inflation, réduction des opportunités d'emploi non agricoles, ...). Deux ménages sur trois dans les deux provinces n'ont pas accès à un régime alimentaire adéquat. Cela est principalement dû à la réduction considérable des productions agricoles liée à diverses contraintes telles que la faible disponibilité ou coût élevé des intrants agricoles (principalement contrainte pour 25% des ménages à Mwaro et 13% des ménages de Gitega), à des problèmes de réduction progressive de la fertilité (pour 17% des ménages à Gitega et 14% à Mwaro¹⁸), à la faible capacité d'accéder à un crédit pour l'achat de semences et autres intrants (pour 8,8% des ménages à Mwaro et 6% à Gitega¹⁷) ainsi qu'à la restriction des traditionnelles migrations économiques. Bien que la surface moyenne cultivée soit restée stable depuis avril 2015, la durée des stocks entre les saisons 2015A et 2016A a donc baissé de 15 à 5 semaines à Gitega et de 13 à 8 semaines à Mwaro. De plus, 12% des répondants de Mwaro ont affirmé avoir été affectés par les inondations afférentes perturbations climatiques au cours des 6 derniers mois. Pour faire face à ces contraintes, 87% des ménages de Mwaro et 52% de ceux de Gitega ont adopté des stratégies de survie non alimentaires au cours des 30 jours précédant l'enquête, notamment la réduction des dépenses sur les intrants agricoles, adoptée par 54% des ménages à Mwaro et 41% à Gitega en avril 2016 (contre respectivement 15,7% et 14,6% en février 2014), et le déstockage et vente d'animaux – généralement utilisées comme investissement d'épargne – qui a touché 34% des ménages de Mwaro et 11% des ménages de Gitega en avril 2016 (contre respectivement 1,4% et 7,1% en février 2014).

Depuis février 2014 et décembre 2015 une augmentation importante de l'insécurité alimentaire est également observée dans la *Dépression du Nord* (Kirundo) et dans les *Plateaux secs de l'est* (Muyinga, Karusi, Cankuzo et Ruyigi). Cette tendance s'explique par la détérioration de la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire adéquate, qui a baissé considérablement de 64% à 43% depuis novembre 2015 (EFSA) dans la *Dépression du nord*, et de 82% à 38% dans les *Plateaux secs de l'est*.

Les provinces de **Karusi, Muyinga et Kirundo** ont enregistré une haute proportion de ménages qui font recours à des stratégies d'adaptation d'urgence et de crise (entre 33% et 43% de la population). En particulier, 36% des ménages de Muyinga ont dû réduire les dépenses consacrées aux intrants agricoles, ainsi que 28% des ménages de Karusi et Kirundo. Il n'est pas donc surprenant que la durée des stocks de la saison 2016 A ait baissé considérablement par rapport à 2015, avec valeurs de seulement 3 semaines à Muyinga, 9 semaines à Karusi et 10 semaines à Kirundo. Au moment de la rédaction, la plupart de ménages dans ces zones n'a pas accès à des stocks et dépend principalement des marchés ou de l'entraide pour l'approvisionnement en nourriture. Par conséquent, la portion des dépenses alimentaires demeure très élevée avec des valeurs autour de 65% dans les provinces de Karusi et Muyinga, et de 72% à Kirundo¹⁹. Cette dernière province a marqué une augmentation des dépenses alimentaires de 42% au cours des 6 derniers mois.

Les traditionnelles migrations économiques saisonnières (particulièrement en période de soudure) sont aujourd'hui fortement limitées par le contexte sécuritaire. Ces mouvements sont principalement ceux des zones à forte densité des plateaux humides (Kirimiro et Buyenzi) vers les terres basses de l'Imbo et Mosso ainsi que ceux du Bugesera en direction du Rwanda et du Mosso vers la Tanzanie.

¹⁸ Les taux correspondent au pourcentage de ménage dont c'est la principale contrainte agricole.

¹⁹ Sachant que l'achat est devenu la principale source d'approvisionnement des aliments. En effet, en avril 2016, 58,6% des aliments sont achetés contre 42% en février 2014 (voir section 3.3 de ce rapport)

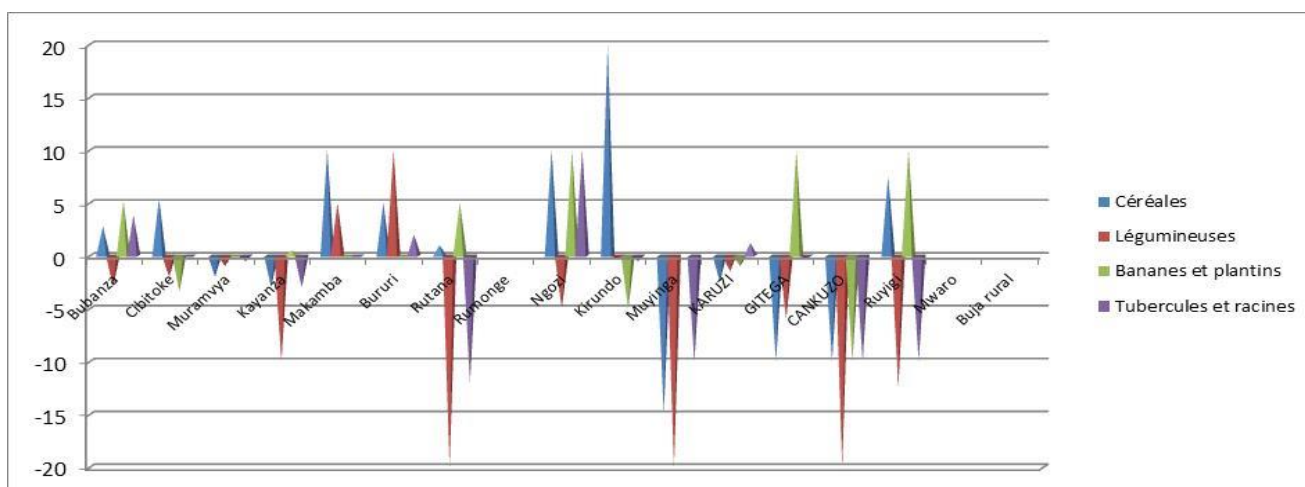
Les provinces ayant une haute concentration de déplacés à **Makamba** et **Rutana**, ont enregistré une augmentation importante dans les derniers 6 mois de l'insécurité alimentaire (+25% et +23% respectivement).

Enfin, l'instabilité dans la capitale a continué à affecter la province de **Bujumbura rural** notamment en termes de réduction des transferts financiers et des opportunités de travail occasionnel non-agricole pour la main d'œuvre des communes limitrophes à la capitale. La surface moyenne cultivée dans cette province a baissé de 9,5 ha à 6,5 ha par rapport à avril 2015 et ce notamment à cause des coûts élevés et de la faible disponibilité des intrants agricoles (semences, engrais, main d'oeuvre) mais également des perturbations climatiques. Les stocks alimentaires issus de récoltes de la saison 2016A sont moins importants que ceux de la saison 2015A. De plus, l'accès aux aliments et aux biens de première nécessité s'est considérablement réduit à cause de l'augmentation des prix et du faible pouvoir d'achat.

Au niveau des marchés, les prix du haricot et de la farine de manioc ont enregistré une augmentation de 34%. Par ailleurs, les groupes de concertation dans les différentes provinces ont souligné que l'approvisionnement des marchés à partir de denrées alimentaires importées était limité dans 67% des cas et particulièrement pour les marchés des provinces frontalières avec la Tanzanie et le Rwanda. La baisse des échanges informels transfrontaliers serait le résultat du contexte insécuritaire et de la dépréciation du taux de change de la monnaie burundaise.

D'après l'exercice d'évaluation des récoltes de la saison 2016A, la production des légumineuses a été plus affectée par les aléas climatiques dominés par les fortes pluies, inondations, la grêle et les vents violents durant la saison et a enregistré une baisse de 7% par rapport à 2015A alors que la production de céréales aurait augmenté de 3%. Selon cet exercice, la disponibilité des intrants agricoles ne serait pas à mettre en cause. Par contre, le faible pouvoir d'achat des ménages limite bel et bien leur accès.

Graphe 2: Estimation de la variation de la production des cultures vivrières de la saison 2016A à celle de 2015A par province (source : Evaluation des récoltes 2016A, MINAGRIE)

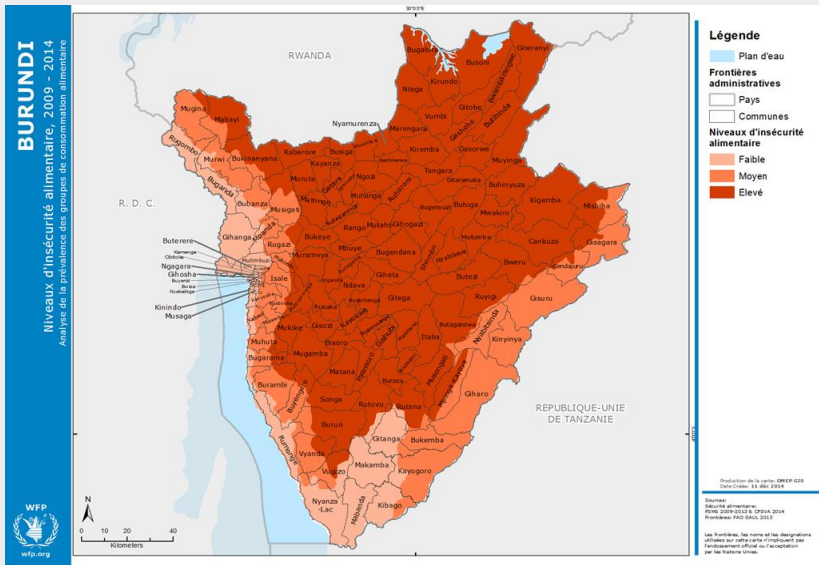


Les diminutions de la production ont affecté certaines provinces plus que les autres à savoir Cankuzo, Muyinga, Rutana et Kayanza. A Cankuzo, Rutana et Muyinga les légumineuses ont diminué jusqu'à 20%.

Box 1: Insécurité alimentaire chronique et aigüe

L'enquête *Integrated Context Analysis (ICA)* conduite par le PAM en 2015 a permis d'identifier quelles étaient au Burundi les zones des moyens d'existence plus fréquemment en insécurité alimentaire entre 2009 et 2014, ainsi que les zones plus fréquemment exposées aux désastres naturels, notamment ceux d'origine climatique. Ces zones incluent les *Plateaux Secs de l'Est ; Haute Altitude ; Dépression du Nord ; Plateaux Humides*. Au total, l'étude indique que le nombre minimum de personnes en insécurité alimentaire annuellement **au cours des cinq années** analysées est estimé à environ 3,4 millions dont environ 460 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère. Ce chiffre est une estimation du nombre minimum de personnes en insécurité alimentaire malgré des conditions favorables, comme par exemple une bonne récolte. Il correspond à la moyenne des deux nombres les plus bas des personnes en insécurité alimentaire au cours des cinq dernières années.

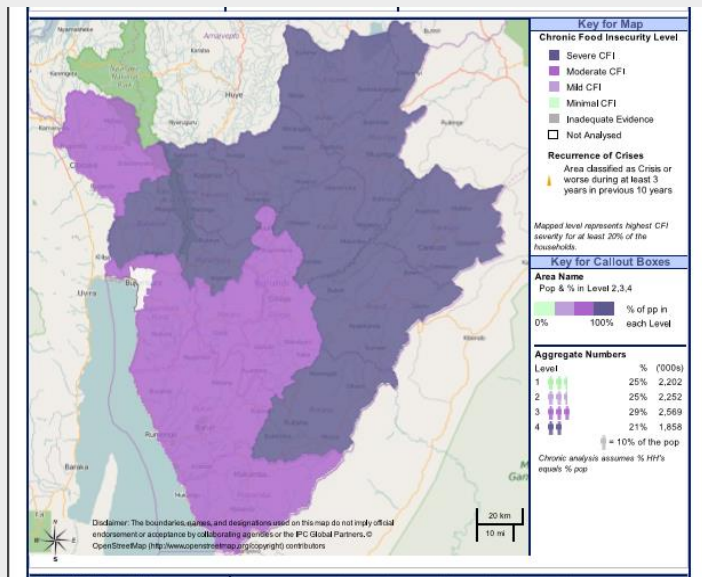
Carte 6 : Niveaux d'insécurité alimentaire (2009-2014)



L'enquête EFSA montre que les zones de moyens d'existence ayant la plus haute proportion de ménages en insécurité alimentaire correspondent à la distribution géographique indiquée dans l'ICA.

D'après l'EFSA 2016, 4,6 millions de personnes seraient en insécurité alimentaire modérée et sévère contre 3,4 millions de personnes sur la période 2009-2014 estimés par l'ICA.

Carte 7 : Situation d'insécurité alimentaire chronique IPC (2006-2014)



La situation d'insécurité alimentaire chronique est également corroborée par l'analyse IPC chronique sur base des indicateurs de tendance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur une période de 10 ans de 2006 à 2010 (carte ci-contre).

Qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire ?

Comme déjà constaté dans la précédente enquête EFSA de novembre 2015, le faible nombre de ménages déplacés ou retournés enquêtés ne permet pas de formuler des hypothèses statistiquement significatives en termes de corrélation entre le statut de résidence d'un ménage et son niveau d'insécurité alimentaire. Sur le plan indicatif, il est pourtant clair que les ménages déplacés et retournés ont une exposition à l'insécurité alimentaire beaucoup plus élevée que les résidents (tableau ci-dessous).

Le tableau 5 ci-dessous présente une différence entre le niveau de sécurité alimentaire moyen des ménages déplacés et les autres catégories. Deux tiers des ménages déplacés souffrent d'insécurité alimentaire, contre moins de 40% des ménages retournés, dont 38% des retournés internes et 34% des retournés d'un pays voisin. Le taux d'insécurité alimentaire auprès des ménages déplacés dépasse considérablement la proportion (11%) qui avait été estimée par l'enquête EFSA de novembre 2015 dans

Tableau 4: Insécurité alimentaire par statut de résidence des ménages

Statut de Résidence	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Déplacés internes (IDPs)	2.0%	30.9%	53.7%	13.4%
Résident n'accueillant pas de déplacés internes	12.5%	41.3%	40.4%	5.8%
Résident accueillant des déplacés internes	15.4%	42.0%	35.0%	7.6%
Retournés internes	20.4%	41.9%	31.7%	6.0%
Retourné de pays voisin	12.9%	53.1%	26.6%	7.4%
TOTAL	12.7%	41.3%	40.1%	5.9%

les provinces de Kirundo, Makamba, Rumonge, Cibitoke, Bujumbura rural et Mairie.

Cependant, ces chiffres ne sont toutefois qu'indicatifs au vu du faible nombre de ménages déplacés (0,6%), de résidents accueillant des déplacés internes (1.8%) et de retournés (0,5%)²⁰ identifiés dans le cadre de

cette étude. Comme pour l'enquête EFSA précédente, la difficulté à repérer les ménages de déplacés et retournés suggérerait que la plupart des ménages déplacés ont effectivement quitté le Burundi²¹ et que ceux qui restent à l'intérieur sont éparpillés et hébergés par la communauté hôte. Le fait que la proportion de ménages résidents accueillant des déplacés (1.8% de l'échantillon) soit plus élevée que celle des déplacés (0.6%) montre que ces derniers pourraient ne pas déclarer aux enquêteurs leur propre statut pour des raisons de protection. Cette réflexion peut être élargie au cas des ménages résident n'accueillant pas de déplacés et qui sont pourtant plus nombreux en insécurité alimentaire²².

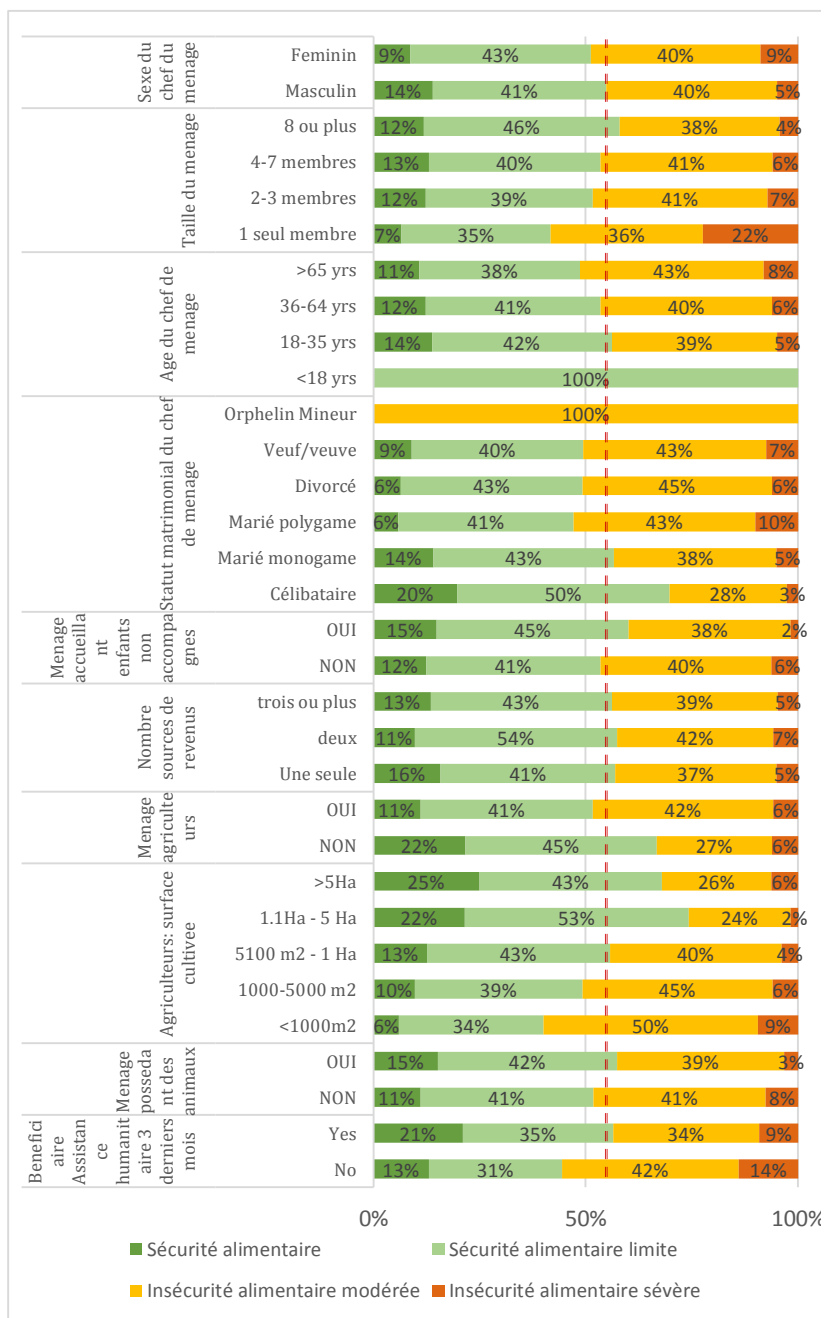
L'insécurité alimentaire affecte en particulier les couches sociales les plus vulnérables ou les ménages ayant une plus faible capacité de résilience, y inclus un nombre limité de sources de revenu. Par exemple, les ménages dirigés par une femme (24.3% de l'échantillon enquêtés) ont une plus haute probabilité d'être en insécurité alimentaire (49%) que les ménages ayant un chef de ménage masculin (45%).

²⁰ Nombre de ménages identifiés par l'étude : 22 ménages de PDI, 16 ménages de retournés, 63 ménages accueillant des PDI.

²¹ Près de 258,634 réfugiés burundais se trouvent dans les nations voisines, avril 2016 (UNHCR)

²² Par ailleurs en plus des problèmes de protection, il est supposé qu'un ménage de PDI qui ne vit pas dans un site de déplacement officiel est capable financièrement de se doter d'un nouveau logement (achat ou location).

Tableau 5: profil des ménages en insécurité alimentaire



Cela s'applique d'autant plus dans la capitale Bujumbura ou 63% des ménages dirigés par une femme vivent en condition d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire s'élève à 73% parmi les ménages ayant un chef de ménage femme dans la province de Cankuzo et à 71% dans celle de Bubanza²³.

La taille du ménage est un autre facteur qui influence également l'insécurité alimentaire du ménage. Les familles de petite taille²⁴ sont plus exposées à l'insécurité alimentaire - notamment les ménages monoparentaux, car 58% d'entre eux vivent dans l'insécurité alimentaire, ou les ménages de 2-3 membres (48,8% d'insécurité alimentaire).

Dans la majorité des provinces il y a une corrélation statistiquement significative entre le sexe du chef de ménage et le nombre de sources de revenu. Les ménages gérés par des femmes (et souvent monoparentaux) sont normalement plus exposés à l'insécurité alimentaire car ils ont un revenu inférieur.

²³ La proportion de femmes cheffes de ménages est de 24,3% à Bujumbura Mairie, 18,1% à Cankuzo et 11,8% à Bubanza.

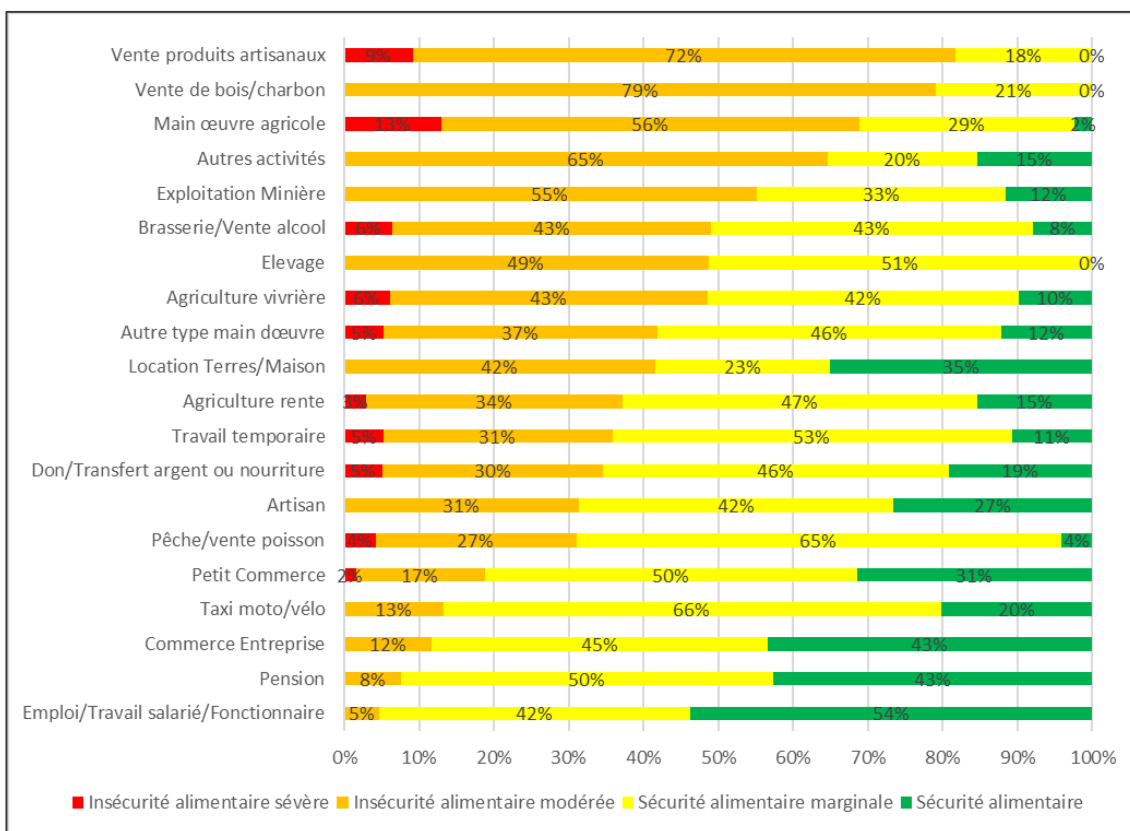
²⁴ 17% des ménages enquêtés sont composés de 1 à 3 membres, 62,4% de 4 à 7 membres et 20,6% de plus de 7 membres. Les ménages d'un seul membre constituent 0,6% de l'échantillon.

Les ménages ayant un chef de ménage veuf (ve), divorcé ou polygame²⁵ sont plus exposés à l'insécurité alimentaire (49 à 53% contre 43% des ménages gérés par un chef marié monogame, le statut le plus commun. Enfin, la présence d'enfants non accompagnés²⁶ ne semblerait pas avoir un impact sur le niveau de sécurité alimentaire des ménages.

La principale source de revenu influence également la sécurité alimentaire des ménages. En effet, les ménages les plus en insécurité alimentaire sont soit ceux ayant pour principale source de revenu une activité journalière telle que la vente de main d'œuvre agricole (68,8%) ou l'exploitation minière (55%), soit les petits business comme la vente de produits artisanaux (81,7%) ou la vente de charbon de bois (79%).

Par rapport à la dernière EFSA, on constate que ce n'est pas tant les emplois liés à l'agriculture mais plutôt les emplois précaires ou instables qui ont un impact direct sur l'insécurité alimentaire des ménages. A contrario, les ménages dont les membres actifs sont des fonctionnaires ou des salariés sont dans 95% des cas en sécurité alimentaire. Toutefois, il apparaît que parmi les ménages ayant une source de revenu plus sécurisée la part des ménages ayant une sécurité alimentaire marginale est également très élevée, laissant apparaître une vulnérabilité au moindre choc externe.

Graph 3: Insécurité alimentaire selon la source de revenu principale



²⁵ 75,4% des ménages enquêtés sont dirigés par une personne mariée monogame, 12,4% par un(e) veuf/ve, 3,2% par un polygame et 1,2% par un divorcé(e).

²⁶ 8,2% des ménages enquêtés accueillent au moins un enfant non accompagné.

La superficie agricole a un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages. On observe que les ménages en insécurité alimentaire ont en moyenne une superficie agricole inférieure à 0,5 ha. La pratique de l'élevage diminue également les chances d'être en insécurité alimentaire. 78% des ménages en insécurité alimentaire sévère ne pratiquent pas l'élevage, alors que 87% des ménages pratiquant l'élevage sont en sécurité alimentaire. Au-delà d'un rôle nutritionnel, les animaux constituent une épargne sur pied pouvant être mobilisée en cas de besoins notamment pour les dépenses alimentaires.

3. Consommation alimentaire

Tableau 6: Consommation alimentaire et sécurité alimentaire

		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère	Total
Consommation alimentaire	Acceptable	13%	35%	1%		48%
	Limite		7%	30%	1%	38%
	Pauvre			9%	5%	14%
	Total	13%	41%	40%	6%	100%

La consommation alimentaire conditionne l'insécurité alimentaire globale de manière très significative²⁷. On constate que tous les ménages classés en sécurité alimentaire ont une consommation alimentaire acceptable. La majorité des ménages avec une consommation alimentaire limite et tous ceux avec une consommation pauvre sont en insécurité alimentaire.

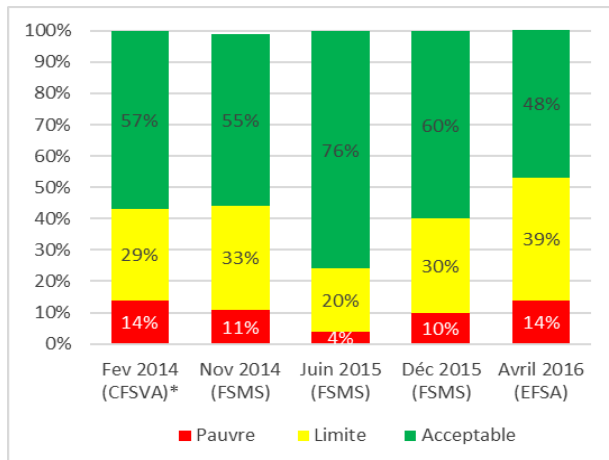
La consommation alimentaire n'est cependant pas le seul facteur influençant la sécurité alimentaire²⁸. Ainsi une faible proportion de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable se trouve toutefois en insécurité alimentaire. Dans ce cas, les dépenses alimentaires et l'utilisation des stratégies de moyens d'existence par ces ménages ont eu un impact négatif sur leur sécurité alimentaire.

²⁷ Test Chi² significatif (P<0,001), corrélation de Pearson= -0,794

²⁸ L'indice de sécurité alimentaire CARI est basé sur 3 indicateurs : le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires, l'utilisation de stratégies de moyen d'existence.

3.1. Score de consommation alimentaire

Graphe 4 : Evolution de la consommation alimentaire



La consommation alimentaire des ménages est appréciée par le score de consommation alimentaire qui est un indicateur proxy de l'apport énergétique dans le ménage. Ce score est calculé à partir de la fréquence de consommation et de la diversité de l'alimentation des ménages durant les 7 jours qui précèdent l'enquête.

Au niveau national, **13.9%** des ménages ont un score de consommation inférieure à 21. Ils ont donc une alimentation pauvre. **38.1%** ont un score compris entre 21 et 35, une alimentation limite ; et **48%** ont un score supérieur à 35, une alimentation acceptable.

Par rapport à l'étude de référence CFSVA-SMART organisée en février 2014*, on constate que la proportion de ménage avec une consommation alimentaire pauvre est similaire et qu'environ 10% de la population sont passés d'une consommation alimentaire acceptable à une consommation alimentaire limite. Les tendances semestrielles (FSMS²⁹) indiquent qu'après une amélioration de la consommation alimentaire en juin 2015, celle-ci semble à nouveau se détériorer.

Concernant les caractéristiques socio-démographiques des ménages, il est observé qu'il y a plus de ménages avec une pauvre consommation alimentaire dont le chef est féminin (16%) que masculin (10%)³⁰. La taille du ménage a également un impact sur la consommation alimentaire. Les ménages de grande taille, de plus de 7 membres, ont significativement une meilleure consommation alimentaire (55% acceptable ; 9% pauvre) que les petits ménages de moins de 4 membres (46% acceptable, 16% pauvre)³¹. La consommation alimentaire varie également selon que le ménage soit résident, déplacé ou rapatrié³². Ainsi Environ 30% des ménages déplacés et 20% des ménages retournés ont une consommation alimentaire pauvre contre 11% chez les ménages résidents accueillant ou pas des déplacés.

Distribution spatiale de la consommation alimentaire

- Par zones agro-écologiques et de moyens d'existence

La proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est particulièrement élevée dans le Nord-Est du pays plus précisément dans les agro-zones de moyen d'existence du **Bweru** (21.6% de la population) et du **Buyogoma** (17.1%) des **Plateaux Secs de l'Est**, dans la **Dépression du Nord** (19.5%) et dans la zone **Bujumbura-Crête-Congo-Nil** (17.6%). Alors que cette proportion reste faible dans la Dépression de l'Est/Cankuzo-Ruyigi (5%) et à Bujumbura Mairie (2%). D'ailleurs dans ces 2

²⁹ Food Security Monitoring System : Le suivi de la sécurité alimentaire est organisé tous les 6 mois par le PAM sur les mêmes 1215 ménages tirés de l'échantillon de l'étude de référence CFSVA-SMART.

³⁰ Test d'indépendance des moyennes (T-test) significatif ($p < 0,001$).

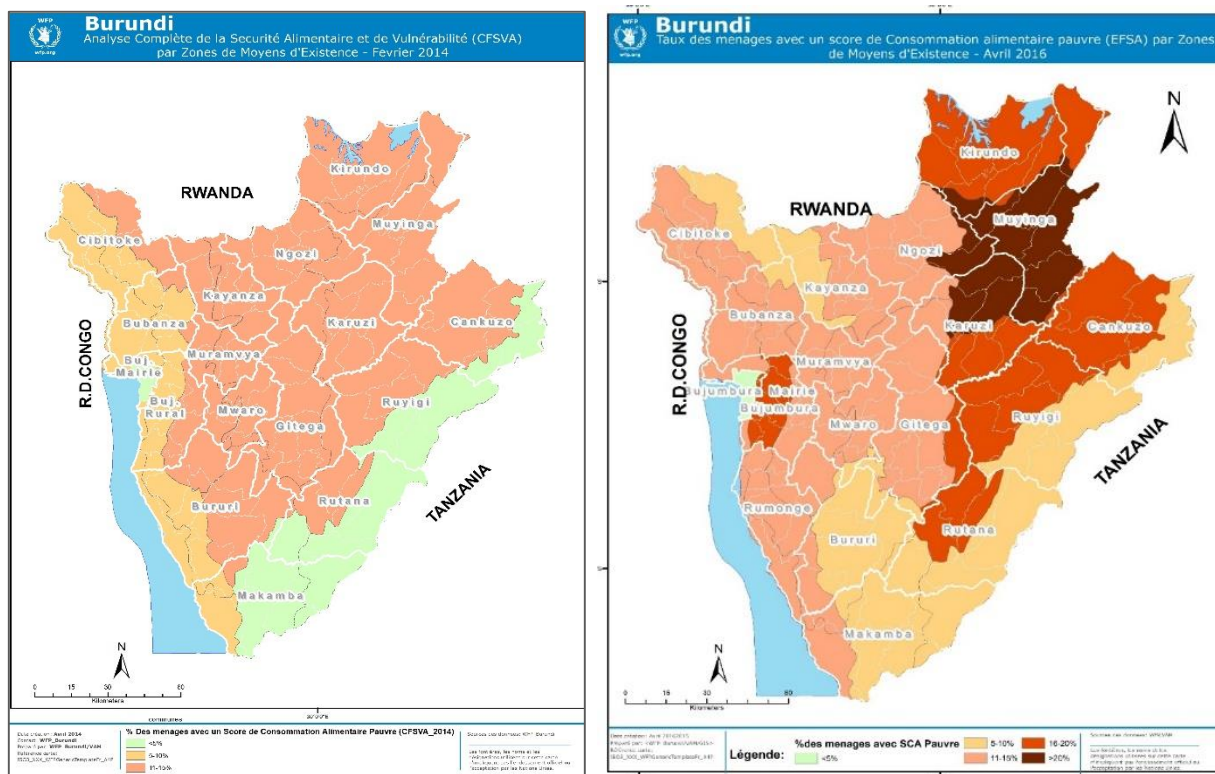
³¹ Test ANOVA significatif ($p < 0,001$).

³² Test ANOVA significatif ($p = 0,004$). Test de Tukey non significatif entre les classes 'déplacés' et 'rapatriés'.

agro-zones, plus de 4 ménages sur 5 ont une consommations alimentaire acceptable (83,3% et 86,9%). A noter également 60% de consommation alimentaire acceptable dans l'Imbo-Sud (60%) et la Crête Congo Nil (61%).

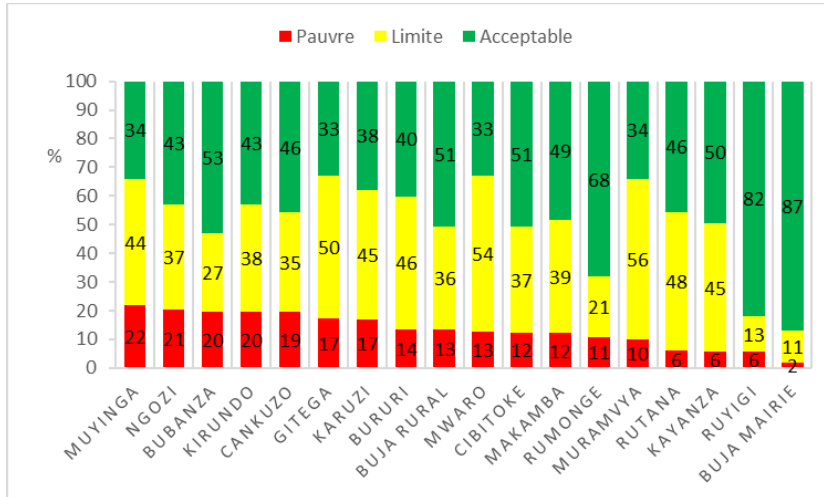
Les zones plus spécifiques du Mugamba centre où se déroulent des incidents sécuritaires à répétition, et du sud-est du pays regroupant une forte concentration de déplacés connaissent respectivement 14.6% et 11.9% de ménages avec une consommation alimentaire pauvre. Ces taux ne sont pas significativement différents des taux des zones moins concentrées en déplacés.

Cartes 7 : Répartition des ménages avec une consommation alimentaire pauvre – CFSVA février 2014 et EFSA Avril 2016



- Par provinces

Grphe 5: Consommation alimentaire pauvre, limite ou acceptable par province



provinces de Mwaro, Gitega et Muyinga et Muramvya. Dans les provinces de Muyinga, Ngozi, Bubanza, Kirundo et Cankuzo, au moins un ménage sur cinq (>20%) a une consommation alimentaire pauvre.

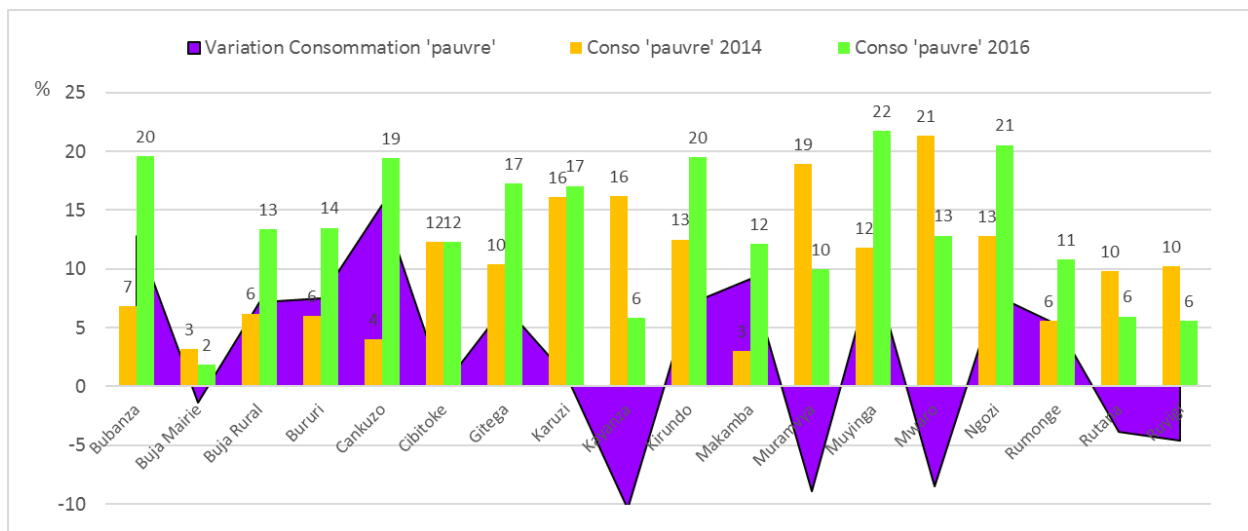
Au niveau provincial, seules les provinces de Bujumbura Mairie (86.9%) et de Ruyigi (82%) présentent de bons scores de consommation alimentaire avec plus de 80% des ménages ayant une consommation alimentaire acceptable, suivi par la province de Rumonge (68%). Dans les autres provinces à peine la moitié des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire acceptable et moins d’une tiers pour les

Evolution de la consommation alimentaire 'pauvre'

Même si globalement, on ne constate pas d'augmentation de la proportion de ménage avec une consommation alimentaire pauvre par rapport à l'étude de référence de février 2014 (CFSVA-SMART), il existe toutefois de fortes variations au niveau provincial.

Il y a une forte augmentation de la proportion de ménages avec une **consommation alimentaire pauvre** à Cankuzo (+15,4%), Bubanza (+12,8%), Muyinga (+10%), Makamba (+9,1%) et Ngozi (+7,7%), Bururi (+7,5%) Bujumbura rural (+7,2%). Par contre les taux de consommation alimentaire pauvres ont fortement diminué à Kayanza (-10,4%), Muramvya (- 8,9%), Mwaro (-8,5%) et moins sensiblement à Ruyigi (-4,6%) et Rutana (-3,9%).

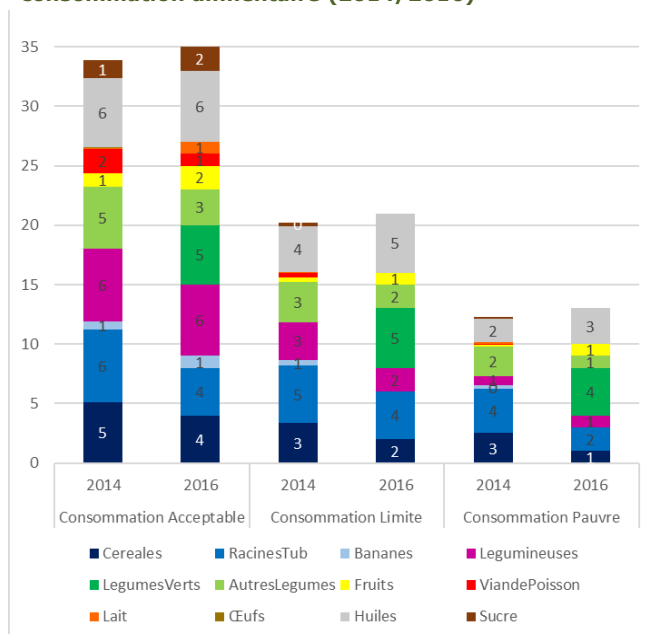
Graphe 6: Evolution de la consommation alimentaire pauvre entre février 2014 et avril 2016



3.2. Diversité alimentaire

En avril 2016, les ménages avec une consommation alimentaire acceptable consomment au minimum une catégorie de féculent et de protéine chaque jour. Les ménages avec une consommation alimentaire marginale consomment des féculents au maximum 6 jours par semaine et des protéines végétales (haricots) seulement 2 jours par semaine. Ils ne consomment pas de protéines d'origine animale. Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre ont une très faible diversité alimentaire. Ils consomment trop peu de féculents (3 jours en moyenne) et de protéines végétales (1 seul jour). De même leur consommation de lipides est faible (3 jours).

Graphe 7: Diversité alimentaire par groupe de consommation alimentaire (2014/2016)



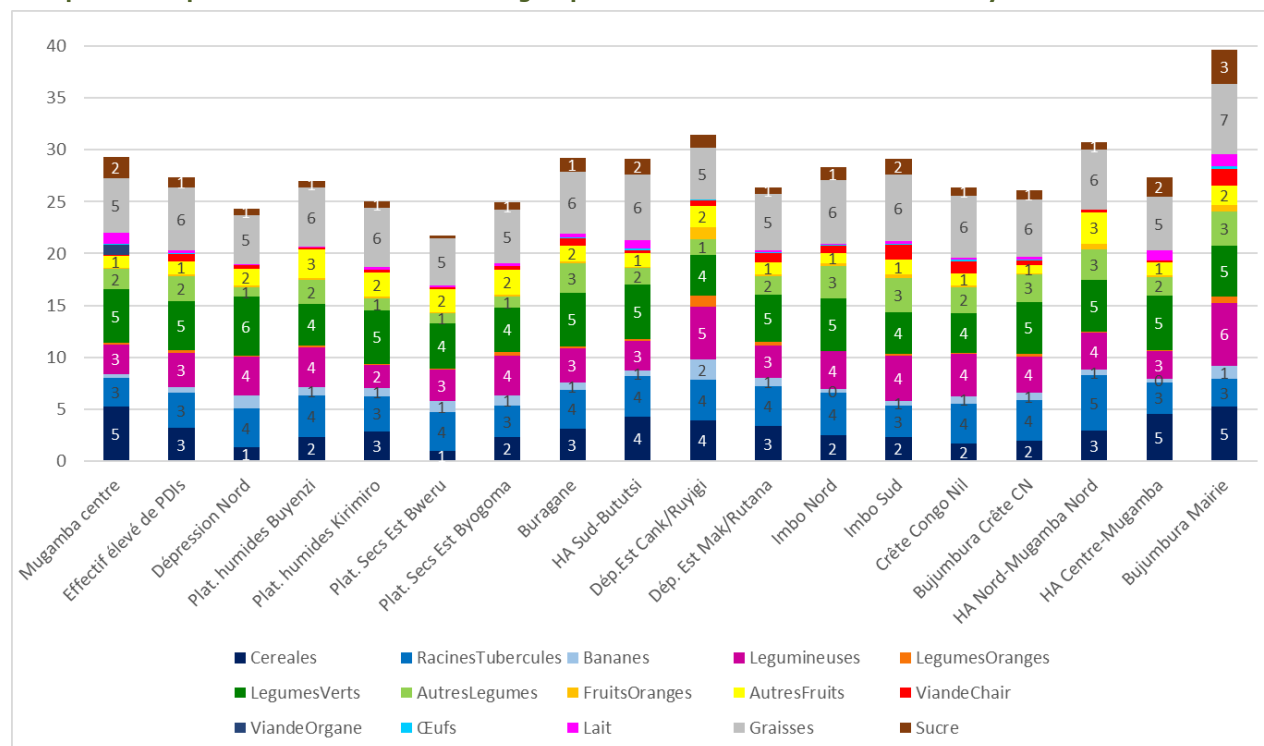
La consommation de légumes et fruits à chair orange, source de vitamine A, est très limitée même pour les ménages avec une consommation acceptable. La principale source de vitamine A est donc essentiellement les légumes à feuilles vertes. Concernant l'apport de Fer, il est également très faible voire nulle pour les ménages avec une consommation limitée ou pauvre. Les carences en fer sont responsable d'anémie.

De manière générale, les ménages ont réduit leur consommation de féculents et de source de protéines par rapport à 2014 en faveur des légumes et des fruits qui sont moins chers et/ou plus accessibles mais moins nutritifs en termes de calories. La consommation de lait et d'œuf, source de protéines et de vitamine A, est dérisoire.

La production d'énergie par l'organisme provient du métabolisme des féculents et des lipides. Lorsque l'organisme a épuisé ces deux sources, il puise alors son énergie dans la combustion des protéines qui ont à la base un rôle structural et de défense de l'organisme. Les carences en nutriments telles que le Fer engendrent sur le long terme des pathologies, telles que l'anémie, qui vont davantage affaiblir l'organisme. Les carences en vitamine A provoquent la cécité à long terme. Les effets de la malnutrition sont conséquents car ils réduisent la production d'énergie et engendrent de sérieuses perturbations des fonctions vitales et du système immunitaire. C'est le cas des ménages avec une consommation alimentaire pauvre dont l'organisme hypothèque des fonctions essentielles pour assurer une production d'énergie de base.

Diversité alimentaire des ménages selon les zones agro-écologiques

Graph 8: Fréquence de consommation des groupes d'aliments selon les zones de moyens d'existence



On constate que la diversité alimentaire est effectivement moindre dans **les Plateaux Secs de l'Est Bweru** et **Buyogoma** ainsi que dans la **Dépression du Nord**. Dans ces zones, la consommation de féculents toute catégorie (céréales, racines, tubercules, bananes) n'est pas quotidienne et les légumineuses sont consommées environ un jour sur deux. Dans les **Plateaux Humides Kirimiro**, on constate une très faible consommation de légumineuses (2jours/semaine), seule source de protéines.

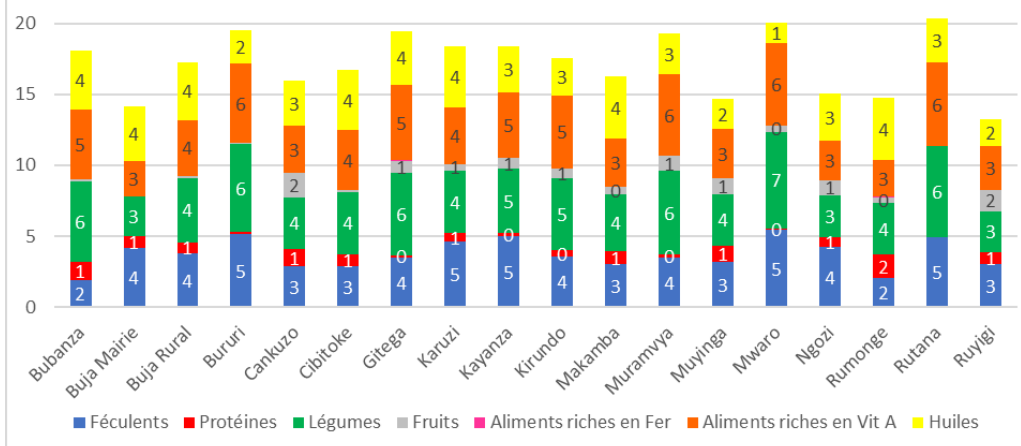
La consommation est bien diversifiée dans les Hautes Altitudes (Mugamba et Bututsi) ainsi qu'à Bujumbura Mairie avec une consommation quotidienne de féculents et presque régulière de protéines végétales et parfois animales (lait, viande). En addition d'une consommation régulière de légumes verts, on s'attend à un apport suffisant de vitamine A dans ces zones.

En général la consommation de viande et poisson, riches en nutriment dont le Fer, est quasiment nulle ou très faible dans l'Imbo, la Crête Congo Nil et Bujumbura Mairie (1 à 2 jours/semaine).

La Dépression de l'Est Ruyigi/Cankuzo présente une assez bonne diversité alimentaire.

Diversité alimentaire des ménages avec une consommation 'pauvre'

Graphe 9: Fréquence de consommation hebdomadaire des groupes d'aliments pour les ménages avec une consommation alimentaire pauvre - Avril 2016



Les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre (plus de 20% à Muyinga, Ngozi, Bubanza, Kirundo, Cankuzo) consomment très peu de féculents entre 2 jours/semaine (Bubanza et Rumonge) à 5 jours/semaines (Mwaro, Karusi, Kayanza, Bururi). **La consommation de protéines animales ou végétales** est d'à peine 1 jour/semaine. Elle **est pratiquement nulle pour les provinces de Gitega, Mwaro et Muramvya** (zone des plateaux humides-Kirimiro). Ce sont surtout les légumes, principalement les feuilles vertes, qui sont fréquemment consommées jusqu'à une fois par jour à Mwaro mais à peine 3 fois par semaine à Bujumbura Mairie et Ngozi. Les aliments riches en fer (viande, poisson) ne sont, eux, quasiment pas consommés. Et concernant les aliments riches en vitamines A, ils sont consommés au moins une fois tous les 2 jours. Il s'agit essentiellement des légumes à feuilles vertes étant donné que la consommation de fruit/légumes à chair orange, d'œufs et de produits laitiers est très limitée. De manière générale, la diversité alimentaire des ménages 'pauvres' est extrêmement faible.

Par rapport à 2014, ces ménages ont en général surtout réduit leur fréquence de consommation de féculents (céréales, racines, tubercules et bananes) et de manière drastique à Makamba, Cankuzo, Gitega, Karusi et Mwaro. Par contre, ils ont augmenté leur consommation de fruits/légumes et d'huiles par rapport à 2014.

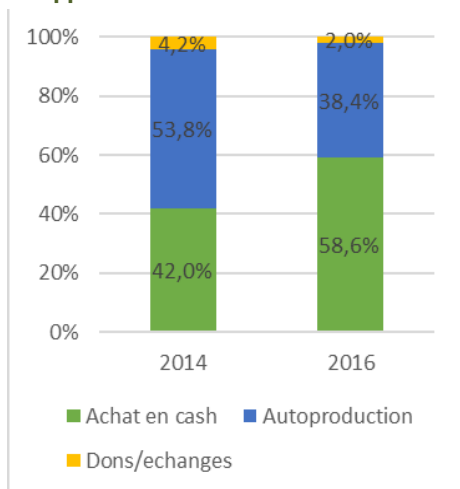
Tableau 7: Comparaison entre 2014 et 2016 de la fréquence de consommation des groupes d'aliments pour les ménages avec une consommation alimentaire pauvre – en nombre de jour/semaine.

	Cereales	Racines/ Tubercules/ Bananes	Legumineus es	Proteines Animales	Légumes/ Fruits	Huiles	Sucre
Bubanza	-2	-1	1	0	4	1	0
Bujumbura urbain	0	0	0	0	-1	1	0
Bujumbura rural	2	-1	-1	0	5	2	0
Bururi	-2	-2	0	0	4	0	0
Cankuzo	-3	-1	1	0	3	1	-2
Cibitoke	-2	-1	0	0	1	2	0
Gitega	-3	0	0	0	3	3	0
Karusi	-3	1	0	0	3	2	0
Kayanza	1	-2	0	0	4	1	0
Kirundo	-1	-1	-1	0	2	1	0
Makamba	-5	-4	0	0	4	2	0
Muramvya	-2	-1	0	0	6	0	1
Muyinga	-1	-1	0	0	2	0	0
Mwaro	-3	0	-1	0	6	0	0
Ngozi	-1	0	0	0	3	0	0
Rumonge	-1	-3	1	0	2	4	0
Rutana	-1	0	-1	0	5	2	0
Ruyigi	-1	-2	0	0	0	1	-2

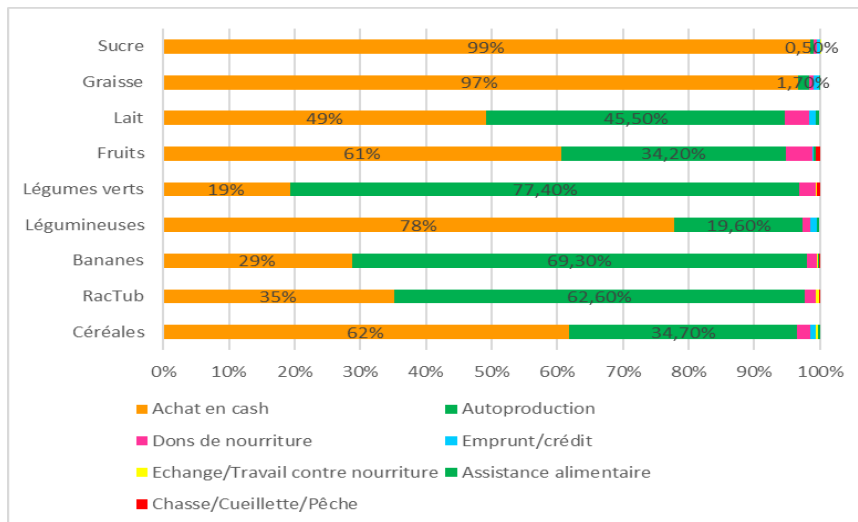
3.3. Source d'alimentation

Par rapport à l'étude de référence de 2014, les ménages ont considérablement réduit la part des aliments issus de l'autoproduction (53,8% en 2014 à 38,4% en 2016) en faveur des aliments achetés (42% en 2014 à 58,6% en 2016%). Dans une moindre mesure, la part des aliments reçus en dons ou échange a aussi baissé (de 4% à 2%).

Graphe 11 : Evolution des sources d'approvisionnement en aliments

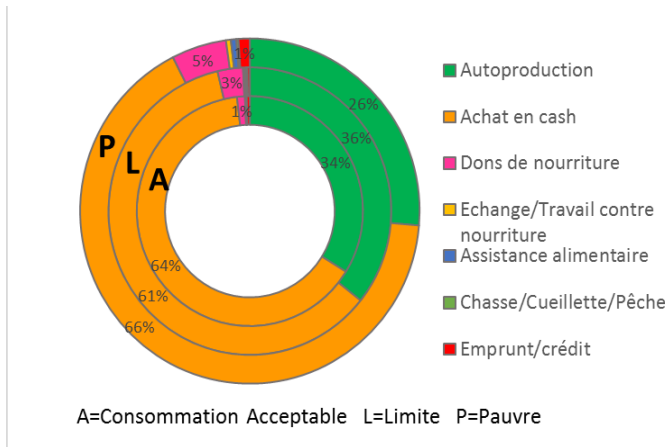


Graphe 10: Source d'approvisionnement par type d'aliments



- Les **racines et tubercules** consommés proviennent principalement de l'autoproduction (59,6%) ou de l'achat en cash (37,1%). Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre sont plus nombreux à devoir acheter ces racines et tubercules en cash, à crédit ou contre un effort (45,8%) ou encore les recevoir en dons (3%).
- Les **céréales** sont essentiellement achetées (62%) et/ou autoproduites (33%) avec peu de différence significative selon la qualité de la consommation alimentaire. Cependant pour 5% des ménages avec une consommation alimentaire pauvre, les céréales sont reçues en dons d'amis ou d'organisations.
- Les **bananes** sont majoritairement autoconsommées (72,9%) et davantage par les ménages avec une consommation alimentaire pauvre (77%) et limite (78%) que par ceux ayant une consommation acceptable (64%) qui en achètent plus fréquemment (34%).
- Les **légumineuses**, principales sources de protéines sont majoritairement achetées (82,9%), et d'avantage par les ménages avec une faible consommation (95%) que ceux avec une consommation acceptable (72%). Les légumineuses sont aussi autoconsommées (14,3%) mais plus par les ménages avec une bonne consommation alimentaire (26%) que par les ménages avec une consommation alimentaire pauvre (5%).
- La **viande**, lorsqu'elle est consommée est achetée dans 95% des cas. Ce sont les ménages avec une consommation alimentaire limite qui consomment dans 4% des cas leur propre production. Les ménages avec une consommation pauvre l'achètent à crédit dans 5% des cas.
- Le **lait** est un cas particulier. Pour près de la moitié des ménages avec une consommation acceptable ou limite, le lait provient soit de la production propre (46% et 47%), soit de l'achat (49% et 47%) pour les quelques ménages restants, il est reçu en cadeau. Les ¾ des ménages avec une consommation pauvre ont acheté leur lait et 25% l'ont reçu en don.
- Les **légumes verts** consommés sont autoproduits par 78,1% des ménages ou achetés 17,3% alors que les autres légumes et les fruits sont davantage achetés (68,5%) qu'autoconsommés.
- Les **sucres** et les **huiles** sont toujours achetées (>98%) quel que soit le type de consommation du ménage.

Graphe 12: Source d'approvisionnement selon les groupes de consommation alimentaire

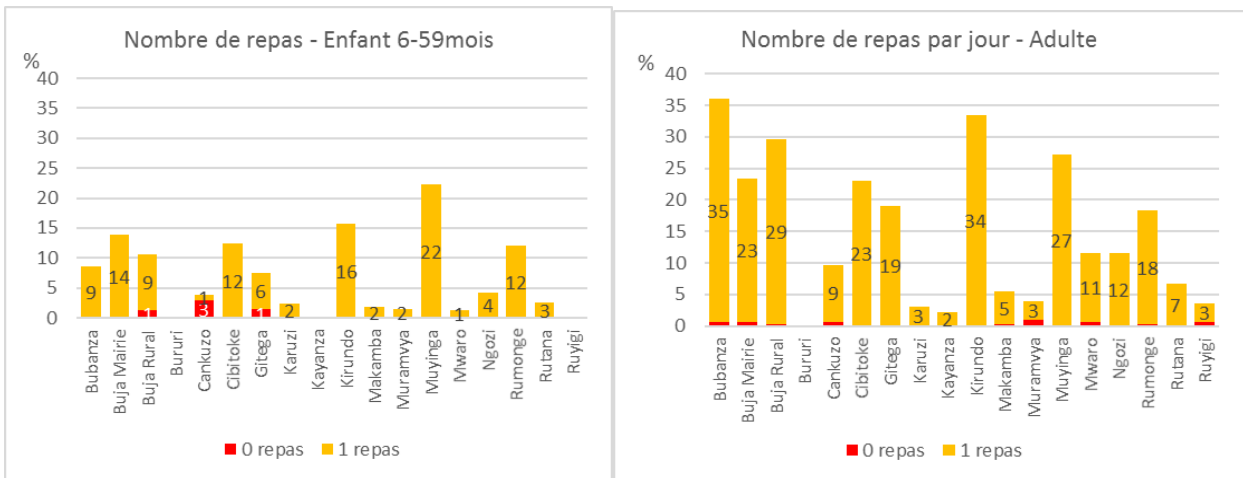


- La source d'approvisionnement est significativement corrélée à la qualité de la consommation alimentaire.³³
- L'autoconsommation des racines, tubercules et céréales favorise une consommation alimentaire acceptable. Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre ont pour la moitié d'entre eux achetés ces féculents et consomment d'avantage leur production de bananes.
- Les sources de protéines (légumineuses, viande/poisson, lait) sont systématiquement achetées par les ménages avec une consommation alimentaire pauvre.

3.4. Nombre de repas

Les adultes prennent 2 repas par jour dans 72,4% des ménages. Ils consomment 1 repas dans 16,1% des ménages, 3 repas ou plus dans 11,4% et n'ont pas consommé de repas la veille dans 0,2% des ménages. Les enfants prennent 2 repas dans 51,6% des ménages, 3 repas ou plus dans 39,8% des ménages. Cependant, dans 8,2% des ménages, les enfants n'ont consommé qu'1 seul repas et dans 0,3% des ménages, ils n'avaient rien mangé la veille.

Graphes 13: Nombre de repas quotidien consommés par les enfants de 6-59 mois et les adultes



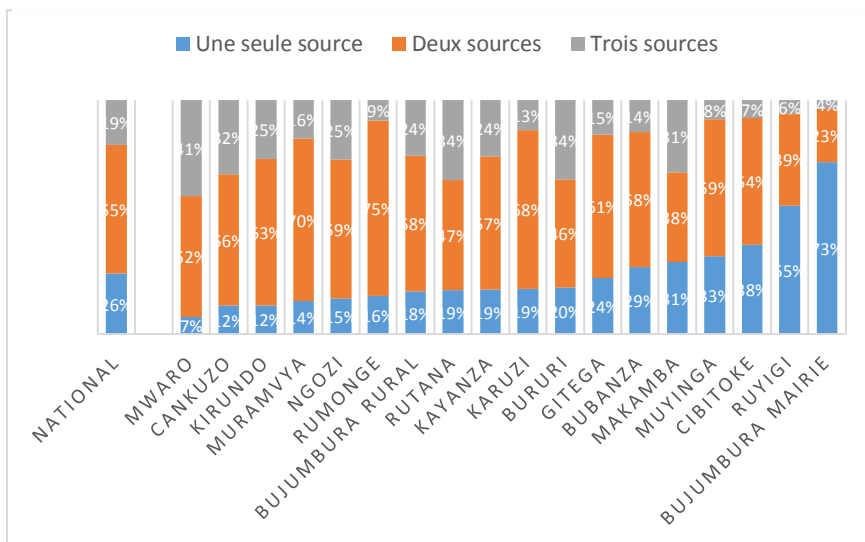
On constate que pour près d'un tiers des ménages de Bubanza, Kirundo et Bujumbura rural, les adultes n'ont pris qu'un seul repas la veille. A Cankuzo, dans 3% des ménages enquêtés (4 ménages), les enfants de moins de 5 ans n'ont rien mangé la veille.

³³ Test Chi² de Pearson significatif au niveau 0,05 sauf pour la classe de « Sucre » et des « Viandes ».

4. Source de revenu

La grande majorité des ménages ruraux au Burundi ont comme principales sources de revenu des activités liées à l'agriculture et l'élevage ; telles que l'agriculture vivrière ou la vente de la production vivrière (47 %) la main d'œuvre agricole (18 %), l'élevage (10 %) ou l'agriculture de rente (3 %). Néanmoins l'agriculture au Burundi reste toujours définie comme une agriculture de subsistance qui présente toujours plusieurs défis notamment l'accès à la terre et l'accès aux intrants de bonne qualité.

Graphe 14: Nombre de source de revenu des ménages

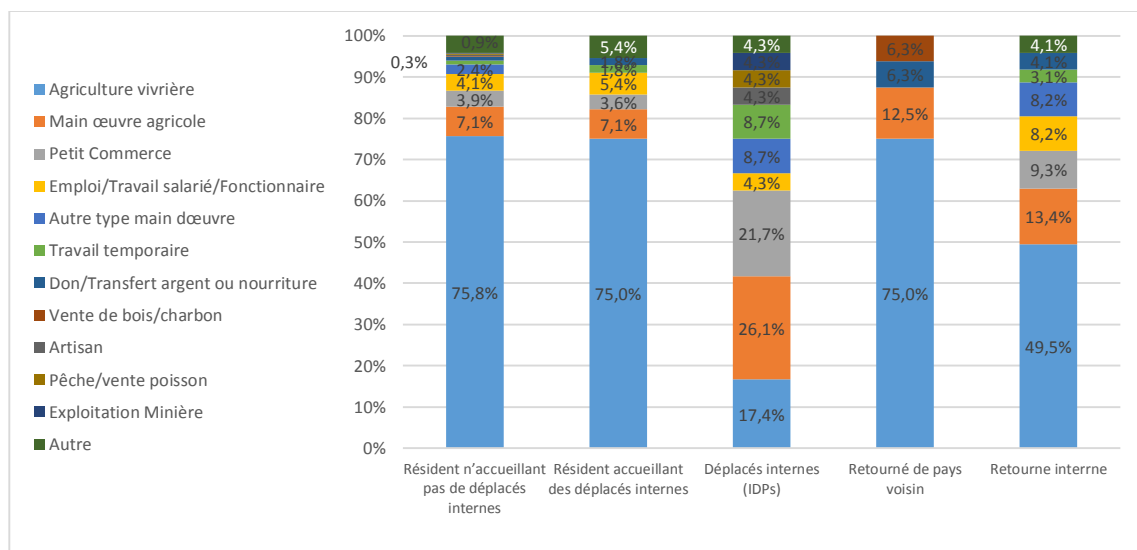


Environ 10 % des ménages vivent du petit commerce et/ou du commerce plus formel, 3 % vivent principalement du salaire en tant que fonctionnaire de l'Etat ou employé dans une entreprise ou ONG. Ces activités se retrouvent principalement en milieu urbain dans Bujumbura Mairie (Salarié : 19.5 % ; Commerce : 30 %) où nous retrouvons le gros des ménages ayant ces deux activités comme principales sources de revenus.

La comparaison avec les données de l'enquête CFSVA-SMART 2014 montre que les principales sources de revenu restent les mêmes néanmoins il existe une forte perturbation dans les proportions de ménages pratiquant ces activités par rapport à 2014. La majorité des ménages dispose en moyenne de deux sources de revenu ; la première contribuant à 73% du revenu du ménage et la deuxième à 26%. A Bujumbura mairie, 73 % des ménages recourent à une seule source de revenu ainsi que dans la province Ruyigi (55 %).

Les ménages déplacés pratiquent peu l'agriculture et leur principale source de revenu reste le petit commerce et le travail journalier agricole. Ceci pourrait se justifier par la faible disponibilité des terres agricoles qui semble être la principale contrainte pour que ces ménages pratiquent l'agriculture.

Graphe 15: Source de revenu des ménages selon leur statut



5. Migration et déplacement

D'après différentes sources³⁴, la crise de 2015 aurait occasionné de nombreux déplacements de population vers les pays voisins (principalement Tanzanie, Rwanda, la RDC), mais également vers les provinces frontalières avec la Tanzanie. L'analyse des flux de déplacements permet de comprendre si les différents mouvements de population ont un impact sur la situation de sécurité alimentaire entre les populations car en effet, lorsque les ménages se déplacent en situation de crise ils emmènent en général peu de biens avec eux et perdent aussi souvent tout ou une partie de leurs biens et leurs moyens d'existence.

Pour les besoins de l'analyse les populations ont été séparées en 5 groupes distincts :

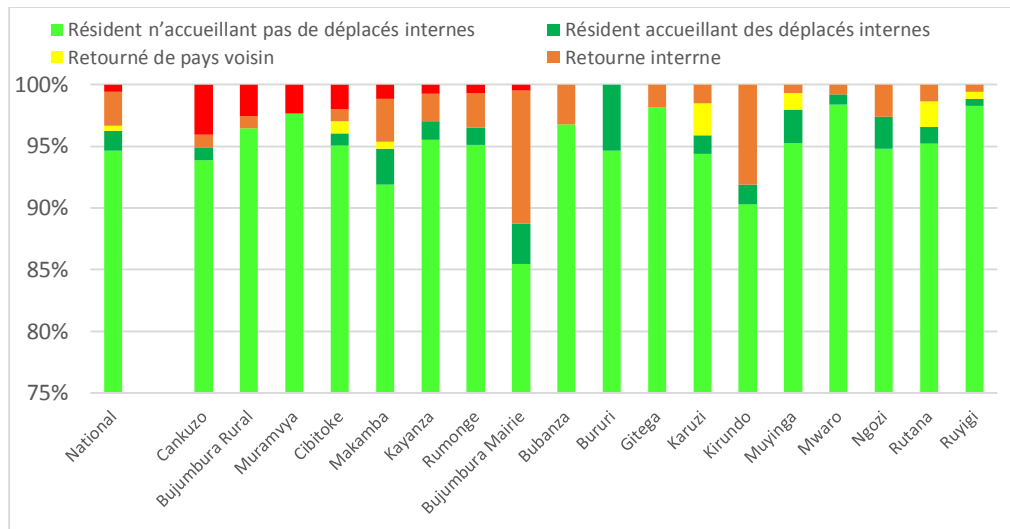
- Résident n'accueillant pas de déplacés internes
- Résident accueillant des déplacés internes
- Retournés de pays voisin³⁵
- Retourné interne
- Déplacés interne :

L'enquête indique que de manière globale il existe très peu de ménages qui se déclarent être déplacés (entre 2 et 4% pour les de Cankuzo, Muramvya et Cibitoke et Bujumbura Rural). Dans les provinces de Bururi, Makamba, Muyinga, Ngozi et Bujumbura Mairie entre 2 à 5 % des ménages résidents déclarent accueillir des populations déplacées. L'analyse croisée des données montre que les provinces de Bubanza et Gitega seraient moins affectées par le déplacement actuel de populations. Toutefois l'ensemble des provinces sauf Muramvya et Bururi enregistre un mouvement retour de population précédemment déplacée. Ce groupe de population est estimé à environ 2.7 % sur l'ensemble du territoire du Burundi mais enregistre son pic dans Bujumbura Mairie avec environ 10.8 %.

³⁴ Rapport OCHA, UNHCR et informations issues des focus groups.

³⁵ L'appellation « Retourné » considère des personnes qui se sont déplacées et sont revenues endéans les douze derniers mois au moment de l'enquête.

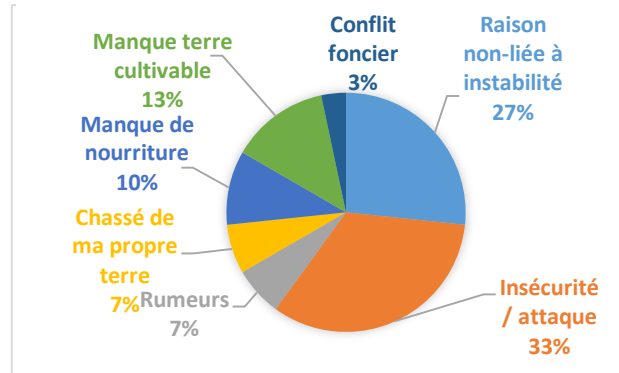
Graphe 16: Statut de résidence des ménages selon les provinces



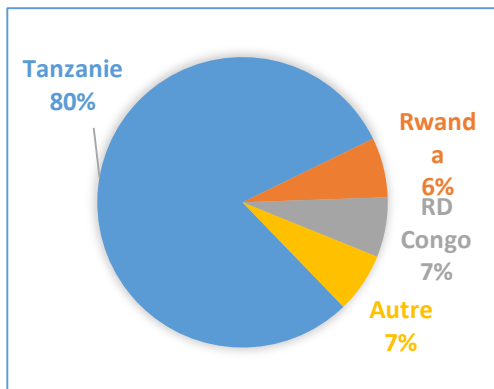
L'analyse des zones d'origine des **personnes déplacées** permet de comprendre les dynamiques ayant occasionné leurs déplacements et éventuellement anticiper leur retour dans ces zones. La majorité des personnes qui se déclarent être déplacées viennent de Bujumbura rural, suivi de Bujumbura Mairie, Cibitoke, Kirundo, Karuzi. Comparativement à l'enquête du mois de décembre 2015, nous constatons un changement dans les origines des déplacés actuels, néanmoins l'échantillon ne nous permet pas de tirer de conclusions précises.

La plupart de ces ménages a quitté leur lieu d'origine pour différentes raisons dont la principale est l'insécurité ou les rumeurs (40% des cas), ou à cause de raisons non - liée à l'instabilité (27 %) mais aussi pour des raisons liées à leur sécurité alimentaire notamment le manque d'accès aux terres cultivables et le manque de nourriture.

Graphe 17: Principales raisons du déplacement



Graphe 18: Pays d'origine des populations retournées



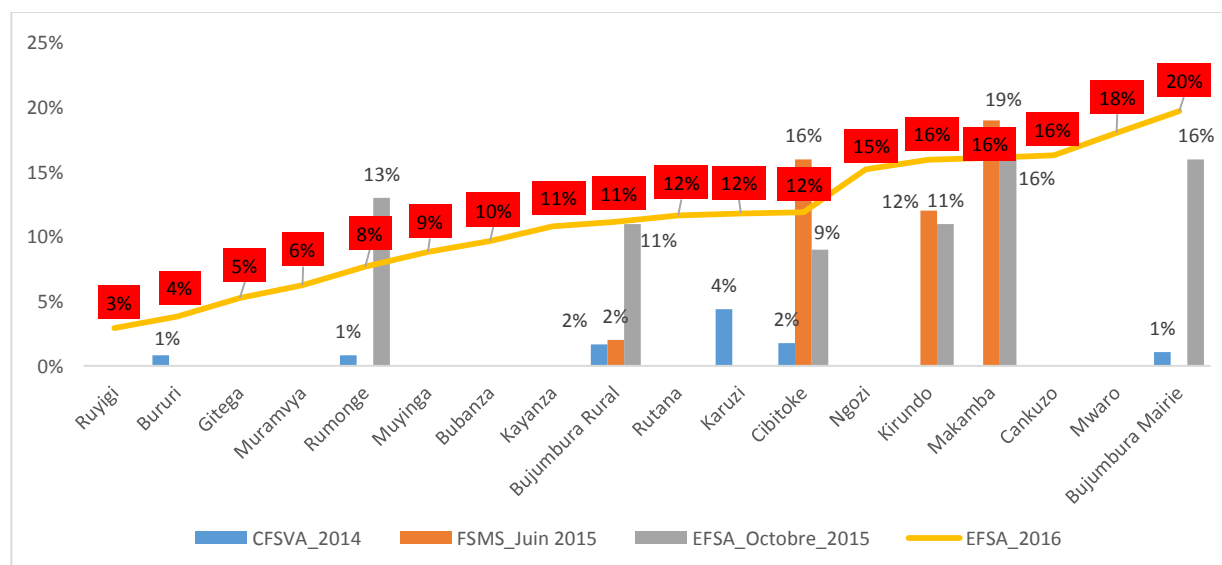
Parmi les autres catégories de population que nous retrouvons au Burundi figurent les populations retournées, à la fois venant des pays voisins mais éventuellement venant de certaines zones de déplacements internes du pays. Au-delà du contexte sécuritaire actuel, la décision de se déplacer vers une zone ou un pays est souvent motivée par deux principaux facteurs clés ; La possibilité de trouver des opportunités économiques et les liens sociaux que les ménages disposent dans ces zones.

L'enquête montre que parmi les pays voisins, la Tanzanie reste un des principaux pays d'accueil des Burundais et de ce

fait constitue également un des principaux pays d'origine des populations retournées venant des pays voisins. L'enquête montre également que pour le moment très peu de Burundais venant de la RD Congo ou du Rwanda sont entrain de rentrer dans leur pays.

Face à la précarité des conditions de vie des populations notamment rurales et la faible occupation des jeunes, la migration fait partie des stratégies généralement adoptées. A travers cette stratégie, les ménages arrivent à diversifier leurs sources de revenus grâce aux transferts de ressources des migrants, à améliorer leurs conditions de vie et à réduire la pression sur les maigres ressources du ménage. La situation au Burundi semble néanmoins avoir complètement changé durant les deux dernières années ; ce phénomène qui touchait environ 2 % des ménages en 2014 a subi une augmentation de 9 % ce qui fait qu'aujourd'hui environ 11 % des ménages déclarent avoir eu un membre qui a quitté le foyer durant les 6 derniers mois. Cependant, le contexte sécuritaire actuel pourrait constituer un frein aux migrations économiques habituelles avec pour conséquence la privation d'un mécanisme de subsistance important.

Graphe 19: Pourcentage de ménages dont un membre a quitté le foyer au cours des 6 derniers mois



Néanmoins l'enquête montre que le taux de migration d'un membre du ménage a diminué de façon globale par rapport aux deux précédentes enquêtes (FSMS 2015 et EFSA 2015). L'analyse par province montre que pour la province de Cibitoke les proportions de ménages affectés par ce phénomène ont par contre augmenté depuis un an et reste au-dessus de la barre des 10 % ; pour la province de Bujumbura rural cette augmentation a débuté ces 6 derniers mois et reste toujours au-dessus des 10%. Pour les provinces de Rumonge et Makamba ce phénomène est en nette diminution par rapport au 6 derniers mois néanmoins pour la province de Makamba ainsi que celles de Kirundo, Cankuzo, Mwaro et Bujumbura Mairie ce phénomène touche plus de 15 % des ménages jusqu'à atteindre 20 % pour la mairie de Bujumbura.

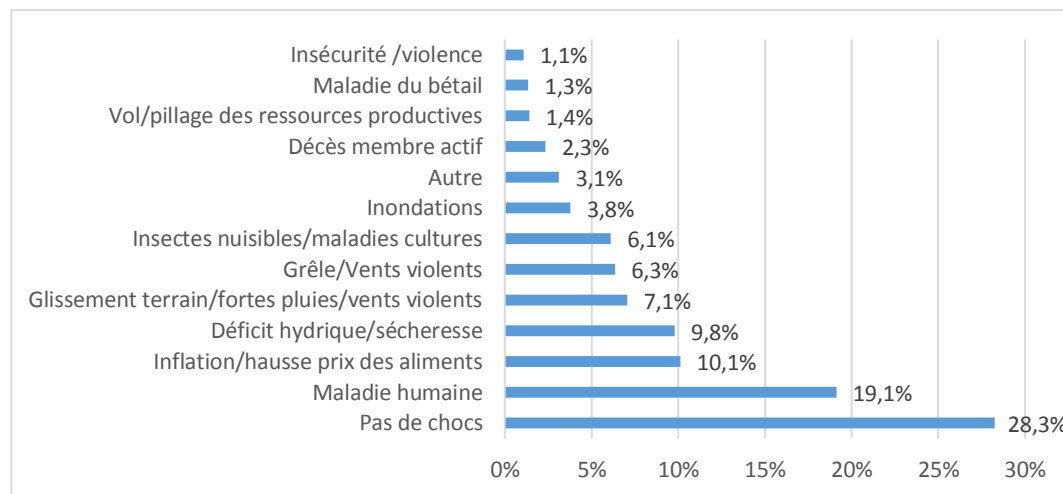
Face aux résultats présentés, il est enfin important de souligner que dans le contexte actuel d'insécurité, le déplacement est un sujet extrêmement délicat présentant des risques de protection pour les concernés. De ce fait, les migrations et le déplacement peuvent être deux phénomènes ayant été combinés par les répondants mais également l'enquête pourrait avoir subi un biais dû au manque de confiance des répondants qui préfèrent ne pas avouer leur réel statut de résidence.

6. Chocs

Environ 72 % des ménages enquêtés ont affirmé avoir subi au moins un choc au cours des six mois précédant l'enquête. Cette valeur est nettement supérieure au 39.4% au niveau national observé par l'enquête CFSVA en février 2014.

Selon les résultats de l'enquête, les chocs qui ont le plus affecté les ménages au cours des 12 derniers mois sont les maladies (19 %) au sein du ménage suivi par la hausse des prix des denrées alimentaires (10 %) et le déficit pluviométrique (9.8 %). Il faut noter que l'ensemble de ces chocs ont un impact direct sur la sécurité alimentaire des ménages ; le premier choc affecte directement le capital humain des ménages et réduit ainsi la capacité de ces derniers de produire les ressources nécessaires à la sécurité alimentaire du ménage. Ce choc augmente également la pression sur les ressources existantes dans le ménage du fait des coûts des soins médicaux. Le deuxième choc touche la capacité des ménages à accéder à une alimentation adéquate sachant que 63% des aliments consommés la semaine avant l'enquête provenaient des marchés. La hausse des prix des denrées alimentaires affecte directement la capacité des ménages à se les procurer. Enfin, le déficit pluviométrique conditionne la capacité de production agricole des ménages dans un contexte où l'agriculture est la principale source de revenu des ménages (+68 % des principales sources de revenus sont liées à l'agriculture).

Graphe 20: Principaux chocs



Seulement 1.1% ont déclaré avoir été affectés par l'insécurité ou par des épisodes de violence. Ceci constitue une baisse à la fois par rapport à l'enquête de décembre 2015 (5.6%) mais également une baisse par rapport à l'enquête de février 2014 lorsque ces facteurs avaient affecté 1.8% des ménages. Bujumbura mairie enregistre la plus haute proportion des ménages ayant subi des épisodes de violence et insécurité (60%), suivi à plus petit échelle par Kirundo, Kayanza et Cibitoke.

L'enquête a tenu à s'enquérir de la perception des populations sur les effets directs de la crise. Le tableau suivant reprend le détail des effets de l'instabilité évoqués par les ménages enquêtés. Les données ont une valeur indicative suite au nombre relativement limité de ménages ayant répondu à cette question.

Tableau 8: Impact de l'insécurité sur les ménages

Impact insécurité	Bubanza	Bujumbura Mairie	Bujumbura Rural	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makamba	Muramvya	Muyinga	Mwaro	Ngozi	Rumonge	Rutana	Ruyigi
Augmentation du coût des produits de première nécessité	0.68%	10.37%	12.15%	11.06%	3.23%	16.43%	2.61%	31.36%	31.43%	2.20%	1.21%	2.08%	3.10%	0.71%	20.59%	9.28%	36.84%	6.78%
Autre		6.10%	0.47%		1.61%	2.14%	0.87%		3.81%	4.40%	0.91%		0.78%	1.43%		0.52%	7.89%	
Faible accès au marché et/ou disponibilité limitée de denrées		6.10%	0.93%		6.45%	5.71%			4.76%	0.55%						4.64%	0.53%	
Diminution offre emploi journalier	1.37%	6.10%	4.67%	0.48%	3.23%	1.43%			1.90%	1.65%	2.12%			0.71%	1.96%	1.03%	1.05%	
Vols des biens du ménage	9.59%	1.83%	5.61%			0.71%	1.74%			0.55%	0.61%	1.04%	0.78%	2.14%	0.98%			
Réduction accès aux terres cultivables	4.79%		0.47%					2.54%	7.62%	0.55%	0.30%		0.78%		5.88%			
Abandon de exploitation agricole avant la récolte	2.05%		2.80%		1.61%	0.71%			3.81%	2.75%	0.61%		1.55%				1.05%	
Perte de membre du ménage	0.68%	2.44%	0.47%	1.92%					1.90%	1.65%	0.30%			0.71%	0.98%		2.11%	
Restriction ou contrôle des mouvements/ Diminution migrations économiques		4.27%	3.74%	4.33%										0.71%				
Diminution offre emploi régulier		4.27%	0.47%		1.61%		0.87%			0.55%			0.78%			1.03%		
Déplacement		0.61%		0.48%	1.61%				0.95%	0.55%						0.52%		
Accueil de personnes déplacées							1.74%						0.78%			0.52%		
Faible accès aux services publiques	0.68%					0.71%												
Vol de cheptel	1.37%																	
Aucun impact	78.77%	57.93%	68.22%	81.73%	80.65%	72.14%	92.17%	66.10%	43.81%	84.62%	93.94%	96.88%	91.47%	93.57%	69.61%	82.47%	50.53%	93.22%

Il est important de mentionner que 60 % des ménages de Bujumbura mairie ont été touchés par la crise, notamment par la contraction des opportunités d'emploi, l'inflation des prix des produits alimentaires ou le déplacement, qui ont affecté presque 62% des ménages. En milieu rural les mêmes impacts ont été observés, bien que de façon moins sévère. Kirundo et Bujumbura rural sont plus exposés à la flambée des prix due aux effets de l'instabilité. Ces provinces, avec Cibitoke, ont enregistré la plus haute proportion des ménages avec des difficultés pour conduire les activités agricoles « normales » suite à un accès limité aux terres dû à l'insécurité. Enfin, à Cibitoke la crise a causé les plus hautes pertes de membres de ménage suite aux violences, ainsi que la plus haute fréquence de vol de biens domestiques ou productifs.

7. Stratégies d'adaptation

7.1. Stratégies d'adaptation alimentaires

En moyenne, 65.5 % des ménages déclarent avoir eu des difficultés à avoir de la nourriture ou de l'argent pour acheter la nourriture dans la semaine précédant l'enquête. Les stratégies qui concernent la sphère alimentaire sont mesurées avec l'indice des stratégies de survie simplifié (Coping Strategy Index - CSI), qui apprécie la fréquence de cinq comportements du ménage :

1. Manger des aliments moins appréciés / moins chers ;
2. Emprunter des aliments ou dépendre de l'aide d'amis ou de parents ;
3. Réduire la taille des rations ou des repas ;
4. Réduire la consommation des adultes en faveur des enfants ;
5. Réduire le nombre de repas par jour.

Plus le score est élevé plus les ménages font recours à ces stratégies d'adaptation.

Les ménages ont été interrogés sur les stratégies alimentaires adoptées en réponse au manque de nourriture ou au manque d'argent pour se procurer de la nourriture et la fréquence de recours à ces stratégies.

Tableau 9: Proportion (%) de ménages déclarant avoir adopté au moins une fois une stratégie de consommation alimentaire au cours des 7 jours précédant l'enquête

<i>Consommation alimentaire</i>	Manger des aliments moins appréciés / moins chers	Emprunter des aliments ou dépendre de l'aide d'amis ou de parents	Limiter la taille des rations	Réduire la consommation des adultes en faveur des enfants	Réduire le nombre des repas par jour
<i>Pauvre</i>	98%	45%	94%	77%	94%
<i>Limite</i>	99%	41%	94%	73%	94%
<i>Acceptable</i>	96%	31%	88%	68%	88%
<i>Ensemble</i>	97%	38%	92%	72%	92%

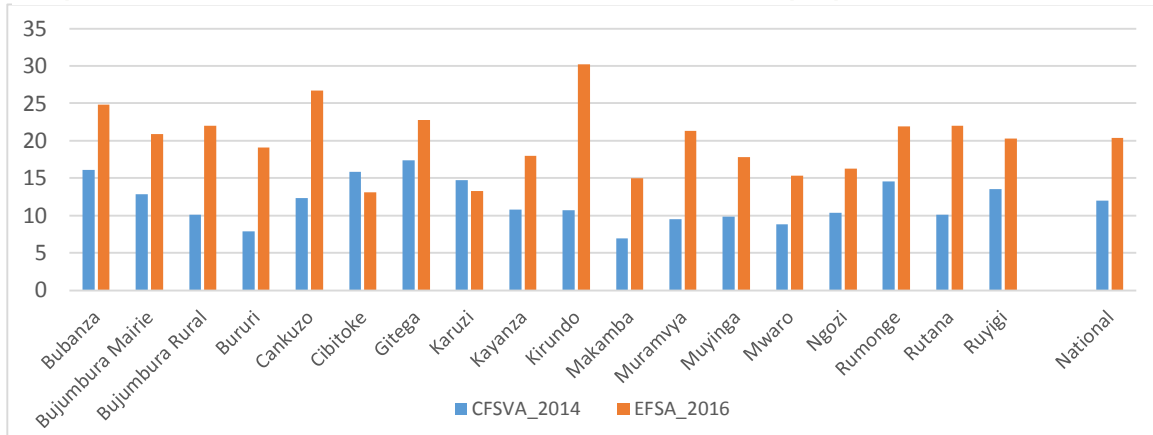
En parallèle, deux stratégies de rationnement de la qualité et des quantités sont particulièrement répandues : manger des aliments moins appréciés ou moins chers (97 %) et limiter la taille des rations (92%). Quant au rationnement différencié, assumé par les adultes en faveur des enfants, il est également assez pratiqué (92 %). Un recours aux stratégies de rationnement (en termes de quantité et de prix/qualité) est plus fréquemment adopté dans les ménages à consommation alimentaire pauvre.

L'incidence générale de chacune des stratégies tend à augmenter avec la mauvaise qualité de l'alimentation résumée par le score de consommation alimentaire. Par exemple, un peu plus de neuf ménages sur dix parmi ceux qui ont une consommation alimentaire pauvre ont réduit au moins une fois, au cours des 7 jours antérieurs à l'enquête, le nombre de repas par jour.

L'indice de Stratégie de Survie (ISS ou CSI-Coping Strategy Index) permet d'apprécier la fréquence et la sévérité des mesures adoptées par les ménages en situation de pénurie alimentaire. En particulier, le CSI 'réduit' est un indicateur des difficultés rencontrées par les ménages en termes d'accès à la nourriture et devient par conséquent très intéressant pour estimer les tendances avant et après une situation de crise. Plus le score est élevé plus les ménages ont des difficultés à accéder à la nourriture.

Le CSI réduit a augmenté considérablement depuis février 2014, passant au niveau national de 12.8 à 20.4 en avril 2016. Cette tendance est visible dans toutes les provinces, toutefois Kirundo, Cankuzo et Rutana semblent les plus affectées. Cette tendance qui semble ne pas être dû à la saisonnalité, vu que les deux enquêtes ont été réalisées au même moment de l'année en période post-récolte. En vue des bonnes récoltes de la saison 2016A selon le rapport d'évaluation des récoltes de la FAO et le ministère de l'agriculture, **l'augmentation du CSI réduit suggère que la crise socio-politique aurait joué un rôle, limitant l'accès physique et économique des ménages à la nourriture.**

Graphe 21: Evolution du CSI réduit entre CFSVA 2014 et EFSA 2016 par province



Par ailleurs, le recours à l'emprunt ou aux dons (aide) d'autres ménages – qui vise à augmenter sur le court terme, la disponibilité alimentaire n'est le fait que d'un peu plus d'un tiers des ménages. Ceci peut se comprendre dans la mesure où, face à un choc généralisé – crise socio-politique – les options d'entraide sont limitées.

7.2. Stratégies d'adaptation non alimentaires

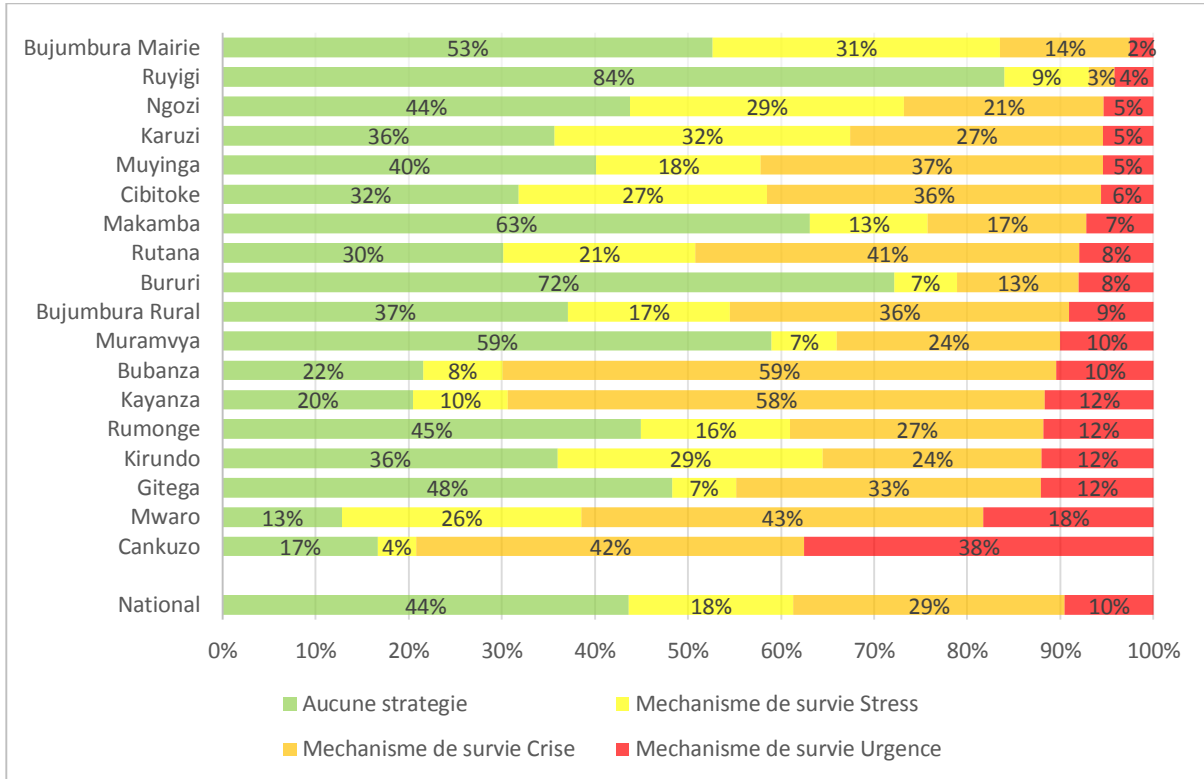
En cas de crise prolongée les ménages sont souvent poussés à adopter plusieurs autres stratégies d'adaptation même en dehors de la sphère alimentaire ; celles-ci sont appelées stratégies de survie. Par rapport au CFSVA 2014 et à l'EFSA 2015, la distribution des ménages pratiquant des stratégies de crise et d'urgence n'a pas énormément varié passant de 39 % à 40 % en 2016 ; néanmoins de plus en plus les ménages dans les provinces de Cankuzo et Mwaro (+ de 50 %) sont affectés par cette problématique. Ceci se traduit par une érosion des moyens d'existence et par une incapacité à investir dans les actifs productifs par ces ménages. Par exemple, afin de couvrir les besoins alimentaires de base, 24% des ménages ont consommé leurs semences (contre 10 % en 2014).

Selon le recours aux stratégies non alimentaires, les ménages ont été classés en quatre groupes :

- 1) Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (%) ;
- 2) Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress (%) ;
- 3) Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise (%) ;
- 4) Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence (%).

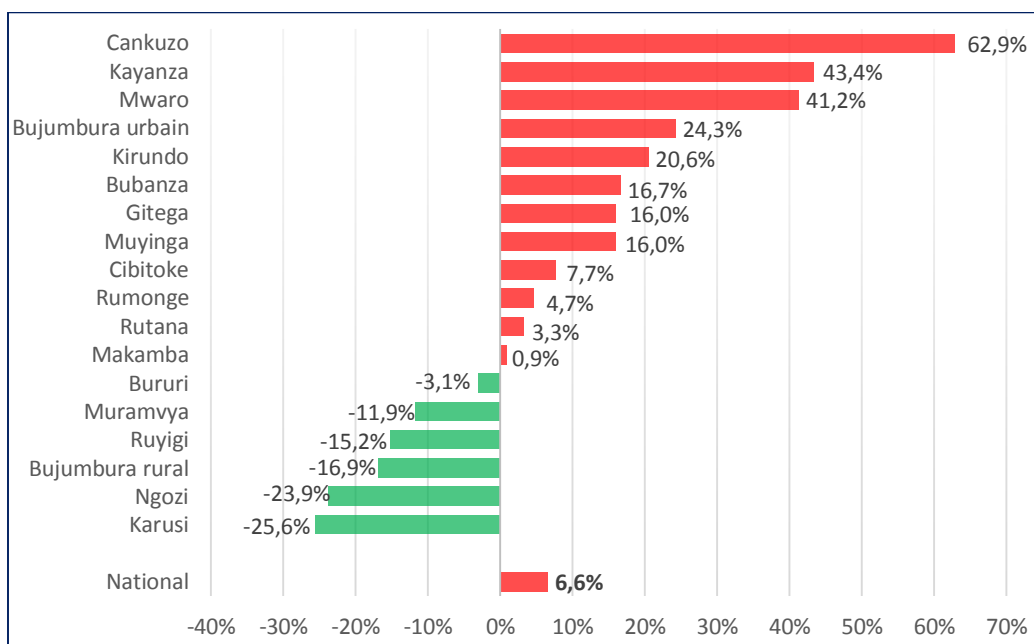
Presque 10 % des ménages ont adopté des stratégies d'urgence (contre 8.5 % en 2014), qui affectent la capacité future de produire et qui sont les plus difficiles à inverser (par exemple le recours à la mendicité ou à des activités risquées ou illégales génératrices de revenus, la vente des derniers animaux reproductifs, de la maison, des champs, etc.) ; 30 % des ménages se sont engagés dans des stratégies de crises soit 6 % de plus qu'en 2014.

Graphe 22: Proportion des ménages ayant utilisé au moins une fois les mécanismes de survie de stress, crise et d'urgence au cours des 30 derniers jours



L'analyse de la variation dans l'utilisation des stratégies de crise et/ou d'urgence montre que les provinces Cankuzo, Kayanza, Mwaro présentent les taux de variations les plus élevés avec un pic à 63 % de variations à Cankuzo. Ceci voudrait dire que se sont principalement les ménages de ces provinces qui ont subi une variation négative sur leurs moyens de subsistance entre 2014 et 2016 et ont été obligés à recourir à ces stratégies. Par contre pour des provinces comme Karuzi, Ngozi, Bujumbura rural, Ruyigi, Muramvya et Bururi, les données de l'enquête montrent que la pression sur les moyens d'existence des ménages aurait diminué et par conséquent, les ménages ont eu moins recours à ces mécanismes au cours des 30 jours précédant l'enquête de 2016.

Graphe 23: Variation de la proportion de ménages utilisant des stratégies de survie sévères (crise/urgence) entre 2016 (EFSA) et 2014 (CFSVA)



8. Dépenses

Les dépenses globales mensuelles des ménages sont composées des dépenses alimentaires et des dépenses non alimentaires quel que soit leur mode d'affectation.

Niveau de dépenses

A l'échelle nationale, les ménages ont un niveau de dépense très faible. En moyenne les ménages dépensent 141.000 francs burundais (environ 68 dollars) par mois, soit 24.650 francs burundais (12 dollars) par personne et par mois ou moins d'un dollar par jour ce qui est dessous du seuil de pauvreté.

Les dépenses mensuelles sont les plus basses dans les provinces de Ruyigi (environ 15.000 francs burundais soit 7 dollars/mois/personne) et les provinces de Bururi, Rutana, Gitega, Muramvya et de Kirundo (18.000 francs burundais soit 9 dollars).

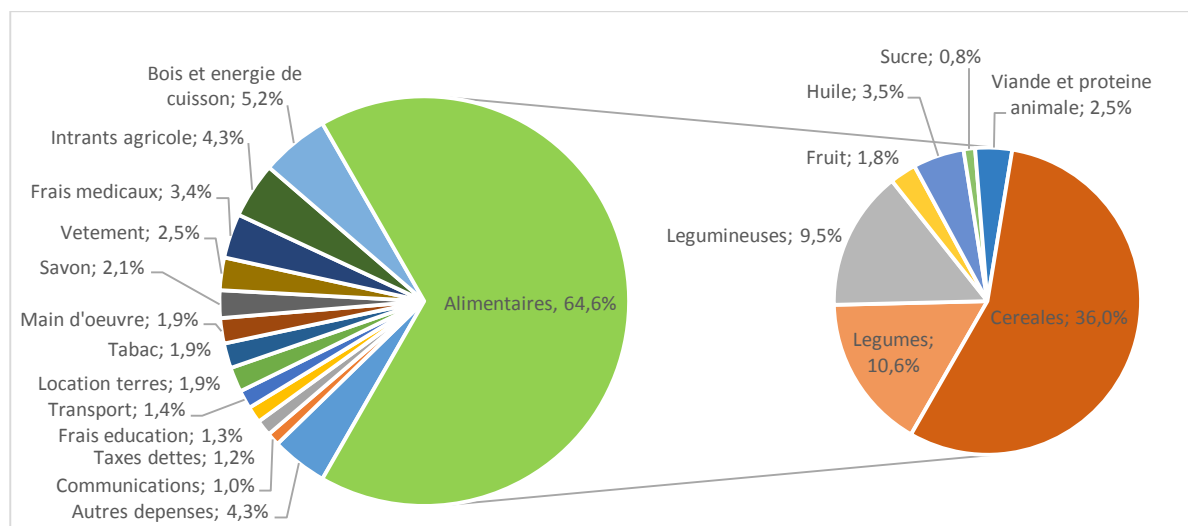
Toutefois, les niveaux de dépenses globales moyennes des ménages varient selon la classe d'insécurité alimentaire. Elles varient de 81 936 francs burundais dans la classe des ménages en insécurité alimentaire sévère à 278 821 francs burundais, dans la classe des ménages en sécurité alimentaire. L'analyse nous montre également que les ménages en insécurité alimentaire sévère dépensent plus à crédit que les autres catégories de ménages et que les dépenses non alimentaires des ménages en sécurité alimentaire sont 10 fois plus importantes que celles des ménages en insécurité alimentaire sévère. Ceci montre une certaine corrélation entre le niveau de sécurité alimentaire et la capacité des ménages à disposer de leur revenu.

Tableau 10 : Dépenses alimentaires et dépenses totales mensuelles des ménages

Classe insécurité alimentaire	Dépenses non alimentaires	Dépenses alimentaires à crédit	Dépenses alimentaires en cash	Dépenses alimentaires en nature	Dépenses total (BIF)
<i>Sécurité alimentaire</i>	149.539	1.900	89.923	37.459	278.821
<i>Sécurité marginale</i>	53.793	2.060	53.022	42.423	151.298
<i>Insécurité Modérée</i>	32.621	1.688	30.612	34.789	99.710
<i>Insécurité Sévère</i>	14.353	2.151	27.803	37.628	81.936
<i>Ensemble</i>	54.041	1.896	46.700	38.432	141.070

Les dépenses alimentaires restent le principal poste de dépenses des ménages sauf en milieu urbain à Bujumbura. En moyenne, elles représentent 62% du total des dépenses. Les autres principaux postes de dépenses sont les dépenses liées à l'acquisition d'énergie pour la cuisson des aliments (bois ou autres), les dépenses en intrants agricoles (semences, engrais, etc.), les frais de santé, les vêtements, savon et hygiène, tabac, location de terre et main d'œuvre représentant chacun autour de 2 ou 5% des dépenses.

Graphe 24 : Répartition des dépenses mensuelles des ménages

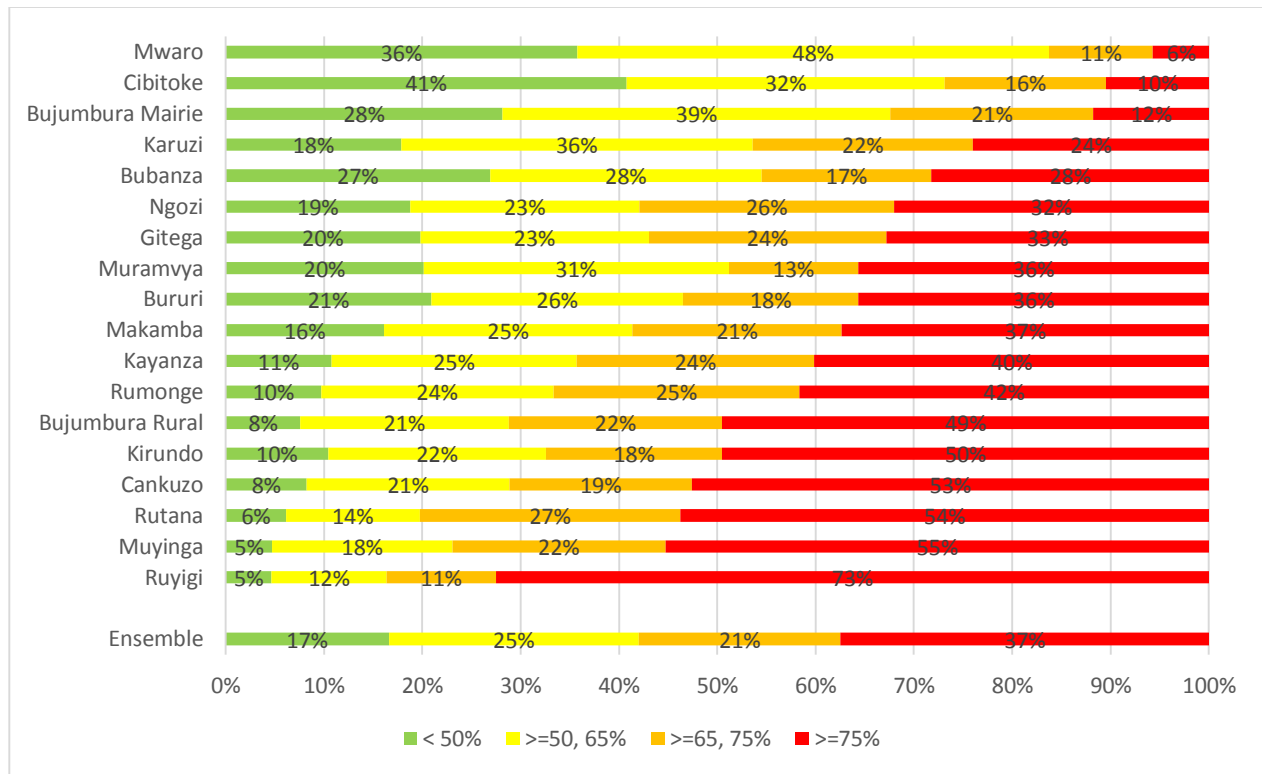


Part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages

Pour des proportions importantes de ménages, l'achat de nourriture représente une part importante, voire très importante de leur budget. Ainsi presque 37% des ménages consacrent plus de 75% de leurs dépenses aux achats de nourriture. Chez seulement 17% des ménages, les achats de nourriture représentent moins de 50% des dépenses.

Dans la province de Ruyigi, près de 73% des ménages consacrent plus de 75% de leurs dépenses à l'alimentation. Cette proportion de ménages est également élevée dans la province de Muyinga (presque 55%), Rutana (53,7%), Cankuzo (52 %), Kirundo et Bujumbura rural (presque 50 %).

Graphe 25: Part des dépenses alimentaire dans les dépenses totales des ménages



9. Analyse des marchés

Le dynamisme du marché est une composante de plus en plus essentielle pour la sécurité alimentaire des ménages du Burundi au fur et à mesure que la consommation de l'autoproduction alimentaire de ces derniers diminue ; L'analyse de la sécurité alimentaire de 2014 avait montré que le taux de dépendance aux aliments venant du marché arrivait à 42%. Ce taux atteint à présent 58,6%. Cet aspect est d'autant plus important qu'en cas de hausse de prix des denrées alimentaires, il donne des indications sur la vulnérabilité des ménages. Evidemment cette importance de la contribution du marché dans la couverture des besoins alimentaires varie aussi en fonction des zones des moyens d'existence.

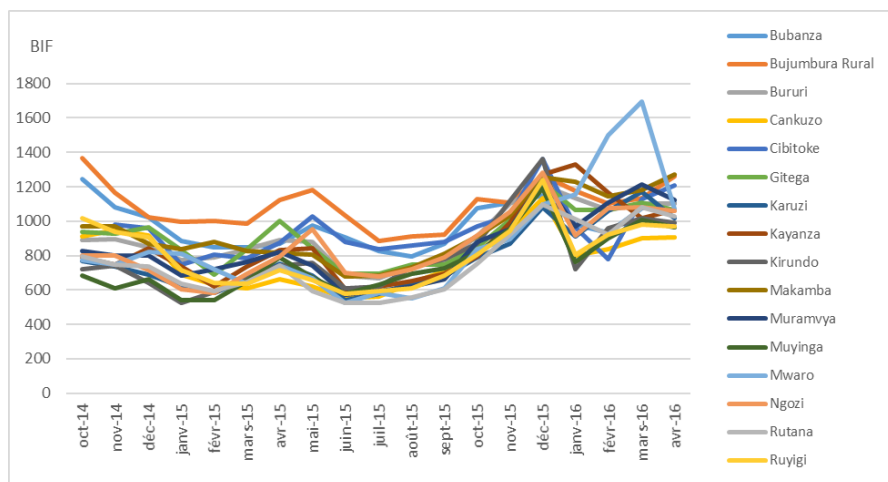
Tableau 11: Corrélation entre les marchés

	Bubanza	Bujumbura Rural	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makamba	Muramvya	Muyinga	Mwaro	Ngozi	Rutana	Ruyigi
Bubanza	1															
Bujumbura Ru	0.863	1														
Bururi	0.648	0.683	1													
Cankuzo	0.843	0.668	0.783	1												
Cibitoke	0.560	0.568	0.030	0.257	1											
Gitega	0.651	0.694	0.929	0.818	0.102	1										
Karuzi	0.588	0.594	0.922	0.743	0.041	0.901	1									
Kayanza	0.494	0.589	0.938	0.671	-0.029	0.902	0.863	1								
Kirundo	0.580	0.498	0.819	0.743	-0.023	0.751	0.826	0.700	1							
Makamba	0.640	0.671	0.947	0.785	0.087	0.876	0.912	0.900	0.715	1						
Muramvya	0.632	0.645	0.948	0.784	0.037	0.925	0.976	0.871	0.829	0.936	1					
Muyinga	0.536	0.492	0.853	0.710	-0.034	0.820	0.894	0.775	0.963	0.764	0.886	1				
Mwaro	0.415	0.420	0.787	0.574	-0.035	0.774	0.909	0.770	0.579	0.823	0.878	0.678	1			
Ngozi	0.620	0.619	0.888	0.717	-0.002	0.821	0.898	0.825	0.941	0.793	0.882	0.938	0.695	1		
Rutana	0.678	0.674	0.965	0.817	0.100	0.946	0.951	0.906	0.780	0.962	0.965	0.850	0.842	0.839	1	
Ruyigi	0.858	0.743	0.809	0.975	0.341	0.865	0.798	0.707	0.767	0.816	0.839	0.751	0.635	0.758	0.854	1

Sur base d'une série des= prix collectés hebdomadairement par le SIP du MINAGRIE depuis septembre 2014, le prix du haricot affiche une corrélation positive sur l'essentiel des marchés des provinces en guise d'une parfaite intégration. Cependant une particularité s'observe sur le marché de Cibitoke qui n'affiche aucune intégration aux autres.

L'idée d'intégration semble également être confirmée par l'analyse du co-mouvement du prix du haricot sur les différents marchés des provinces.

Graphe 26: Co-mouvement du prix du haricot sur les marchés



9.1 Accès physique aux marchés

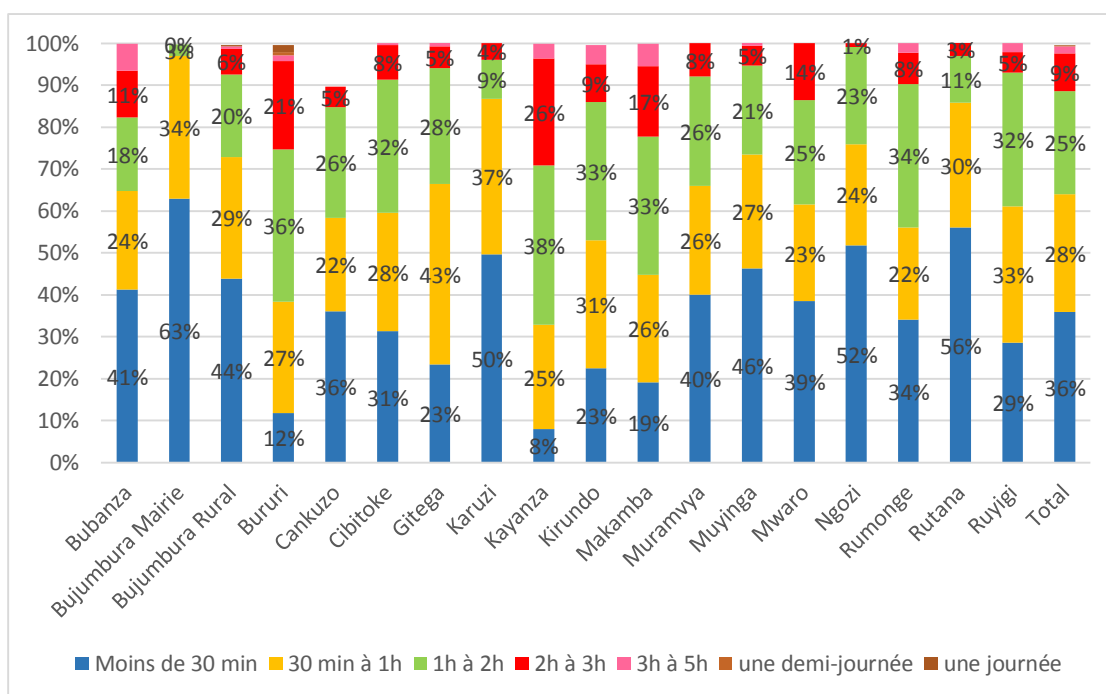
En général, la principale contrainte d'accès physique au marché semble être la distance pour 32% des ménages enquêtés ; Peu de ménages ont signalé l'insécurité et le vol (seulement 0,7%) et ils sont 3,7% dans Bujumbura mairie et 2,5% dans Bujumbura rural.

De même les résultats des discussions avec les groupes de concertation (Focus groups) montrent que globalement l'accès physique au marché est normal mais les discussions dans les provinces de Rutana, Gitega et Ruyigi montrent qu'il est partiellement perturbé.

Les FG ont également évoqué des perturbations dans l'approvisionnement des marchés ; Seulement 9% trouvent qu'il n'y a pas eu de changement par rapport à il y a une année, 70% trouvent que l'élément perturbateur est l'augmentation des prix et 19% parlent de perturbation dans l'approvisionnement du marché (surtout à Rutana, Gitega, Ngozi, Muramvya et Karusi).

D'après les discussions communautaires³⁶ le coût de transport aurait augmenté et spécialement dans les provinces de Rutana, Makamba, Gitega et Bujumbura mairie.

Graphe 27: Temps pour accéder au marché le plus proche



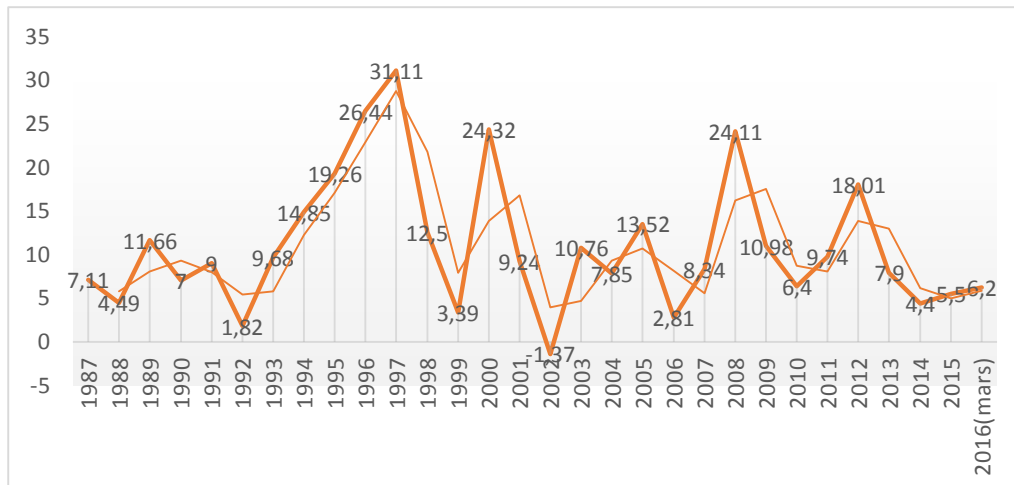
Par rapport à la distance, il ressort de l'enquête que la proportion des ménages faisant 2 heures et plus pour arriver au marché a légèrement augmenté d'environ 5% mais il s'agit seulement d'un ménage sur dix (10,9%). Au niveau des provinces ils sont plus de 2 ménages sur 10 dans les provinces de Kayanza (30%), Bururi (25%) et Makamba (22%) et même temps en augmentation dans Kirundo (137%), Bururi (60%) et Gitega (21%) et en diminution dans Cankuzo, Ngozi et Cibitoke.

Par ailleurs il faut retenir que le temps passé au marché réduit le temps généralement consacré aux autres activités qui contribuent à l'économie du ménage.

³⁶ Questionnaire Focus Group

9.2 Prix sur les marchés

Graphe 28: Evolution du taux d'inflation de 1987-2016

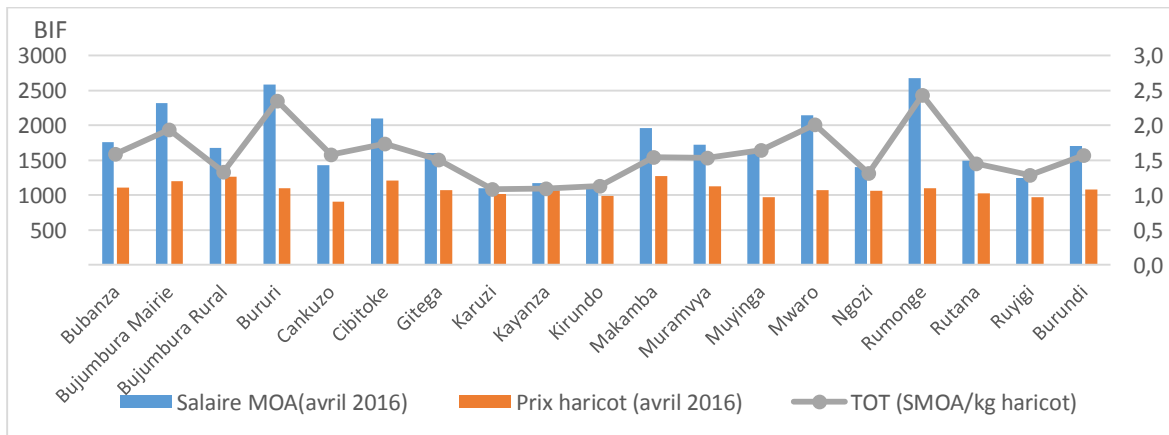


Source : statistiques de l'ISTEEBU.

En général le taux d'inflation depuis 1987 évolue en dents de scie et avec des pics prononcés à certaines périodes 1996 (décision de l'embargo économique et pendant la période de conflits intenses de 1994 à 1998), en 2000 (période de sécheresse), en 2008 avec la flambée mondiale des prix des denrées alimentaires et le dernier pic en 2012 et aujourd'hui l'inflation semble reprendre l'allure ascendante depuis 2014 (et se situerait autour de 10% à la fin de 2016 d'après les estimations actuelles).

Au niveau des termes de l'échange entre le haricot (*denrée de base achetée souvent au marché surtout en période de soudure*) et la rémunération de la main d'œuvre journalière (*source de revenus en période de soudure*)

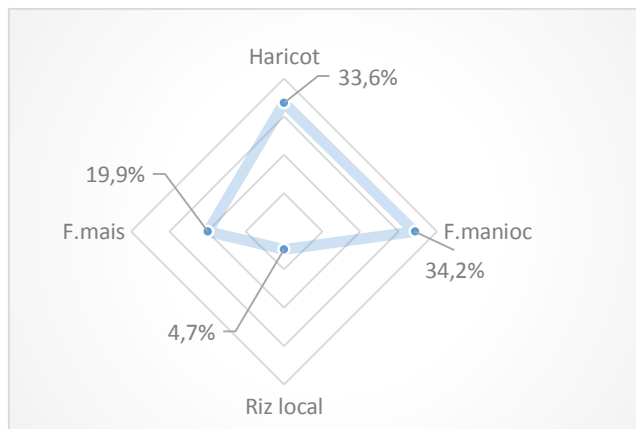
Graphe 29: Revenu de la main d'œuvre agricole journalier vs prix du haricot par province



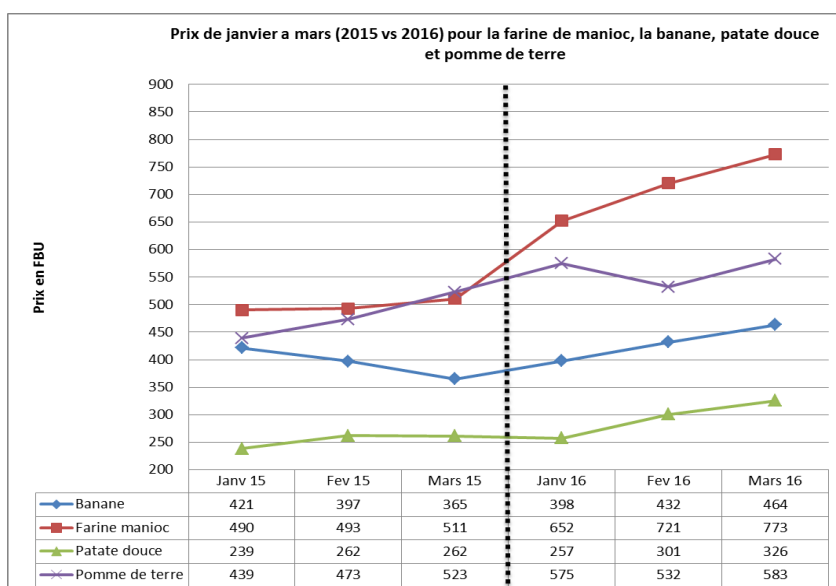
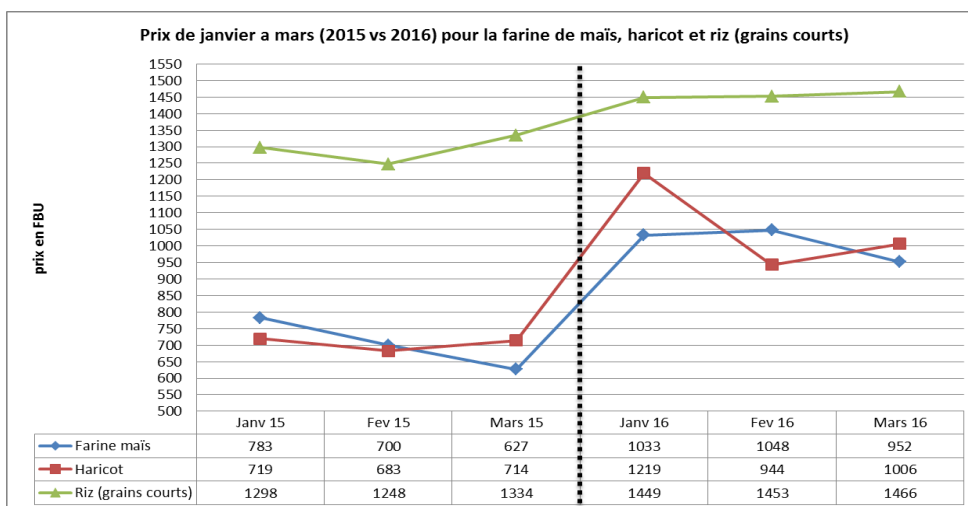
D'après le rapport sur l'indice des prix à la consommation (IPC) du mois de mars 2016, le taux d'inflation se situe à 6,2% avec une tendance à la hausse et avec une forte influence de l'indice de consommation alimentaire.

Les prix collectés par le MINAGRIE dans le cadre du SIP montre que les prix des denrées de base du mois d'avril 2016 sont en augmentation par rapport à avril 2015 ; 34,2% pour la farine de manioc, 33,6% pour le haricot, 19,9% pour la farine de maïs et 4,7% pour le riz. Ceci est confirmé par la collecte des prix sur les marchés organisés par la FAO.

Graphe 30: Variation des prix par rapport à avril 2015 (source : MINAGRIE)



Graphe 31: Variation des prix des principales denrées sur les marchés (Source: FAO)



9.3 Disponibilité des denrées alimentaires de base sur le marché

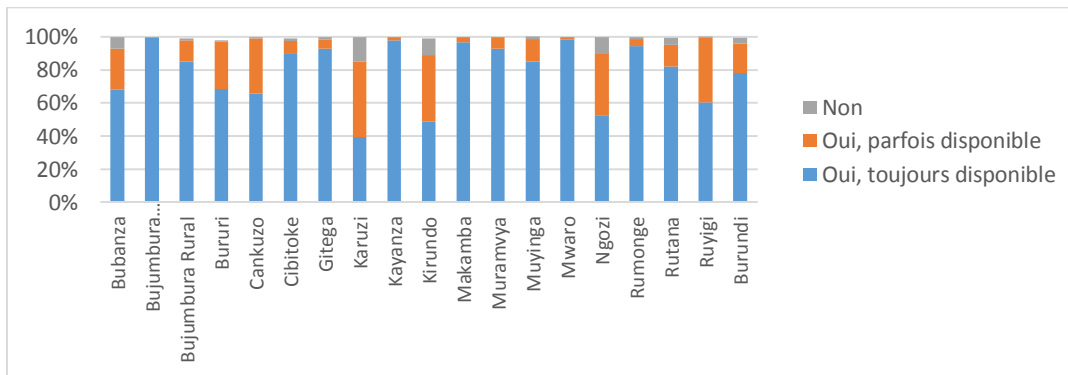
En général, eu égard aux résultats de cette enquête EFSA, les ménages semblent être plus préoccupés par les problèmes de disponibilité. L'intégration des différents marchés du pays résout en partie les problèmes éventuels de disponibilité sur certains marchés.

Ainsi donc dans l'ensemble ;

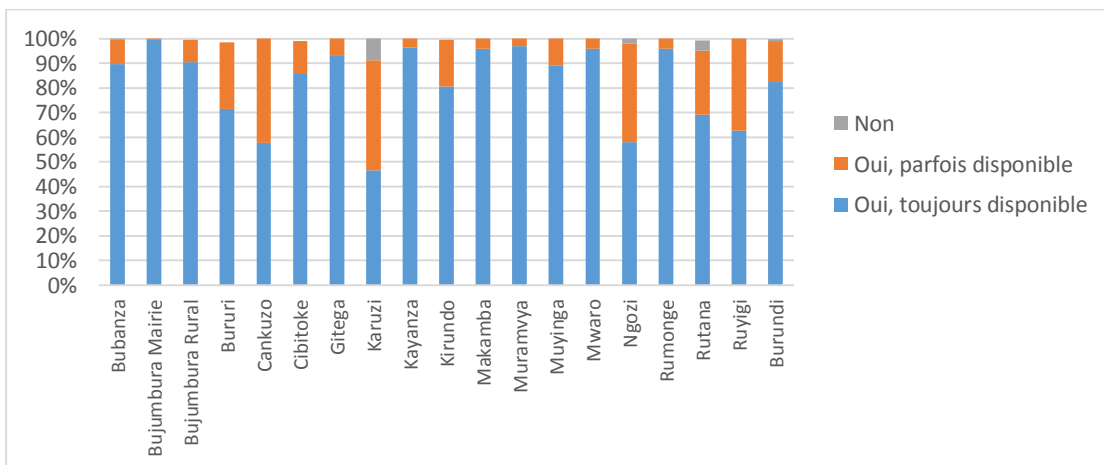
- Les céréales sont toujours disponibles pour 78% et parfois disponibles pour 18% des ménages, par contre à Karusi, Kirundo et Ngozi seulement 40%, 49% et 53% ont déclaré que les céréales sont toujours disponibles.
- Les légumineuses sont toujours disponibles pour 82% et parfois disponibles pour 17% des ménages, par contre à Karusi et Ngozi seulement 48% et 58% ont déclaré que les légumineuses sont toujours disponibles
- Les tubercules sont toujours disponibles pour 81% et parfois disponibles pour 17% des ménages, par contre à Karusi et Ngozi seulement 42% et 50% ont déclaré que les légumineuses sont toujours disponibles

Au niveau régional, d'après les résultats de cette enquête les marchés des provinces de Karusi, Ngozi et Kirundo semblent connaître le plus de problèmes de disponibilité des denrées de base.

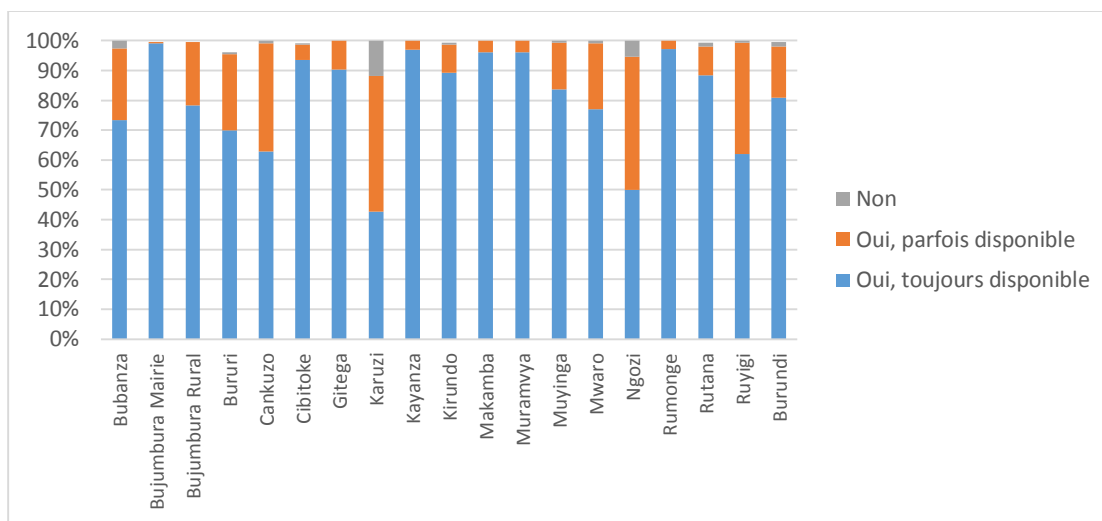
Graphe 32: Disponibilité des céréales sur les marchés



Graphe 33 : Disponibilité des légumineuses sur les marchés

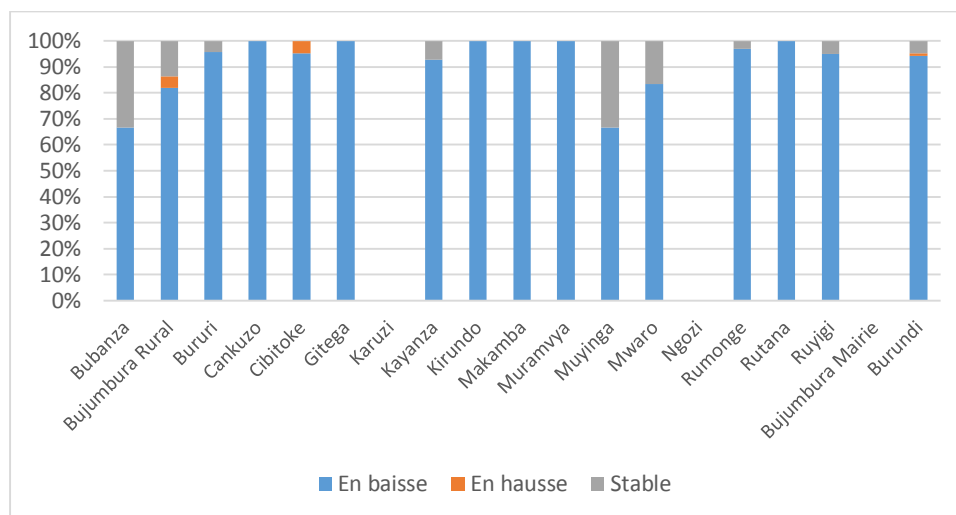


Graphe 34 : Disponibilité des tubercules sur les marchés



Au même titre que les mouvements transfrontaliers de personnes en quête d'opportunités économiques, les échanges commerciaux transfrontaliers sont conséquemment perturbés. Bien que les statistiques sur ce sujet soient méconnues en raison de leur caractère informel, les groupes de concertation³⁷ ont été unanimes sur la réduction de la présence des produits importés des pays voisins et ceci pour deux raisons majeures à savoir les problèmes sécuritaires et le taux de change de la monnaie burundaise qui déprécie continuellement au détriment du consommateur local.

Graphe 35: Appréciation de l'évolution des importations alimentaires au niveau du marché local par les groupes de discussion



³⁷ Les groupes de discussion communautaires de l'enquête EFSA et ceux de l'atelier de sécurité alimentaire IPC organisé du 4 au 6 mai 2016.

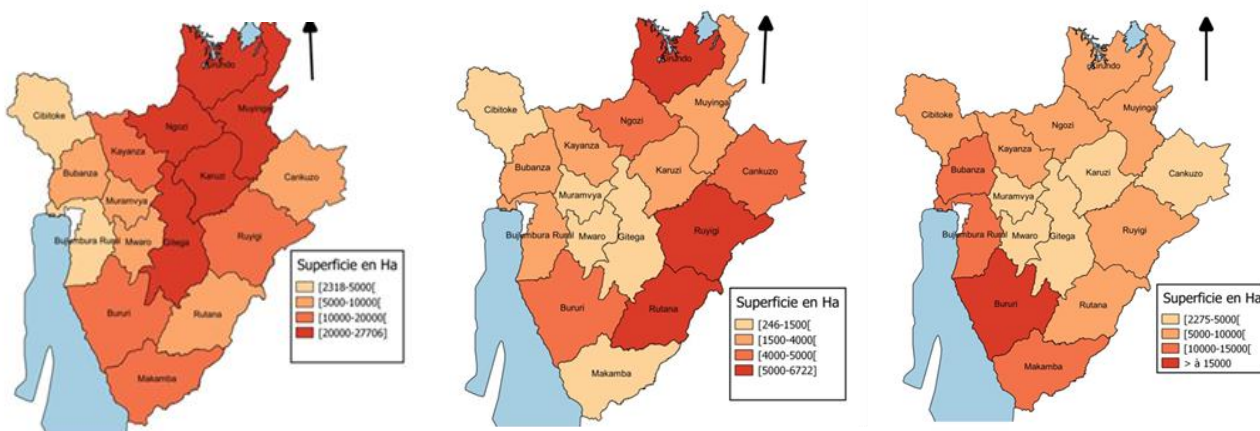
10. Agriculture

10.1. Production agricole

L'enquête EFSa indique que globalement, il n'y a pas eu de changement majeur dans l'accès aux terres cultivables. La superficie agricole aurait légèrement diminué pour les ménages de grande taille (plus de 7 membres) dans certaines zones agro-écologiques³⁸.

Les provinces qui enregistrent de grandes emblavures de légumineuses sont celles de Kirundo, Muyinga, Gitega, et Ngozi. Les céréales sont peu produites au Burundi bien qu'elles soient importantes dans l'alimentation. Les provinces de Ngozi, Ruyigi et Kirundo produisent près de la moitié (48%) de la production totale des céréales. Les tubercules sont adaptés dans diverses zones agro-écologiques du pays, raison pour laquelle ils sont rencontrés dans presque toutes les exploitations des ménages agricoles en dehors des provinces de Muramvya et Mwaro, où ils sont faiblement représentés (ENAB 2015).

Cartes 8 : Superficie de légumineuses (à gauche), céréales (au centre), tubercules et racines (à droite) (ENAB 2015)



Selon l'évaluation des récoltes, la production vivrière globale (en équivalent céréales) de la saison 2016A aurait diminué de 0,3% par rapport à la saison 2015A. Cette diminution serait imputée aux aléas climatiques, à la dégradation progressive de la productivité des terres agricoles, à l'insuffisance des intrants agricoles notamment les semences améliorées (MINAGRIE, 2016)³⁹.

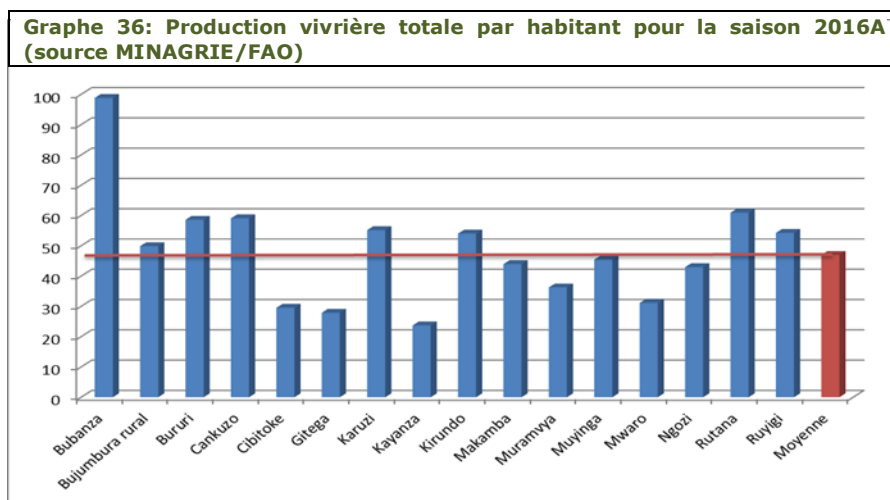
Les pluies abondantes entre octobre 2015 et janvier 2016, ont favorisé la production de maïs semé précocement, notamment à Kirundo et à Ngozi. Par contre, les pluies torrentielles accompagnées par les vents violents et les inondations observées fin décembre 2015 et début janvier 2016 ont endommagé

³⁸ Une diminution est observée dans la Dépression de l'Est Cankuzo/Ruyigi (-22%), le Mugamba (-22%), Bujumbura Crête Congo Nil (-19%) ou encore les plateaux secs de l'Est Buyogoma (-14%). Cependant, ces chiffres restent très estimatifs. Les superficies agricoles sont basées sur des estimations des enquêteurs. Aucune mesure sur terrain n'a été prise.

³⁹ Evaluation des récoltes de la saison 2016A, rapport préliminaire (MINAGRIE/FAO).

la majorité des cultures de marais non récoltées, notamment les légumineuses. Les productions de tubercules ont également été limitées par l'insuffisance des cordes de patate douce, de plançons de pomme de terre, à la persistance de la mosaïque du manioc et à la diffusion encore limitée des boutures résistantes (MINAGRIE, 2016).

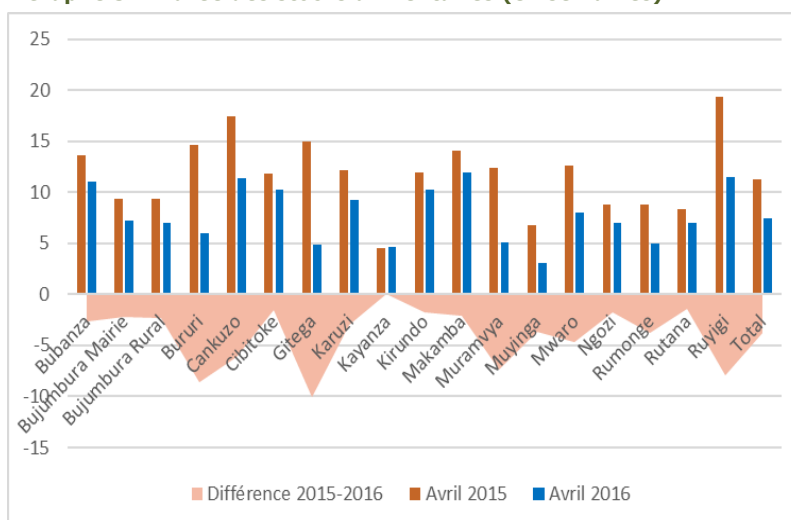
Au niveau provincial, l'évaluation des récoltes estime une production par habitant inférieure à la moyenne pour les provinces de Gitega, Kayanza, Cibitoke, Muramvya et Mwaro. Les provinces de Cankuzo, Muyinga, Gitega, et Kayanza ont enregistré une baisse de production des légumineuses, mais aussi de céréales et de tubercules (MINAGRIE, 2016).



10.2. Stocks alimentaires

Par rapport à la même période l'année dernière (Avril 2015), les ménages enquêtés dans toutes les provinces affirment avoir moins de stocks alimentaires. La durée des stocks alimentaires au mois d'avril est passée en moyenne de 11 à 7 semaines. Les plus fortes diminutions s'observent à Gitega (15 à 5 semaines), Ruyigi (19 à 11 semaines), Bururi (15 à 6 semaines) et Muramvya (12 à 5 semaines). Muyinga enregistre le plus faible stock alimentaire avec 3 semaines en moyenne, suivi par Gitega, Kayanza, Muyinga et Rumonge avec 5 semaines.

Grappe 37: Durée des stocks alimentaires (en semaines)



10.3. Facteurs limitant la production agricole

78% des ménages enquêtés affirment avoir des contraintes pour réaliser leurs activités agricoles. 8% d'entre eux ne se souviennent pas avoir eu des contraintes agricoles pour la saison 2015B. Néanmoins elles sont nombreuses. La principale contrainte est la disponibilité et le manque d'accès aux intrants agricoles (24%) surtout dans les Plateaux Humides Buyenzi (40%) et Kirimiro (29%), les Hautes Altitudes (37-41%) et la Dépression du Nord (32%). Ce manque d'accès est lié aux prix élevés mais également au manque de crédit pour l'achat des intrants (Graphe 38). Corrélée à cela, l'infertilité des sols est la première contrainte pour près d'un quart des ménages agricoles de la Dépression de l'Est (Cankuzo/Ruyigi) et Bujumbura Crête Congo Nil. Cela se comprend eu égard à la carte de la dégradation des sols de juin 2011 qui affecte particulièrement les plateaux secs de l'Est et la Dépression du Nord.

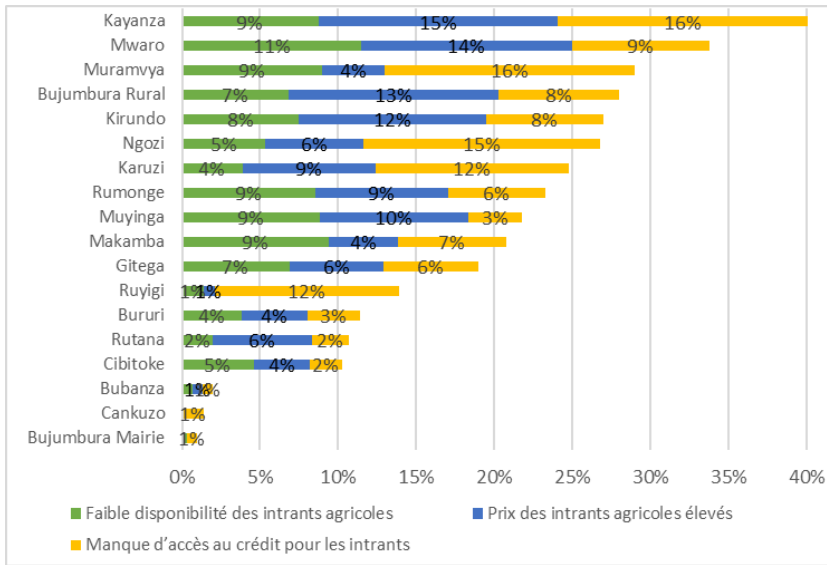
Tableau 12: Principale contrainte agricole pour la saison 2016B selon les ZME

	Manque d'accès aux terres cultivables	Faible superficie agricole	Maladies des plantes et insectes nuisibles	Faible disponibilité et accès aux intrants agricoles	Faible fertilité des sols	Manque de force de travail	Faible accès au service d'assistance technique	Déficit hydrique	Inondations/ Pluies diluviennes	Incendies/ feux de brousses	Insécurité et vols
Dépression Nord	13%	12%	6%	32%	10%	1%	1%	24%	2%	0%	1%
Plateaux humides Buyenzi	21%	1%	12%	40%	8%	0%	1%	10%	6%	0%	1%
Plateaux humides Kirimiro	9%	18%	12%	29%	17%	1%	1%	9%	4%	0%	0%
Plateaux Secs Est Bweru	26%	6%	11%	25%	12%	1%	2%	9%	9%	0%	0%
Plateaux Secs Est Buyogoma	3%	3%	6%	9%	8%	1%	1%	56%	12%	0%	0%
Buragane	7%	21%	28%	18%	7%	6%	0%	11%	0%	0%	0%
Haute Altitude Sud-Bututsi	2%	7%	19%	40%	12%	3%	2%	10%	4%	0%	1%
Dépression Est Cankuzo/Ruyigi	1%	12%	6%	18%	25%	0%	5%	17%	16%	0%	0%
Dépression Est Makamba/Rutana	4%	3%	30%	8%	8%	4%	0%	27%	15%	0%	0%
Imbo Nord	8%	2%	43%	11%	11%	0%	1%	12%	8%	0%	3%
Imbo Sud	30%	7%	23%	24%	9%	1%	1%	3%	2%	0%	1%
Crête Congo Nil	10%	5%	36%	14%	14%	1%	2%	1%	14%	0%	2%
Bujumbura Crête Congo Nil	8%	5%	24%	30%	22%	1%	1%	4%	6%	0%	1%
Haute Altitude Nord-Mugamba	26%	6%	0%	37%	7%	4%	3%	6%	9%	0%	3%
Haute Altitude Centre-Mugamba	7%	25%	2%	41%	12%	5%	0%	6%	3%	0%	0%
Bujumbura Mairie	20%	15%	20%	7%	0%	0%	0%	24%	15%	0%	0%
Mugamba Centre	5%	4%	19%	30%	18%	3%	0%	6%	15%	0%	0%
High level IDPs	9%	15%	16%	21%	12%	4%	0%	18%	5%	0%	1%
Total	12%	9%	17%	24%	12%	2%	1%	14%	8%	0%	1%

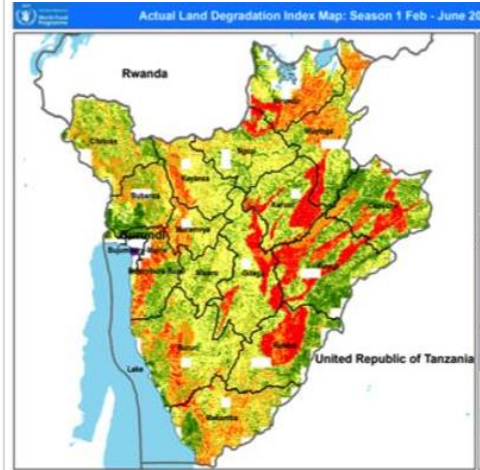
Les maladies des plantes et insectes nuisibles contraignent 43% des ménages de l'Imbo nord mais également la Crête Congo Nil. Des chenilles polyphages ont également ravagés les cultures de haricot dans les Plateaux Secs de l'Est-Buyogoma⁴⁰. Mais dans ces plateaux, la principale contrainte reste le déficit hydrique pour 56% des ménages. Les inondations ou pluies diluviennes ne sont finalement une contrainte principale que pour 8% des ménages enquêtés.

⁴⁰ D'après les informations issues de l'atelier sur la sécurité alimentaire -IPC- organisé par le MINAGRIE à Gitage du 4 au 6 mai 2016

Grappe 38: Taux de ménages ayant pour principale contrainte la disponibilité et accès des intrants agricoles



Carte 9: Carte de la dégradation des sols – PAM 2011
vert: faible dégradation; rouge: très forte dégradation



10.4 Main d'œuvre agricole

Sur en moyenne deux membres du ménage ayant une activité comme source de revenu, un membre travaille comme ouvrier agricole (main d'œuvre) sauf à Bubanza et à Bujumbura Mairie où cette moyenne est inférieure. Le salaire agricole journalier moyen est de 1740 BIF.

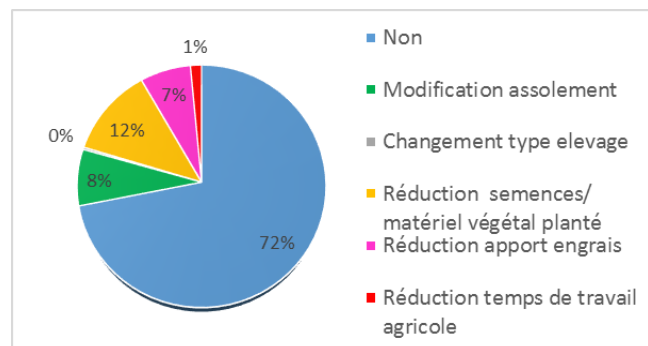
Salaire agricole journalier (BIF)			
Rumonge	2673	Gitega	1603
Bururi	2585	Muyinga	1590
Bujumbura Mairie	2319	Rutana	1492
Mwaro	2146	Cankuzo	1430
Cibitoke	2096	Ngozi	1400
Makamba	1956	Ruyigi	1247
Bubanza	1756	Kayanza	1172
Muramvya	1723	Kirundo	1121
Bujumbura Rural	1677	Karuzi	1103

10.5 Stratégies d'adaptation agricole

Suite aux différents chocs, contraintes agricoles et tensions socio-politiques, un quart des ménages agricoles ont modifié leurs pratiques agricoles par rapport à avril 2015. Cela concerne plus d'un ménage sur deux à Cankuzo (51%), Gitega (54%), Mwaro (66%) et Muramvya (67%).

12% des ménages ont réduit la quantité de semences ou matériel végétal planté. Cela atteint 33% des ménages à Cankuzo et Mwaro. A Muramvya, Gitega, Mwaro, plus de 20% des ménages ont réduit leur apport d'engrais. A Bujumbura rural, 23% des ménages ont modifié leur assolement. Ces changements de pratiques agricoles ont eu un impact considérable sur la production agricole dans ces provinces, ce qui corrobore avec les résultats de l'évaluation des récoltes.

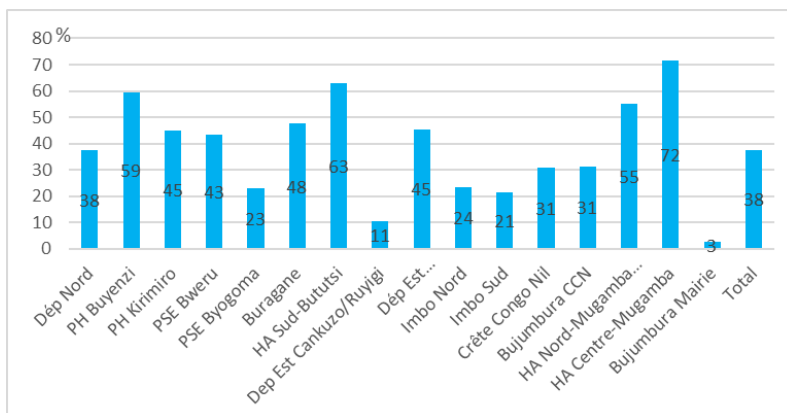
Grappe 39: Changements dans les pratiques agricoles



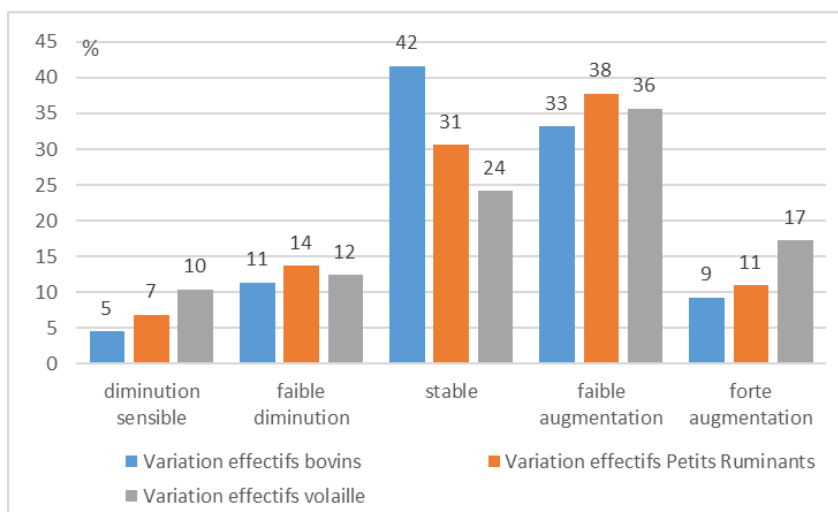
11. Elevage

L'élevage se pratique surtout dans les Hautes altitudes-Mugamba et dans les Plateaux humides Buyenzi (plus de 50% des ménages). Finalement, peu de ménages pratiquant l'élevage ont été enquêtés dans la Dépression de l'Est Cankuzo/Ruyigi (11%) et dans les Plateaux Secs de l'Est-Buyogoma (23%) alors que ces zones sont connues pour cette activité.

Graphe 40: Taux de pratique de l'élevage



Graphe 41: Variation du nombre d'animaux entre avril 2015/2016



Le nombre de bovins, petits ruminants et volaille aurait augmenté depuis avril 2015 pour 50% des éleveurs. Dans la Dépression du Nord, 60% des éleveurs ont eu une augmentation de leur cheptel bovin.

Cependant, 30% des éleveurs des Plateaux secs de l'Est-Buyogoma et de la Dépression de l'Est-Makamba/Rutana accusent une forte diminution de leur nombre de bovins. Le nombre de petits ruminants a aussi fortement diminué pour 75% des éleveurs de

Bujumbura Mairie et 35% du Buragane.

11.1. Contraintes pour la pratique de l'élevage

Sur un total de 1412 ménages pratiquant l'élevage, la moitié disent avoir rencontré des contraintes pour réaliser leur activité. Ils sont plus nombreux dans la Dépression de l'Est Makamba/Rutana (75,6%) et dans les Plateaux Humides (64%).

Pour 20% des éleveurs, la principale contrainte est liée à la santé des animaux et ce principalement dans la Dépression de l'Est Makamba/Rutana (36,1%) et dans les Plateaux Humides (33%). La deuxième contrainte principale est le manque de nourriture et d'accès aux pâturages essentiellement pour les éleveurs des Plateaux Secs de l'Est-Bweru (28,7%) et de la Dépression de l'Est Cankuzo/Ruyigi (25,9%). Environ 30% des éleveurs de la Dépression du Nord mentionnent prioritairement le manque d'accès aux marchés d'élevage.

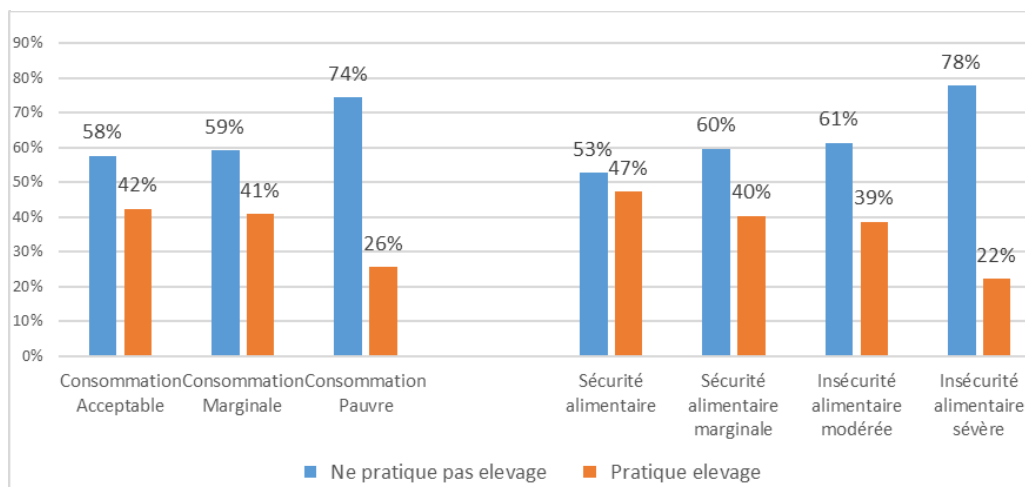
Tableau 13: Principale contrainte pour la pratique de l'élevage - Avril 2016

	Aucune contrainte	Vols animaux	Maladie et tiques	Manque de nourriture/ accès aux pâturages	Manque eau	Manque de services vétérinaires /appui technique	Manque accès au marché d'élevage	Insécurité	Travail non rentable
Dépression Nord	54,2%	1,0%	4,5%	5,0%	1,0%	4,5%	28,9%	0,5%	0,5%
Plateaux humides Buyenzi	35,1%	1,7%	33,0%	26,4%	0,0%	1,5%	1,2%	0,0%	1,0%
Plateaux humides Kirimiro	37,7%	2,2%	33,3%	19,0%	0,0%	3,0%	0,0%	0,0%	4,8%
Plateaux Secs Est Bweru	46,1%	0,3%	12,6%	28,7%	0,0%	2,5%	1,3%	0,0%	8,5%
Plateaux Secs Est Byogoma	64,7%	0,5%	16,2%	10,9%	0,0%	3,9%	2,1%	0,0%	1,8%
Buragane	50,1%	4,1%	24,1%	10,9%	0,0%	4,0%	4,7%	0,0%	2,2%
Haute Altitude Sud-Bututsi	55,7%	6,4%	17,7%	11,9%	0,0%	3,4%	2,4%	0,5%	2,0%
Dépression Est Cankuzo/Ruyigi	56,5%	0,0%	9,4%	25,9%	0,0%	0,0%	8,1%	0,0%	0,0%
Dépression Est Makamba/Rutana	24,4%	9,5%	36,1%	18,2%	1,0%	6,3%	0,4%	0,4%	3,8%
Imbo Nord	71,3%	0,9%	18,5%	5,2%	0,0%	3,9%	0,0%	0,0%	0,3%
Imbo Sud	42,6%	4,8%	25,4%	13,4%	0,0%	4,6%	1,6%	0,3%	7,3%
Crête Congo Nil	46,7%	1,1%	27,5%	17,1%	0,5%	4,1%	0,2%	0,0%	2,8%
Bujumbura Crête Congo Nil	42,1%	3,1%	28,9%	15,1%	0,0%	5,0%	3,8%	0,0%	1,9%
Haute Altitude Nord-Mugamba	31,1%	4,1%	38,2%	16,4%	0,0%	10,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Haute Altitude Centre-Mugamba	44,8%	0,7%	26,4%	21,3%	0,0%	3,5%	0,0%	0,0%	3,4%
Bujumbura Mairie	98,1%	0,0%	0,9%	0,3%	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	49,3%	1,9%	21,8%	16,8%	0,1%	3,3%	3,6%	0,1%	3,1%

11.2. Elevage, consommation alimentaire, insécurité alimentaire

La pratique de l'élevage influence significativement la consommation alimentaire et l'insécurité alimentaire des ménages (console CARI)⁴¹. On constate que près de 3/4 des ménages avec une consommation alimentaire pauvre et 3/4 des ménages en insécurité alimentaire sévère ne pratiquent pas l'élevage. L'élevage favorise donc une meilleure consommation alimentaire et la probabilité d'être en sécurité alimentaire. Cependant, les animaux, petits et gros ruminants, sont avant tout une épargne sur pied. Celle-ci est mobilisée pour l'obtention d'argent cash qui contribue à l'achat d'aliments ou répond à d'autres besoins non alimentaires (santé, éducation, réparation maison). La possession d'animaux d'élevage ne garantit pas automatiquement la consommation de viande ou produits d'élevage par les ménages.

Graph 42: Pratique de l'élevage, consommation et sécurité alimentaire des ménages



⁴¹ T-tests 'Score de consommation alimentaire x pratique élevage' et 'SCA x CARI' significatifs ($p < 0,001$).

12. Tendance de la malnutrition aigüe globale et santé

12.1. Malnutrition aigüe globale

Sur les 3244 enfants de 6 à 59 mois dont le périmètre brachial a été mesuré à travers les 18 provinces où les enquêtes se sont déroulées, 34 ont été dépistés avec une malnutrition aigüe sévère (MUAC inférieur à 115 mm) et 166 ont été dépistés avec une malnutrition aigüe modérée (MUAC entre 115 et 125 mm). En termes de pourcentage, ces résultats représentent une prévalence de malnutrition aigüe globale de 6% au niveau des 18 provinces enquêtées. Les cas sévères et modérés représentent respectivement 1% et 5%. En 2014, l'enquête SMART-CFSVA avait recensé 5,4% de malnutrition aigüe globale. Les provinces les plus affectées sont Cankuzo et Muyinga où proportionnellement à la taille de l'échantillon le plus grand nombre d'enfants malnutris a été trouvé. A Cankuzo, sur 150 enfants mesurés, 5 ont été dépistés avec une SAM et 20 avec une MAM. Pour Muyinga, sur les 174 enfants mesurés, 6 ont été dépistés avec une SAM et 19 avec une MAM.

Tableau 14: Cas de malnutrition aigüe sévère et modérée détectés chez les enfants de moins de 5 ans

	SAM	MAM	NORMAL	Total
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
Bubanza	3	16	184	204
Bujumbura Mairie	0	2	207	210
Bujumbura Rural	6	6	193	205
Bururi	1	8	155	164
Cankuzo	5	20	125	150
Cibitoke	2	10	220	232
Gitega	0	6	93	99
Karusi	0	6	99	105
Kayanza	0	6	100	105
Kirundo	6	13	202	221
Makamba	1	10	306	318
Muramvya	1	2	92	95
Muyinga	6	19	149	174
Mwaro	0	4	106	111
Ngozi	0	8	82	90
Rumonge	0	11	388	400
Rutana	1	18	214	233
Ruyigi	0	1	127	128
Total	34	166	3045	3244

Au total, 6 cas d'œdème ont été dépistés sur un total de 3244 enfants de 6 à 59 mois enquêtés dans les 18 provinces. Les provinces où les cas d'œdèmes ont été retrouvés sont Bujumbura Rural (2 cas), Cibitoke (1 cas), Kirundo (2 cas) et Rutana (1 cas).

Du fait de la non représentativité de l'échantillon à l'échelle de la province, les données sur la nutrition sont seulement indicatives. Elles ne permettent pas de fournir des informations sur la prévalence de la malnutrition aigüe au niveau provincial.

Il est à noter que les provinces de Cankuzo et de Muyinga qui ont plus de cas d'enfants malnutris font également partie des zones agro-écologiques où on enregistre les taux les plus élevés de ménages en

insécurité alimentaire sévère. L'enquête a montré que 21.4% des ménages de Cankuzo ont une insécurité alimentaire sévère.

Une enquête plus approfondie devrait être conduite à Cankuzo et Muyinga pour mieux apprécier la situation nutritionnelle. De même une intervention sous forme d'alimentation de compléments devrait être initiée pour parer à une détérioration de la situation.

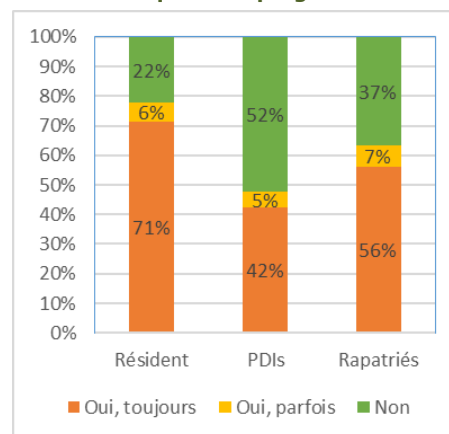
12.2. Santé

L'épidémie de malaria annoncée par la Croix-Rouge Burundaise est confirmée par cette enquête. En effet, un ménage enquêté sur deux affirme qu'un de ses membres a été affecté par la malaria au cours des 2 semaines précédant l'enquête⁴². De plus, 22% des enfants n'ont pas dormi sous moustiquaire au cours des 6 derniers mois (contre 71% toujours et 6% parfois). Et cela devient le cas dans un ménage sur trois (33%) à Ngozi, Kirundo, Muyinga et Cankuzo mais pratiquement plus à Bujumbura Mairie et Makamba (5%). Ce sont surtout les ménages déplacés qui n'utilisent pas de moustiquaire (52%) pour des raisons économiques, de déplacement ou par oubli.

Plus de 90% des enfants de moins de 5 ans sont en ordre pour les vaccinations. Ceux qui ne le sont pas, c'est principalement par oubli (18%) ou pour raison de déplacement (1%) notamment à Muramvya, Makamba et Ruyigi.

Près d'un enfant sur deux (44%) a eu des problèmes de diarrhée au cours des 6 derniers mois, surtout dans les provinces localisées dans la ceinture de choléra : Bubanza (64%), Cibitoke (56%) et Rumonge (58%). Dans les 2/3 des cas, les enfants reçoivent une boisson avec du sel de réhydratation oral (SRO), dans 15% des cas, ils reçoivent une boisson à base d'eau. Mais pour les 3 provinces les plus touchées, 10 à 19% des enfants souffrant de diarrhée n'ont rien reçu, comme pour 40% des cas de Kirundo.

Graphe 43: Enfant ayant dormi sous une moustiquaire imprégnée



⁴² C'est-à-dire de fin mars à début avril

13. Eau et assainissement

13.1. Approvisionnement en eau potable

Le rôle critique de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) pour assurer une nutrition adéquate est reconnu depuis longtemps. L'eau affecte directement la nutrition et la santé à travers les maladies diarrhéiques, les infections aux nématodes et les dysfonctions entériques environnementales (DEE) (IFPRI, 2016)⁴³.

La majorité des ménages utilisent de l'eau du réseau d'adduction (37%) ou de forages et sources aménagées (47%). 10% s'approvisionnent à des puits non protégés, 3% dans un cours d'eau et 3% dans une mare ou un lac.

On observe qu'il y a plus de ménages avec une consommation alimentaire pauvre qui utilisent des sources d'eau non améliorées (13%) que de ménages avec une consommation alimentaire limite ou acceptable (18-20%)⁴⁴.

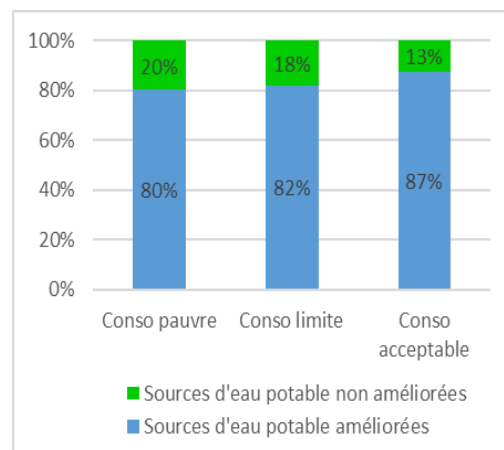
Les principaux problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable cités par les ménages sont la destruction des points d'eau (7%) notamment à Kayanza (cité par 23% des ménages) mais également des problèmes de menaces verbales ou agression physique relevés par 20% des ménages de Cibitoke et Cankuzo et 15% des ménages de Makamba.

13.2. Utilisation des latrines améliorées

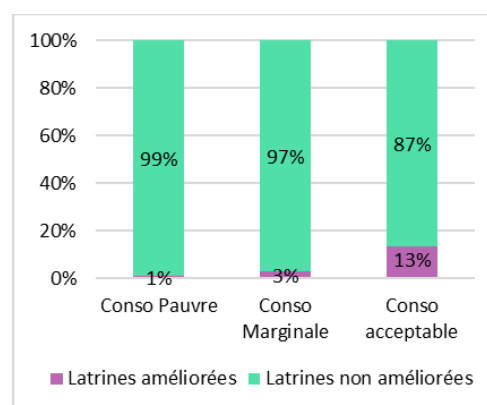
92% de l'échantillon n'utilisent pas de latrines améliorées. L'utilisation de latrines améliorées est négligeable chez les ménages avec une consommation alimentaire pauvre (1%).

Au vu de ces résultats, on comprend que les ménages se trouvant dans des zones rurales moins accessibles ou développées, sans accès au réseau d'adduction en eau, à des latrines améliorées ou encore à du charbon de bois, ont plus de chance d'avoir une mauvaise consommation alimentaire.

Graphe 44: Sources d'approvisionnement en eau potable selon la consommation alimentaire



Graphe 45: Type de latrines utilisées selon la consommation alimentaire



⁴³ Global Food policy report, IFPRI, 2016.

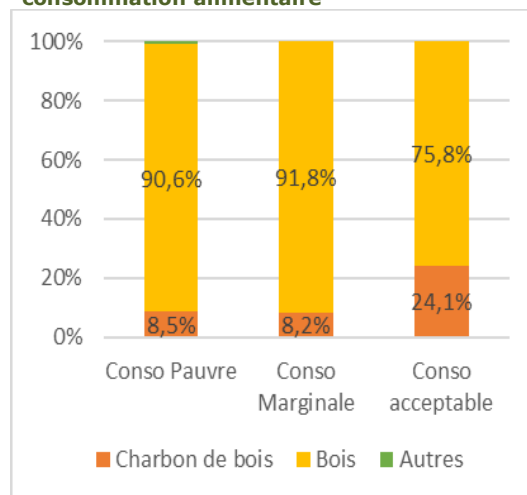
⁴⁴ T-tests (SCA x sources d'eau) et (SCA x types de combustibles) significatifs, $p < 0,001$.

14. Accès aux combustibles

Les deux sources de combustibles utilisées sont le bois (84%) et le charbon de bois (16%). L'utilisation du gaz ou de l'électricité est plus que dérisoire (<1%). 91% des ménages avec une consommation alimentaire pauvre utilisent le bois contre 76% pour les ménages avec une consommation alimentaire acceptable, qui utilisent davantage le charbon de bois. 1% des ménages à consommation pauvre utilisent également les feuilles ou la paille comme sources de combustible.

Les principaux problèmes cités par les ménages à propos de l'accès aux combustibles aux cours des 30 sont la pénurie de bois ou de charbon de bois, surtout à Muyinga (21%), Cibitoke (19%), Rutana (14%) mais également des problèmes de menaces verbales ou agressions physiques à Makamba (33%), Rumonge (21%), Rutana (14%) et Muramvya (11%).

Graphe 46: Types de combustibles selon la consommation alimentaire



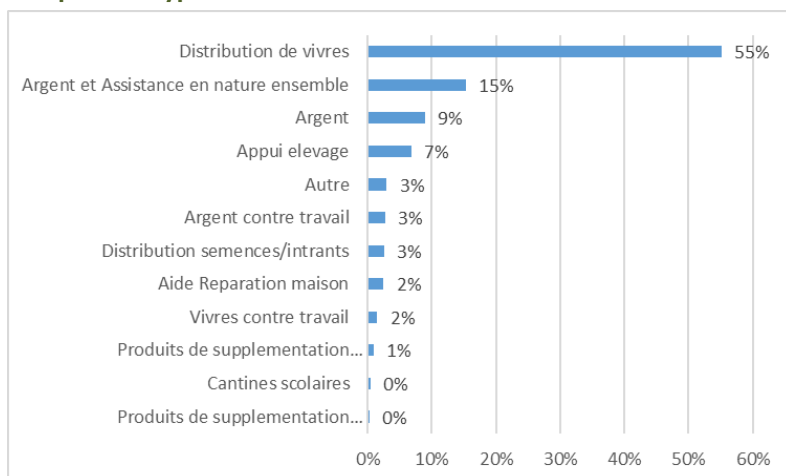
15. Assistance alimentaire

128 ménages enquêtés (4%) répartis dans toutes les provinces ont reçu une assistance au cours des 3 derniers mois. Pour 21 d'entre eux, il s'agissait d'une assistance du PAM soit sous forme de supplémentation nutritionnelle pour les enfants de moins de 5 ans (35.5%), soit par les cantines scolaires (34.5%) ou encore par une distribution de vivres (30%).

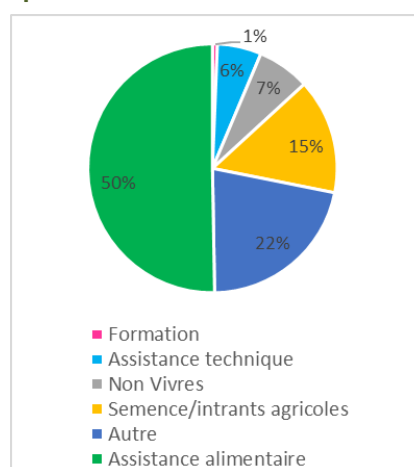
La majorité des ménages ayant reçu une assistance se trouve actuellement en insécurité alimentaire modérée (55 cas) ou en sécurité alimentaire marginale (45 cas).

La majorité des ménages qui veulent une assistance du PAM, la souhaiterait sous la forme de distribution générale de vivres (55%) voire une assistance combinée de vivres et d'argent (15%). Dans le cas d'une assistance apportée par un autre partenaire, la moitié des ménages souhaite toutefois une assistance de type alimentaire (50%) et ensuite un appui au niveau des intrants agricoles (15%).

Graphe 48: Type d'assistance du PAM souhaitée



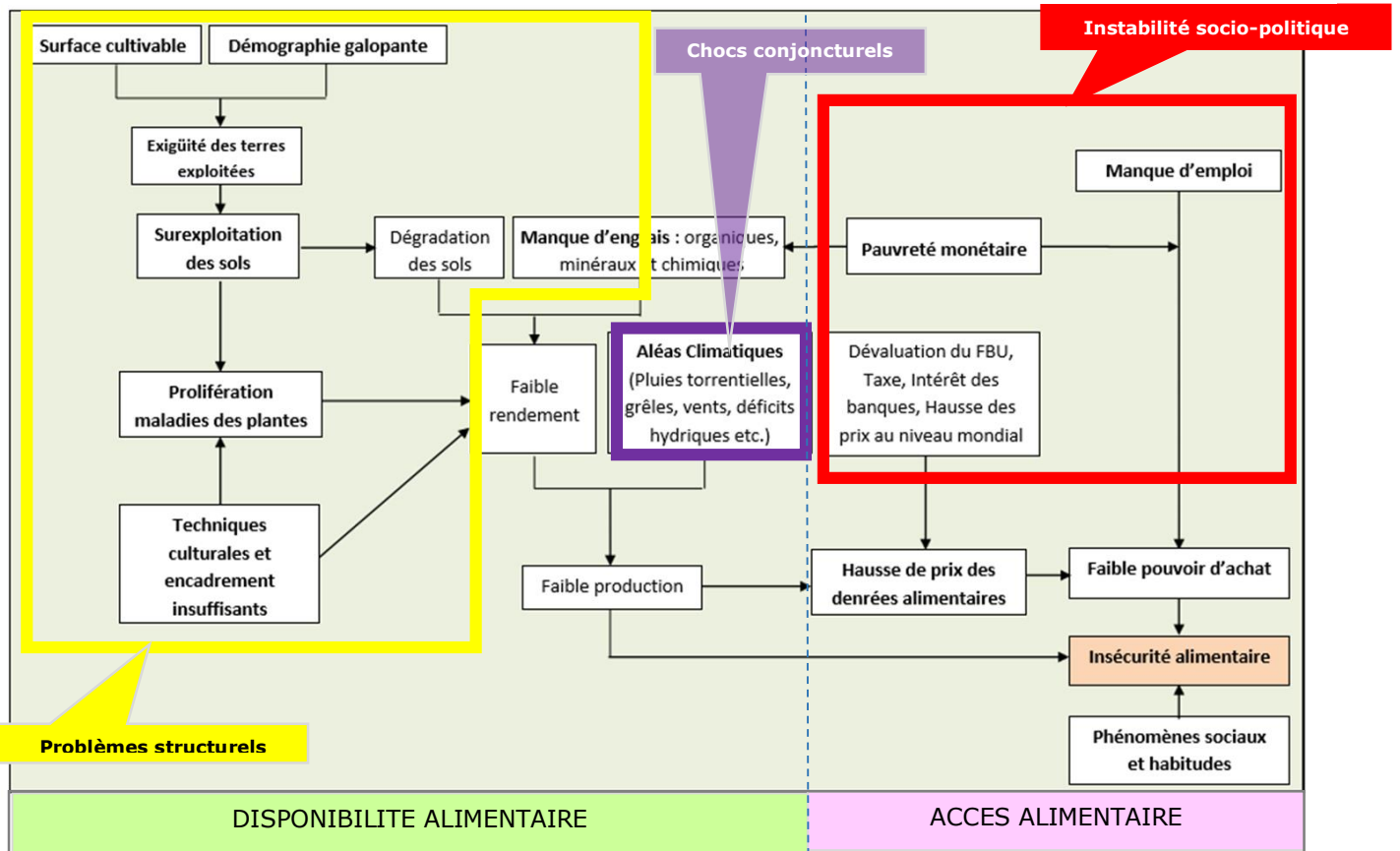
Graphe 47: Type d'assistance des partenaires souhaitée



VI. La crise socio-politique affecte-t-elle la sécurité alimentaire des ménages ?

La situation de sécurité alimentaire au Burundi est très complexe. Penser que l'instabilité socio-politique est la principale raison et moteur de l'insécurité alimentaire est inexact. Les causes directes et sous-jacentes de l'insécurité alimentaire sont nombreuses et parfois présentes depuis des années. Il se doit de distinguer les problèmes d'ordre structurels des conjoncturels. Le diagramme causal de l'insécurité alimentaire au Burundi ci-dessous permet d'éclaircir la compréhension du sujet⁴⁵.

Graphe 49: Arbre causal de l'insécurité alimentaire au Burundi



La pression démographique sur une superficie agricole de plus en plus réduite est à la base des problèmes structurels de production agricole. Depuis des années, la fertilité des sols se dégrade et le manque d'utilisation des fertilisants organiques ou chimiques ne permet pas de ralentir cet impact.

Parallèlement, la diffusion de semences améliorées, abordables pour les paysans, et l'accompagnement technique pour des pratiques culturales non érosives et productives ne sont que trop fortement limitées. Ces contraintes structurelles sont responsables d'une productivité agricole globalement déficitaire et fragile. Ces problèmes agricoles structurels sont par ailleurs exacerbés par les chocs tels que les aléas climatiques (déficit hydrique, inondations) et/ou la prolifération des maladies.

⁴⁵ Ce diagramme causal a été élaboré dans le cadre de l'étude de référence CFSVA 2014

Cependant, il ne faut pas chercher uniquement dans la production agricole une réponse à cette crise alimentaire. En effet, l'autoproduction n'est plus la principale source d'alimentation des ménages. A l'heure actuelle, près de 60% des ménages achètent les principales denrées alimentaires sur les marchés. Ce taux a augmenté de plus de 15% par rapport au CFSVA 2014. Faut-il le considérer comme une cause ou une conséquence de cette crise alimentaire ? Quoiqu'il en soit, l'accès économique à l'alimentation devient dès lors une contrainte majeure.

L'analyse économique montre que la plupart des ménages ruraux tire leur principale voire parfois unique source de revenu de l'agriculture soit par la vente directe de leur production soit par le travail journalier agricole. La production agricole, avec ses contraintes structurelles et conjoncturelles précédemment évoquées, et son aspect saisonnier influence donc le revenu monétaire des ménages.

Parallèlement, la crise socio-politique actuelle a un impact sur les aspects macro-économiques du pays notamment sur la dévaluation de la monnaie, l'augmentation des taxes ainsi que la limitation des échanges transfrontaliers avec pour conséquences indirectes la diminution des importations mais également une augmentation du chômage économique. Le sentiment d'insécurité généralisé limite les mouvements migratoires économiques à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ou pousse à l'extrême les ménages à fuir.

L'augmentation des prix des denrées sur les marchés (+34% pour le haricot) et la réduction des opportunités économiques ne font qu'exacerber la diminution du pouvoir d'achat des ménages et par conséquent leur accès à une alimentation suffisante et variée.

Mais plus intrinsèquement, et au-delà des nombreux cas de déplacements, la fragilité des ménages réside avant tout dans leur faible capacité de résilience. Les problèmes structurels corrélés aux chocs à répétition ont progressivement dégradé les moyens d'existences de la population essentiellement rurale. On observe en effet que plus de 50% de la population a adopté des mécanismes de survie au cours des six derniers mois dont plus de 10% sont des mécanismes d'urgence souvent irréversibles.

La situation nutritionnelle alarmante doit donc se justifier non pas par l'une ou l'autre cause spécifique mais plutôt par un ensemble complexe de causes à la fois structurelles et conjoncturelles. La difficulté réside à présent dans la formulation de programme d'interventions pluridisciplinaires et intégrées qui répondent aussi bien aux causes directes et sous-jacentes et adapté dans le temps.

VII. CONCLUSIONS

Depuis plus d'une année, le Burundi fait face à une crise socio-politique dont les conséquences sur la population sont difficilement estimables. La présente étude avait pour objectif d'étudier l'évolution des indicateurs de sécurité alimentaire & nutrition depuis l'étude de référence de février 2014 (CFSVA) et de déterminer les causes principales et sous-jacentes de l'insécurité alimentaire.

La précédente étude EFSA réalisée en octobre 2015 dans six provinces du pays potentiellement plus affectées par la crise avait mis en exergue qu'au-delà de plausibles conséquences sur les productions agricoles, la dégradation continue des moyens d'existence, sur les ressources humaines, sur l'activité économique et sur les échanges entre la capitale et les zones rurales, pourrait rapidement conduire à une détérioration de la sécurité alimentaire notamment pour l'ensemble des ménages déjà en insécurité alimentaire.

Plus de six mois plus tard, les résultats montrent effectivement une dégradation de l'insécurité alimentaire.

- Presque un ménage sur deux est en insécurité alimentaire, dont 40,1% en insécurité alimentaire modérée et 5,9% en insécurité alimentaire sévère, soit une augmentation importante de 11% par rapport à février 2014 (CFSVA) et dont 7% modérée et 4% sévère⁴⁶.
- Au total, cela équivaut à environ **4.600 000** personnes en insécurité alimentaire dont 590.000 en insécurité alimentaire sévère. Bien que le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère n'évolue pas tellement depuis février 2014, il y a une augmentation de 2.000.000 de personnes en insécurité alimentaire modérée depuis 2014 et près de 4.000.000 depuis octobre 2015.
- En moyenne 47,6% des ménages en milieu rural sont en insécurité alimentaire contre 10% à Bujumbura mairie. Les taux les plus élevés sont observés dans la province de Gitega (60.4%), Mwaro (61.5%), Muyinga (53.7%), Rutana (53.4%), Kirundo (53%) et Kayanza (51.7%). Mais la proportion la plus importante d'insécurité alimentaire **sevère** se trouve à **Cankuzo (21.4%)** et **Kirundo (14%)**
- Par rapport à octobre 2015, on observe une sérieuse augmentation de l'insécurité alimentaire à Cankuzo (+47%), Mwaro (+26), Makamba (+17%) et Muyinga (+16%).

L'analyse des tendances de l'insécurité alimentaire désagrégée au niveau des zones agro-écologiques/Zones de moyens d'existence montre que les zones agricoles autour de la capitale notamment *Crête Congo Nil Bujumbura* et *Hautes Altitudes Mugamba* centre, enregistrent également un niveau d'insécurité alimentaire (52%) bien supérieur à la moyenne nationale. Comme déjà identifié par l'EFSA de novembre 2015, cela se justifie par l'impact direct et indirect de l'instabilité socio-politique dans la capitale et dans certaines communes limitrophes de Bujumbura rural. Les épisodes d'insécurité/violence et l'augmentation des prix des denrées de première nécessité justifieraient l'haute proportion de ménages en insécurité alimentaire.

⁴⁶ Comparaison faite sur la base de 2 indicateurs sur 3 de la console CARI cfr section « Tendance de la sécurité alimentaire » page 14.

Une augmentation considérable de l'insécurité alimentaire (entre +20% et +30%) depuis février 2014 est toutefois observée dans les zones agro-écologiques et de moyens d'existence plus fréquemment exposées à l'insécurité alimentaire chronique telles que *Plateaux humides Kirimiro* (62%), *Plateaux secs de l'est – zone Bweru* et zone *Buyogoma* (55%), *Dépression du Nord* (53%) et *Dépression de l'est Makamba et Rutana* (52%). La plupart de ces zones, notamment la *Dépression de l'est Makamba et Rutana*, *Buyogoma* et *Bweru* enregistrent également la plus haute concentration de déplacés et retournés.

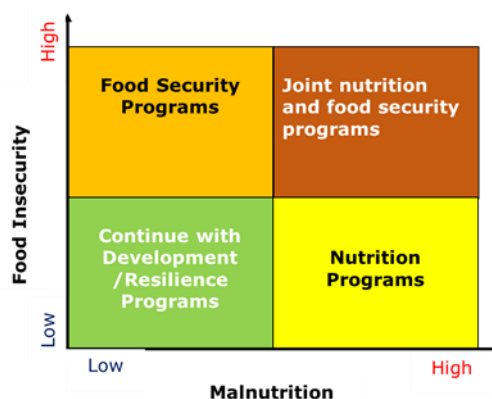
La prévalence de malnutrition aigüe globale (MAG) est de 6% dont 1% de malnutrition aigüe sévère et 5% de malnutrition modérée. Les provinces les plus affectées sont Cankuzo, Muyinga et Kirundo, font également partie des zone agro – écologiques où on enregistre les taux le plus élevés de ménages en insécurité alimentaire sévère.

VIII. RECOMMANDATIONS GENERALES

La problématique de l'insécurité alimentaire au Burundi est complexe car basée sur la superposition des problèmes structurels, de chocs naturels conjoncturels et des nouvelles urgences dues à la crise socio-économique en cours. Une approche système, multisectorielle et multi-acteurs est donc nécessaire pour réduire sensiblement et durablement l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le pays. Les recommandations pourraient être nombreuses et variées. Mais le Burundi, conscient de l'importance d'une approche multisectorielle, s'est doté de documents stratégiques tels que la Stratégie Nationale Multisectorielle de lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition, la Stratégie Nationale Agricole, le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ou encore le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) actuellement en cours de révision, la Stratégie nationale sur la fortification locale des aliments, la politique sanitaire, etc., qui proposent déjà un certain nombre d'interventions visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, augmenter les revenus des ménages, procurer des devises, fournir la matière pour le secteur industriel et créer des emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture.

Cependant, **la crise socio-politique qu'a connue le pays depuis avril 2015 a aggravé une situation de sécurité alimentaire déjà fragile.** Il est plus que nécessaire que l'ensemble des partenaires humanitaires et de développement renforcent leurs liens de collaboration pour contribuer au renforcement et restaurer des moyens d'existence des ménages qui se sont engagés dans des stratégies de crise ou d'urgence (telles que consommer les semences de la prochaine saison agricole, vendre les récoltes sur pied, vendre les biens productifs, vendre des terres, etc.). L'adoption de telles stratégies est très difficilement réversible et hypothèque fortement la productivité future des ménages.

Graph 50 : Diagramme d'intervention selon l'insécurité alimentaire et la malnutrition



Les interventions proposées ici sont à la fois guidées par les taux d'insécurité alimentaire et les taux de malnutrition comme le présente le diagramme ci-contre.

Les recommandations sont les suivantes :

- Assister les couches des populations les plus vulnérables (selon le profil déterminé par cette étude) des zones géographiques les plus affectées par la combinaison de la crise socio-économique et les désastres naturels (Mwaro, Muyinga, Gitega, Cankuzo et Kirundo) par des appuis ponctuels en alimentation, intrants agricoles pour les cultures de courte durée et/ou en transferts monétaires ;
- **Promouvoir la diversification des moyens d'existence et des sources de revenus des ménages vulnérables**, spécialement dans les zones où la densité de population est élevée et où les moyens d'existence sont essentiellement basés sur les activités agricoles.
- Développer des **programmes intégrés et intégrateurs qui renforceraient la résilience des communautés et des ménages pauvres face aux chocs**, avec un accent particulier sur les provinces de Gitega, Kirundo, Karusi, Kayanza, Muyinga et Ngozi ;
- Explorer l'opportunité d'intégrer sur le long terme les **activités de résilience** (*Food For Asset*) qui ont pour vocation de développer les biens communautaires **dans les différentes politiques de développement** des infrastructures ;
- Continuer de mesurer l'impact du contexte socio-politique sur la situation de sécurité alimentaire ;
- Promouvoir des initiatives et programmes consistant à renforcer la résilience et la viabilité commerciale des petits producteurs agricoles, spécialement les femmes et les jeunes, pour leurs permettre de jouer pleinement leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi ;
- Evaluer les pertes post-récolte et identifier à quels niveaux de la chaîne alimentaire ces pertes interviennent le plus, puis formuler des stratégies concrètes et simples pour réduire sensiblement les pertes post-récolte ;
- Renforcer ou étendre les programmes de protection sociale des ménages les plus pauvres et vulnérables, y compris les filets sociaux, afin de leurs permettre de faire face aux chocs tout en facilitant des opportunités d'investissement à long terme ;

IX. RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

Au-delà de ces programmes, quelques propositions plus spécifiques sont émises ici promouvant la diversification des sources de revenus, la production et l'accès à des aliments riches en micronutriments mais également des interventions en faveur d'un changement des habitudes alimentaires.

- **La fortification et vulgarisation des aliments fortifiés ou compléments nutritionnels.**

Farine de maïs, farine de manioc et sucre fortifiés : Basé sur une étude de faisabilité, le PAM s'est lancé dans la fortification de farine de maïs qui est distribuée dans le cadre de ses activités. Au vu des résultats positifs, ce projet devrait s'agrandir afin de développer une production et une commercialisation au niveau national. L'étude du PAM recommandait également la fortification de farine

de manioc mais qui jusqu'à présent n'a pas encore fait l'objet d'un projet pilote. Le sucre étant également un consommable important notamment dans les centres urbains, la fortification du sucre pourrait également être envisagée. Des études réalisées en Tanzanie montrent des résultats intéressants⁴⁷.

Par ailleurs, une production locale de **biscuits fortifiés** à partir des farines décrites ci-haut ou à partir de pâte d'arachide serait également à étudier. Ceci permettrait également de diversifier les sources de revenus des ménages en promouvant la culture d'arachide dans les zones plus arides (Mosso, Bugesera).

Le **Moringa olifeira** est un arbre, peu connu, et pourtant très répandu au Burundi. Sa croissance est très rapide et il demande très peu d'entretien. Scientifiquement avéré, les feuilles de Moringa ont un important potentiel nutritionnel avec des teneurs très élevée en Vitamine A, C, calcium, potassium, Fer et en oligo-éléments. Sa consommation régulière pourrait considérablement améliorer le statut nutritionnel des enfants mais également des femmes enceintes et allaitantes.

Conditionné sous forme de poudre de feuilles séchées et broyées, le Moringa peut être facilement utilisé par les ménages comme condiments dans les sauces ou boissons ou en compléments sous forme de gélule. Au Burundi, quelques très petites entreprises privées produisent des produits dérivés du Moringa (huiles, crèmes, savons...). Par contre, plusieurs projets de ce type ont vu le jour dans d'autres pays africain⁴⁸.

Dans le même style, l'armoise (*Artemisia vulgaris*) qui a des vertus préventives et curatives de la malaria a déjà fait l'objet de nombreuses études. Bien qu'il existe de quelques petites initiatives locales, aucune production à grande échelle n'a jusqu'à présent vu le jour⁴⁹.

La culture de **champignons** se pratique déjà de façon sporadique dans les zones les plus humides du Burundi. Le développement de cette filière contribuerait à la diversification des sources de revenus des ménages d'une part, et offrirait un nouveau produit, de type complément alimentaire, pour lutter contre la malnutrition. Si les conditions de température, d'humidité et d'ombre sont réunies, certaines souches (grandes pleurotes) sont très prolifiques et productives sur un espace relativement petit (1-2m²). La consommation de champignons frais n'étant pas très répandue, le conditionnement sous forme de poudre de champignons séchés pourrait être utilisé comme complément alimentaire dans les sauces, soupes ou autre préparation culinaire. Des projets similaires ont déjà vu le jour dans la région.

La vente de **produits horticoles** est une activité menée principalement par les femmes. Du fait de leur saisonnalité, de la faible demande, et sans possibilité de transformation, les pertes de produits horticoles sont élevées. La création de petites unités de transformation des produits horticoles (concentré de tomates, confitures, fruits séchés, huile de moringa...) répondrait aux problèmes de perte des produits horticoles et permettrait aux femmes d'avoir une source de revenu complémentaire.

- **Promouvoir de bonnes pratiques culinaires et alimentaires**

La malnutrition n'est pas uniquement liée à un problème de disponibilité et d'accès aux aliments. Il s'agit aussi de mauvaises pratiques alimentaires. Toute innovation doit s'accompagner systématiquement

⁴⁷ Guidelines on food fortification with micronutrients, WHO/FAO

⁴⁸ Hunger Project au Bénin

⁴⁹ Par exemple, ACECI à Bujumbura cultive les plantes médicinales et les transforme en les produits *Karire Products*.

d'activités de vulgarisation auprès du public cible notamment sous forme de spots publicitaires, chansons, pièces de théâtre, concours ou encore d'ateliers culinaires dans les centres communautaires.

- **La production d'engrais organique à base de Neem**

La dégradation de la fertilité des sols reste un problème majeur. Les interventions classiques proposent de renforcer l'utilisation d'amendements organiques à travers l'élevage ou un amendement chimique par le soutien et l'accès aux fertilisants chimiques.

Dans l'objectif de développer de nouveaux débouchés économiques et de répondre à la problématique de la fertilité des sols, il est proposé ici de développer un engrais organique à partir de *Neem* (*Azadirachta indica*), appelé aussi Margousier, arbre aux nombreuses vertus, répandu au Burundi mais peu connu. Il s'agit donc de produire des pellets de Neem obtenus par séchage et broyage des fruits. Ces pellets riches en oligo-éléments sont particulièrement adaptés aux cultures délicates, exigeantes en matière organique et sensibles aux parasites du sol. Ce type d'engrais organique se fabrique déjà en Inde et pourrait dès lors faire l'objet d'un projet pilote.

- **La promotion des foyers améliorés et des sources d'énergies alternatives dans les milieux ruraux**

Face aux difficultés d'accès au bois de chauffe ou charbon de bois et leurs impacts négatifs sur la déforestation, la sécurité alimentaire et la santé, la promotion des foyers améliorés et des combustibles organiques type pellets est recommandé. Ce type d'activités pourrait aussi être développé comme une activité génératrice de revenus pour les femmes et les jeunes. Un modèle de foyer amélioré développé dans le cadre des cantines scolaires du PAM dans les provinces de Cibitoke et Bubanza a d'ailleurs montré des résultats positifs.

Un autre type de production d'énergie est le digesteur biogaz. Il est basé sur la fermentation de la matière organique (résidus alimentaires, de culture ou de déjections). De nombreux projets individuels ou communautaires existent de par le monde et à faible coût. L'utilisation de ce type de digesteur pourrait être testé dans le cadre des cantines scolaires.

- **Intégration des pratiques WASH dans les programmes nutritionnels**

Des études récentes ont mis en évidence qu'un environnement insalubre pouvait contribuer à la malnutrition, et plus spécifiquement le retard de croissance par le biais des dysfonctions entériques environnementales (DEE). Bien que les effets à long-terme soient toujours en cours d'étude, **l'intégration de la prévention des maladies hydriques dans les programmes de nutrition** semble avoir un impact considérable dans la lutte contre la malnutrition chronique et le retard de croissance⁵⁰.

L'amélioration des conditions WASH, incluant l'accès à l'eau potable et aux lieux d'aisance, l'amélioration des pratiques de lavage des mains, et la réduction des expositions aux matières fécales par un assainissement approprié peuvent améliorer le statut nutritionnel des enfants mais également les moyens d'existence des ménages.

Par ailleurs, l'amélioration de la proximité et des conditions d'approvisionnement en eau peuvent améliorer la sécurité alimentaire du ménage par le renforcement du rôle nutritionnel des femmes. En

⁵⁰ Food Policy Report, IFPRI, 2016 (Chapter 4).

effet, le temps épargné pour la collecte d'eau augmente la disponibilité des femmes pour les soins aux enfants, les pratiques nutritionnelles mais aussi le développement d'activités génératrices de revenus.

- **Changement des habitudes nutritionnelles des ménages à travers un programme nutritionnel intégré dans les écoles.**

Quelques écoles bénéficient d'un appui nutritionnel par le biais des cantines scolaires du PAM. Les rations alimentaires pourraient s'accompagner d'une distribution de **produits laitiers** issus de productions d'éleveurs locaux. Ceci encouragerait le développement de cette filière.

De plus, afin d'avoir un impact durable, il faudrait intégrer la distribution de repas dans un programme nutritionnel holistique centré sur les écoles.

Ainsi, les écoles pourraient être dotées d'activités type « **jardins scolaires** » de production horticole en plein champ ou hors-sol ainsi que de petit élevage (poules, lapins) qui permettrait de diversifier et compléter l'apport en protéines et nutriments de la ration du PAM d'une part et de promouvoir un changement de comportement nutritionnel au sein des familles d'autre part. Parallèlement des séances **d'éducation culinaire** pour la promotion de repas diététiques seraient à promouvoir au sein de l'école pour les élèves mais également leurs parents. Dans ce sens, la nutrition devrait être intégrée dans les cursus scolaires au primaire et secondaire voire également les études supérieures scientifiques.

Afin de favoriser l'accès à l'eau potable et aux combustibles pour la préparation des repas scolaires, l'installation de **collecteurs d'eau de pluie** et l'utilisation de **pellets ou de digesteur biogaz** est à promouvoir.

Une assistance technique est recommandée pour la distribution des semences horticoles, du petit élevage, des outils de production et de réservoirs d'eau mais également pour la formation des enseignants ainsi que pour la gestion globale du projet.

Les jardins scolaires sont comparables aux jardins potagers des ménages dont la vocation première est nutritionnelle. Cependant selon la taille et la bonne gestion de ceux-ci, les jardins scolaires peuvent devenir une source de revenus complémentaire pour l'école ;

- **Initiatives pour le soutien de la production agricole des ménages**

➔ **Les collecteurs d'eau de pluie** : Les déficits temporaires d'eau qui entravent le bon déroulement des saisons agricoles dans certaines régions pourraient relativement facilement être contrés par des aménagements hydro-agricoles communautaires et individuels. Ainsi les exemples de techniques de collecte d'eau de pluie sur les toits des maisons et bâtiments publics (écoles, administrations, ...) les bassins collecteurs d'eau de pluie, l'aménagement des marais mais également la réutilisation des eaux usées ont déjà fait leur preuve dans les pays de la région.

➔ **Les champs école paysans** : De nombreux projets dans la sous-région clament la valeur-ajoutée des champs écoles paysans. Il s'agit de promouvoir les bonnes pratiques culturales, la lutte antiérosive, et contre les maladies et parasites, la promotion de variété à haute teneur nutritionnelle, sur des champs de paysans « modèles ». La particularité réside dans le fait que ce sont les agriculteurs de la communauté eux-mêmes qui viennent travailler ces champs en guise d'exercices pratiques⁵¹

⁵¹ Voir Africa RISING initiative

→ La **lutte anti-érosive** avec des **cultures fourragères**. Certaines espèces de graminées fourragères telles que *Pennisetum* ou *Panicum* cultivées en bord de champs jouent un rôle dans le maintien des sols et de fourrages pour le petit bétail.

→ Les **jardins de case** et le **petit élevage** (chaîne de solidarité) sont bien connus des acteurs de développement. Leur diffusion reste néanmoins limitée alors que leur contribution dans la lutte contre la malnutrition est prouvée depuis longtemps. L'intégration de ces activités dans « un package » comprenant également un appui technique, des formations en éducation nutritionnelle, hygiène, planning familial, alphabétisation font partie de la réussite et de la durabilité des projets.⁵²

⁵² Voir le projet intégré d'appui aux vulnérables de Vétérinaires Sans Frontières à Ngozi

X. BIBLIOGRAPHIE

- OCHA Factsheet Burundi, 2016
- OCHA, Burundi Inter-agency monitoring report, January 2016
- PAM, Analyse de la sécurité alimentaire d'urgence dans six provinces du Burundi les plus affectées par l'instabilité socio-politique, Novembre 2015.
- PAM, Rapport de Suivi de la Sécurité Alimentaire (FSMS), Décembre 2015
- UNICEF, Burundi Humanitarian Situation Report, March 2016
- OIM, Matrice de Suivi des Déplacements au Burundi, Rapport #3, Mars 2016
- FEWSNET, Burundi country factsheet, Mars 2016.
- UNICEF, The State of the world's children 2015, Unicef
- IFPRI, Global Hunger Index, 2015
- PNUD, Rapport sur le développement humain, 2015
- UNHCR, Burundi Situation - Emergency Response Jan-Dec 2016, December 2015.
- Croix Rouge du Burundi, Special El Niño Contingency Plan, Bulletin N°4, Avril 2016
- Croix Rouge du Burundi, SitRep du 24-03-2016
- ISTEEBU/BAD, profil et déterminants de la pauvreté au Burundi, Mai 2015
- ISTEEBU, Indice des prix à la consommation des ménages, mars 2016.
- IFPRI, Food policy Report, 2016
- MINAGRIE, Plan National d'Investissement agricoles

Site Web

- UNHCR : <http://data.unhcr.org/burundi/regional.php>
- ECHO : http://ec.europa.eu/echo/where/sub-saharan-africa/burundi_en
- OCHA : <http://www.unocha.org/eastern-africa/about-us/about-ocha-eastern-africa/burundi>
- FEWSNET : <http://www.fews.net/east-africa/burundi>
- IFPRI : <http://ghi.ifpri.org/>
- IFRC : <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/press-releases/africa/burundi/red-cross-launches-appeal-to-assist-families-affected-by-multiple-emergencies-in-burundi/>
- PNUD : <http://www.bi.undp.org/content/burundi/fr/home/countryinfo/>
- UNICEF, statistiques pour le Burundi : http://www.unicef.org/french/infobycountry/burundi_statistics.html
- Banque mondiale : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/burundi>
- FMI : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/index.htm>

Quelques pistes de documentation sur les initiatives proposées :

- La fortification des aliments : http://www.who.int/nutrition/publications/guide_food_fortification_micronutrients.pdf
- Le Moringa.
 - Hunger project au Bénin : <http://www.thp.org/moringa-in-benin-super-food-nutrition-and-income-generating-production/>
 - Commercialisation du Moringa en Afrique occidentale : <http://agritrop.cirad.fr/511801/>
- La production de pellets au Neem : <http://www.alliance-ble.be/documents/pelletsDeNeem.pdf>
- Les digesteurs biogaz en Afrique: http://www.habiter-autrement.org/37-ecovillage-afrique/32_eco-afro.htm
- Les jardins scolaires : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/a0218f/a0218f01.pdf>
- Les champs écoles paysans : <http://www.fao.org/3/a-i3766f.pdf>
- Les initiatives intégrées d'appui aux plus vulnérables : <http://www.veterinaire.sansfrontieres.be/fr/actualite/item/5867-burundi-offrez-une-chance-a-la-population-locale>

XI. ANNEXES

Carte 10 : Strates selon les zones de moyens d'existence

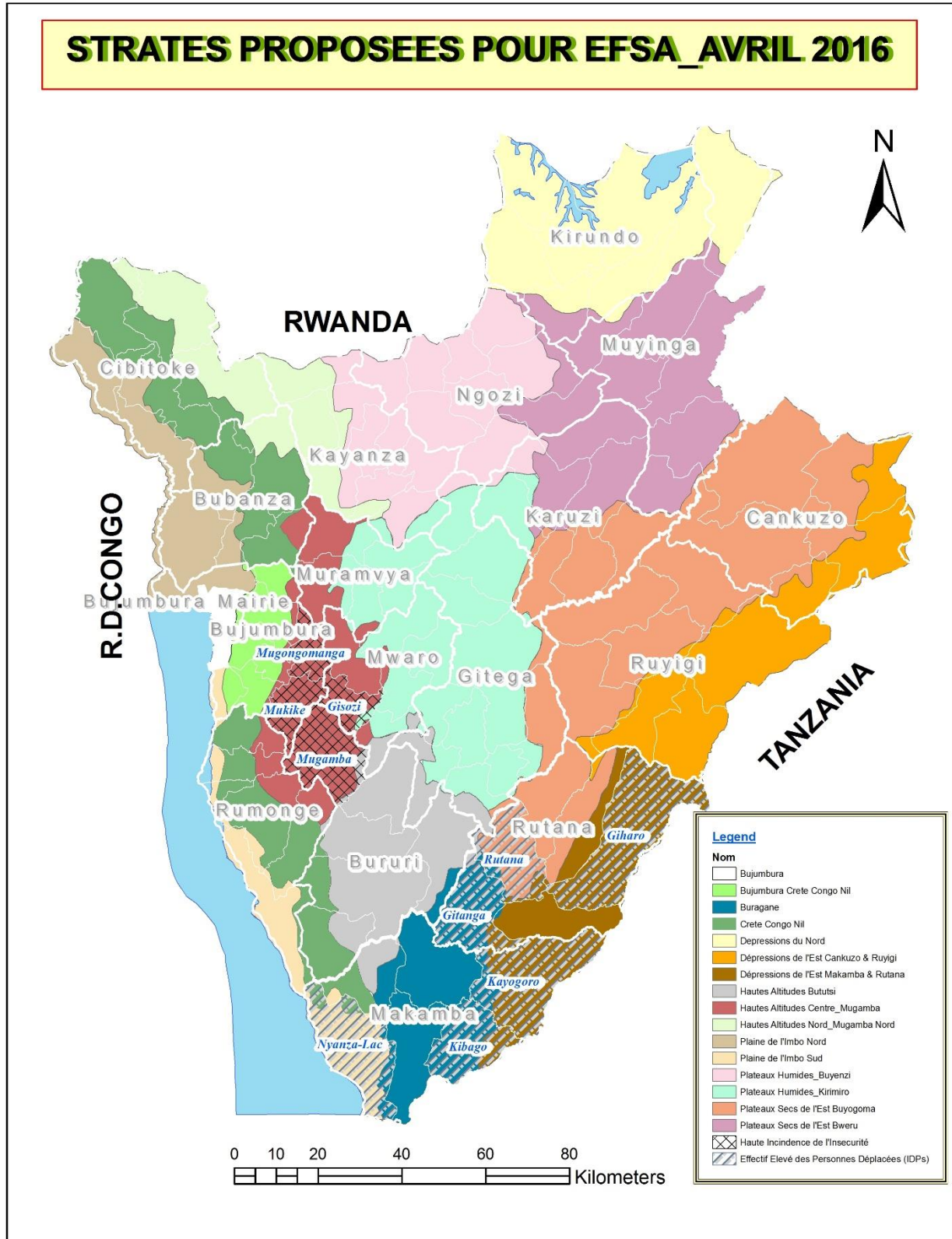


Tableau 15: Classes de sécurité alimentaire selon la console CARI

Provinces	Estimation Population	Estimation ménages	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Sécurité alimentaire marginale		Sécurité alimentaire	
			%	Nombre de personnes	%	Nombre de personnes	%	Nombre de personnes	%	Nombre de personnes
Cankuzo	285598	57.120	21,4	61.118	35,7	101.958	36,7	104.814	6,1	17.421
Kirundo	751170	150.234	14	105.164	39	292.956	39	292.956	8,1	60.845
Bujumbura rural	589124	117.825	8,6	50.665	38,1	224.456	43,7	257.447	9,6	56.556
Rutana	412160	82.432	7,5	30.912	45,9	189.181	41,8	172.283	4,8	19.784
Gitega	917358	183.472	6,2	56.876	54,2	497.208	29,2	267.869	10,5	96.323
Ngozi	836288	167.258	6,1	51.014	41,1	343.714	40,1	335.351	12,6	105.372
Muyinga	789534	157.907	6,1	48.162	47,6	375.818	36,1	285.022	10,2	80.532
Kayanza	744369	148.874	5,2	38.707	46,5	346.132	40,9	304.447	7,4	55.083
Rumonge	439004	87.801	4,9	21.511	27,3	119.848	59,4	260.768	8,4	36.876
Makamba	488477	97.695	4,6	22.470	39,1	190.995	39,1	190.995	17,2	84.018
Bubanza	429179	85.836	4,5	19.313	38,7	166.092	48,4	207.723	8,4	36.051
Mwaro	345864	69.173	4,1	14.180	57,4	198.526	25,4	87.849	13,1	45.308
Muramvya	370012	74.002	3,1	11.470	49,6	183.526	38	140.605	9,3	34.411
Cibitoke	585065	117.013	3	17.552	33,7	197.167	41,1	240.462	22,3	130.469
Ruyigi	490782	98.156	2,3	11.288	13,9	68.219	73,4	360.234	10,4	51.041
Bururi	385558	77.112	2,3	8.868	43,8	168.874	36,2	139.572	17,7	68.244
Karusi	550780	110.156	1,5	8.262	51,8	285.304	37,4	205.992	9,2	50.672
Bujumbura Mairie	592551	118.510	0,5	2.963	8,9	52.737	48,6	287.980	42,1	249.464
TOTAL	10.002.873	2.000.575	5,9	590.170	40,1	4.011.152	41,3	4.131.187	12,8	1.280.368

Tableau 16 : Principaux indicateurs EFSA pour les zones agro-écologiques les plus affectées par l'insécurité alimentaire

Indicateurs	Cankuzo - Zone PSE Buyogoma
Insécurité alimentaire (dont % sévère)	60.8% dont 33% sévère
Score de consommation alimentaire	22% limite , 37% pauvre
Diversité alimentaire (nbre jours/semaine)	Protéines: 4 ; Féculents: 5
Durée stocks saison 2016A (*2015A)	11 semaines (18*)
Moins de 2 Repas Enfants < 5 ans	4%
Malnutrition enfants <5 ans	5 cas de MAS et 20 cas de MAM sur 150 enfants mesurés
Part dépenses alimentaires >65%	>75% = 51% ménages (full province)
Adoption stratégies alimentaires	88%
Adoption mécanismes de crise et/ou urgence	78% crise; 38% urgence
**Nombre ménages enquêtés	85
**Nombre d'enfants mesurés	150

Indicateurs	Karusi, Muyinga - Zone PSE Bweru
Insécurité alimentaire (dont % sévère)	Karusi: 48% dont 10%; Muyinga: 40% dont 10% sévère
Score de consommation alimentaire	43.9% limite, 22.4% pauvre
Diversité alimentaire (nbre jours/semaine)	Protéines: 3 ; Féculents: 6
Durée stocks saison 2016A (*2015A)	Karusi: 9 semaines (11*); Muyinga: 3 semaines (7*)
Moins de 2 Repas Enfants < 5 ans	3% Karusi - 22% Muyinga
Malnutrition enfants <5 ans	Muyinga: 6 cas MAS et 19 cas MAM sur 174 enfants mesurés Karusi: 16 cas de MAM sur 105 enfants mesurés
Part dépenses alimentaires >65%	Karusi: 44%; Muyinga: 50%
Adoption stratégies alimentaires	Karusi: 62%; Muyinga: 82%
Adoption mécanismes de crise et/ou urgence	Karusi: 29% crise; 6% urgence; Muyinga: 37% crise, 5% urgence
**Nombre ménages enquêtés	Karusi: 95, Muyinga: 295

Indicateurs	Gitega, Mwaro, Muramvya - Zone PH Kirimiro
Insécurité alimentaire (dont % sévère)	Mwaro: 54% , 20% ; Gitega 37%, 17% ; Muramvya: 38%, 9%:
Score de consommation alimentaire	53.3% limite, 16.4% pauvre
Diversité alimentaire (nbre jours/semaine)	Protéines: 2 ; Féculents: 6
Durée stocks saison 2016A (*2015A)	Gitega: 5 semaines (14*) , Mwaro: 6 semaines (9*) , Muramvya: 5 semaines (12*)
Moins de 2 Repas Enfants < 5 ans	0%
Malnutrition enfants <5 ans	Gitega: 11% MAM; Mwaro: 4% MAM; Muramvya: 1% MAS et 8% MAM
Part dépenses alimentaires >65%	Gitega: 58% ; Muramvya: 50%; Mwaro: 14%
Adoption stratégies alimentaires	Gitega: 62%; Mwaro: 92% ; Muramvya: 63%
Adoption mécanismes de crise et/ou urgence	Gitega: 34% crise; 13% urgence: Muramvya: 25% crise, 9% urgence; Mwaro: 42% crise, 20% urgence
Nombre ménages enquêtés	Gitega: 307, Muramvya: 41, Mwaro: 41 (faible échantillon)

Indicateurs	Kirundo-Dépression Nord
Insécurité alimentaire (dont % sévère)	31% dont 18% sévère
Score de consommation alimentaire	37.4% limite, 19.4% pauvre
Diversité alimentaire (nbre jours/semaine)	Protéines: 4; Féculents: 6
Durée stocks saison 2016A (*2015A)	10 semaines (12*)
Moins de 2 Repas Enfants < 5 ans	16%
Malnutrition enfants <5 ans	6 cas MAS et 13 cas MAM sur 221 enfants mesurés
Part dépenses alimentaires >65%	66%
Adoption stratégies alimentaires	79%
Adoption mécanismes de crise et/ou urgence	24% crise; 12% urgence
Nombre ménages enquêtés	305

Carte 11: Prévalence de la malnutrition chronique pour les moins de 5 ans (CFSVA-SMART 2014)

